

Revue HIJRA 2^{ème} édition

Décembre 2023

La Revue Marocaine de Droit d'Asile et Migration



Dans ce Numéro

L'impact du Pacte de Marrakech pour les migrations au Maroc : Le rôle du gouvernement et de la société civile

Julie Diné

تأثير ميثاق مراكش للهجرة في المغرب: دور الحكومة والمجتمع المدني

رشيد شحمي

The Human Rights Abuses of Migrant Workers in Qatar During Construction of FIFA 2022 Infrastructure

Anjali Patel

Revue Hijra est une publication de l'association Clinique Juridique Hijra



Directeur de la publication

Salaheddine Lemaizi, *co-fondateur de ENASS.ma*

et président du Réseau marocain des journalistes des migrations (RMJM)

Rédacteur en chef

Younous Arbaoui, *professeur Assistant à la Vrije Universiteit Amsterdam*

et Président de la Clinique Juridique Hijra

Comité scientifique

Abdelkarim Belhaj, *enseignant-chercheur à l'Université Mohammed V, Rabat*

Mohamed Bendahan, *enseignant-chercheur à l'Université Mohammed V, Rabat*

Youness Ben Mouro, *enseignant-chercheur à l'Université Hassan II, Casablanca*

Atouf Elkbir, *enseignant-chercheur à l'Université Ibn Zohr, Agadir*

Adelina Miranda, *enseignante-chercheuse à l'Université de Poitiers, France*

Fabio Perocco, *enseignant-chercheur à l'Université de Venise, Italie*

Francesco Colin, *doctorant, Études de développement, Erasmus University Rotterdam, Pays Bas*

Mamoudou Samoura, *doctorant, Droit et relations internationales, Université Hassan II, Casablanca*

Achraf El Hila, *doctorant en Droit de la Migration et de l'Asile, Université Mohammed V, Rabat*

Sara Benjelloun, *docteur en science politique, Université de Grenoble-Alpes, France*

Rachid Chehmi, *docteur, Histoire Moderne et Contemporaine, Université Ibn Zohr, Agadir*

Habiba Targaoui, *docteur en histoire contemporaine, Université Ibn Zohr, Agadir*

Abderrahaman Benyahya, *bénévole au sein de la CJH, et expert en droit d'asile*

Equipe d'assistance

Ahlam Adib

Majda Badrelkaram

Ghita Baakrime

Aicha Keraoui

Laure Crétonon

Infographiste

Abdelhadi Maaichou, *clinicien de communication*

Éditeur

La Clinique Juridique Hijra © 2023

Tanger, Maroc

Dépôt légal : Bibliothèque Nationale du Royaume du Maroc (BNRM)

ISBN : 2737-8810

<https://cjhm.org>

DANS CE NUMÉRO

Éditorial

- 02 | **Le Pacte de Marrakech et la Clinique Juridique Hijra**
Aicha Keraoui

Articles

- 04 | **L'impact du Pacte de Marrakech pour les migrations au Maroc :
Le rôle du gouvernement et de la société civile**
Younous Arbaoui, traduit par Julie Diné

- تأثير ميثاق مراكش للهجرة في المغرب: دور الحكومة والمجتمع المدني** | 26
يونس عربوي، ترجمة: رشيد شحامي

- الهجرة والبحر في تاريخ وسوسيوولوجية المغرب الصحراوي** | 46
دراسة حالة كلميم واد نون
الكبير عطوف

- 56 | **The Human Rights Abuses of Migrant Workers in Qatar During
Construction of FIFA 2022 Infrastructure**
Anjali Patel

- 66 | **Migrations et politiques migratoires pendant la pandémie du Covid-19**
Fabio Perocco

Activité marquante en 2022

- 74 | **« Grand Prix HIJRA »**
Clinique Juridique Hijra

Le Pacte de Marrakech et la Clinique Juridique Hijra

Aicha Keraoui ^[1]

En 2018, le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (Pacte de Marrakech) a été adopté et approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies.^[2] Le Pacte prévoit une procédure de suivi^[3] comprenant des processus d'examen régionaux et un examen au niveau global dont la première édition^[4] a eu lieu en 2022. Le Pacte souligne que ces examens doivent intégrer les contributions des acteurs de la société civile.^[5]

Au Maroc, pays membre du groupe des "pays champions du Pacte"^[6], les acteurs de la société civile ne sont pas, jusqu'à présent, impliqués de façon effective dans le processus d'examen et de suivi du Pacte. Même si certaines associations^[7] ont participé au premier examen global (2022, New York), ces associations n'ont soumis aucun rapport d'examen et suivi. Aucune procédure ou plateforme nationale n'a notamment été mise en place permettant à la société civile de contribuer au processus d'examen. Cette situation réduit donc le potentiel de la société civile à influencer la mise en œuvre du Pacte.^[8]

C'est dans ce contexte que la Clinique Juridique *Hijra* a multiplié ses activités afin de sensibiliser et mobiliser la société civile pour contribuer au processus d'examen. Ainsi, le premier numéro de la revue *Hijra* a été consacré au Pacte en fournissant des indicateurs pour évaluer la mise en œuvre

[1] Doctorante et Directrice de la Clinique Juridique Hijra.

[2] UN Doc A/RES/73/195 (11 January 2019).

[3] Pacte Mondial, para. 48-54.

[4] « International Migration Review Forum 2022 », United Nations Network on Migration, 24 août 2022, <https://migrationnetwork.un.org/international-migration-review-forum-2022>.

[5] Pacte Mondial, para. 15, 44, 50 et 53.

[6] « Champion Countries », United Nations Network on Migration, 18 janvier 2021, <https://migrationnetwork.un.org/champion-countries>.

[7] Clinique Juridique Hijra, « First International Migration review Forum », 9 octobre 2022, <https://www.cjhm.org/archives/2997>.

[8] Voir Arbaoui, Y. (2022). The Impact of the Marrakech Compact for Migration in Morocco: The Role of the Government and of Civil Society. *Verfassung und Recht in Übersee (World Comparative Law)*, 55(1), 19-43, <https://doi.org/10.5771/0506-7286-2022-1-19>. Voir version française et arabe de cet article dans ce numéro.

du Pacte, créant ainsi un cadre juridique que la société civile peut utiliser pour le suivi.^[9] En outre, la Clinique a élaboré un manuel en arabe dédié à l'analyse des objectifs du Pacte.^[10] La Clinique a également publié un podcast qui a comme but de rendre le Pacte accessible à un public plus large.^[11]

Dans le même ordre d'idées, la Clinique a lancé en février 2023 une série d'ateliers (Hijra GCM Workshops) visant à créer un espace permettant à la société civile de participer dans le suivi et l'examen de la mise en œuvre du Pacte.^[12] L'objectif est de renforcer le rôle de la société civile dans l'examen et le suivi du Pacte en travaillant pendant les trois prochaines années sur un rapport de suivi à soumettre à l'examen global de 2026. Cela peut renforcer l'impact de la société civile sur le processus d'examen ainsi que les répercussions du Pacte sur la politique migratoire du Maroc.

[9] Y. Arbaoui, «Le Maroc : 'champion' de la mise en œuvre du Pacte de Marrakech ? », Revue Hijra - La Revue Marocaine de Droit d'Asile et Migration, no 1 (Décembre 2021), <https://www.cjhm.org/wp-content/uploads/2021/12/Revue-Hijra-n1-PMM-Decembre2021.pdf>.

[10] Y. Arbaoui, et Y. Ben Mouro, (2023). الميثاق العالمي للأمم المتحدة من أجل الهجرة الآمنة والمنظمة والنظامية: تحليل المسودة النهائية، هدفًا بهدف. <https://www.cjhm.org/pmm>.

[11] <https://www.cjhm.org/archives/podcast/ep01>.

[12] Clinique Juridique Hijra, « Hijra Workshop: Renforcement du rôle de la société civile dans l'examen et suivi du Pacte mondial sur les migrations », février 2023, <https://www.cjhm.org/workshop>.

L'impact du Pacte de Marrakech pour les migrations au Maroc : Le rôle du gouvernement et de la société civile

Younous Arbaoui, traduit par : Julie Diné, ex-clinicienne de la Clinique Juridique Hijra ^[1]*

A. Introduction

En décembre 2018, le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (ci-après : PMM ou « le Pacte ») a été adopté à Marrakech et approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies.^[2] Bien que le PMM soit officiellement un document non contraignant,^[3] les États qui l'adoptent acceptent néanmoins l'obligation de le prendre dûment en considération et de l'examiner de bonne foi.^[4] Le PMM implique donc une attente de conformité.^[5] Bien que cette attente ne soit pas une obligation légale, il faut présumer que le PMM a un effet sur les systèmes migratoires nationaux.^[6] Le Pacte pourrait être utilisé par les gouvernements pour élaborer des politiques migratoires nationales, tout en étant utilisé de manière similaire dans la défense des droits des migrants par la société civile, les institutions nationales des droits de l'homme et les praticiens du droit, comme base d'interprétation du droit national et international.^[7]

Plus précisément, le PMM prévoit une procédure de suivi détaillée comprenant des processus d'examen régionaux «en alternance avec des discussions au niveau mondial».^[8] Par ailleurs, le Pacte encourage les États à élaborer des réponses nationales ambitieuses pour sa mise en

[1] * L'article authentique est de Younous Arbaoui: Professeur Assistant en droit de Migration, Amsterdam Centre for Migration and Refugee Law, Vrije Universiteit Amsterdam. Voir : Arbaoui, Y. (2022). The Impact of the Marrakech Compact for Migration in Morocco: The Role of the Government and of Civil Society. *Verfassung und Recht in Übersee (World Comparative Law)*, 55(1), 19-43. <https://doi.org/10.5771/0506-7286-2022-1-19>

[2] UN Doc A/RES/73/195 (11 January 2019).

[3] GCM, para. 15 and 53

[4] *Vincent Chetail*, *International Migration Law*, Oxford 2019, p. 295. See also Article 2(2) of the UN Charter.

[5] *Chetail*, note 3, pp. 299–300. Cf. *Dina Shelton*, *International Law and Relative Normativity*, in: Malcolm Evans (ed.), *International Law*, New York 2010, p. 163.

[6] *Alessandro Bufalini*, *The GCM: What is its contribution to International Migration Law?* QIL, Zoom-in 58 (2019), p. 10.

[7] *Bufalini*, note 5, pp. 14–16.

[8] GCM, para. 50.

œuvre, et à procéder à des examens réguliers des avancées faites au niveau national.^[9] Il souligne notamment que ces examens doivent également prendre en compte les contributions de toutes les parties prenantes.^[10] Compte tenu de l'approche de «l'ensemble de la société»^[11] appliquée tout au long du PMM, cela inclut également les acteurs de la société civile. Pour accroître son potentiel, la «souplesse» juridique du mécanisme d'examen doit être compensée par des sanctions politiques dures, dans le sens d'une politique stricte de dénonciation en cas de non-respect.^[12] Un tel mécanisme politique peut être activement soutenu et initié par des acteurs de la société civile qui s'engagent non seulement dans l'interprétation du PMM, mais aussi dans la contestation des États lorsqu'ils ne respectent pas celui-ci.^[13] La question de savoir si et comment le Pacte aura finalement un impact sur les systèmes migratoires nationaux dépend donc essentiellement de la manière dont les gouvernements nationaux et les acteurs non étatiques s'engagent dans la pratique.

Dans ce contexte, le présent document se concentre sur le rôle du gouvernement et de la société civile et se demande dans quelle mesure leurs pratiques, concernant le PMM, soutiennent son potentiel en tant qu'instrument de *droit souple* pour influencer les systèmes migratoires nationaux. Pour répondre à cette question, le document se concentrera sur la mise en œuvre du PMM au Maroc en tant qu'étude de cas. Ce choix de pays s'explique par trois raisons. Premièrement, en plus d'être un pays d'origine et de transit des migrants, le Maroc se transforme de plus en plus en un pays de destination pour les migrants subsahariens. Deuxièmement, le Maroc a introduit une nouvelle politique migratoire en 2013, et a acquis un rôle de leader dans le développement de la politique migratoire de l'Union africaine.^[14] Troisièmement, le Maroc a activement participé et soutenu les négociations intergouvernementales qui ont mené au PMM.^[15] On peut donc s'attendre à ce que le gouvernement marocain et les acteurs de la société civile au Maroc connaissent déjà bien le PMM, son contenu et ses objectifs.

Pour entreprendre une analyse plus fine de l'impact de l'engagement gouvernemental et non gouvernemental, le document concentrera son analyse sur l'objectif 15 (fourniture de services de base) en tant que cas de test. L'examen de la manière, dont les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux se sont engagés dans cet objectif spécifique, fournira des informations plus détaillées sur l'impact du PMM sur la politique migratoire marocaine.

Pour entreprendre cette évaluation, le document s'appuie sur des rapports gouvernementaux, en particulier ceux publiés dans le cadre du mécanisme d'examen du PMM. En outre, il fait référence à des rapports de la société civile traitant de la situation des migrants au Maroc en ce qui concerne

[9] GCM, para. 53.

[10] Ibid.

[11] GCM, para. 15 and 44.

[12] *Bufalini*, note 5, pp. 22–23.

[13] *Carolina Gottardo/Nishadh Rego*, The Global Compact for Migration (GCM), International Solidarity and Civil Society Participation: a Stakeholder's Perspective, *Human Rights Review* 4 (2021), p. 16. Cf. *Elspeth Guild/Tugba Basaran/Kathryn Allinson*, From Zero to Hero? An analysis of the human rights protections within the Global Compact for Safe, Orderly and Regular Migration (GCM), *International Migration* 57 (2019), p. 54.

[14] Mot d'introduction du Directeur Général de l'Institut Royal des Etudes Stratégiques, 'Migration : facteur de développement et d'opportunités, La gestion des flux migratoires : une priorité de l'agenda africain et mondial', Forum Crans Montana, Dakhla Mars 2018, pp. 3–4.

[15] Politique Nationale d'Immigration et d'Asile, Rapport 2018, pp. 108–112.

la satisfaction des besoins fondamentaux des migrants. Enfin, j'ai également mené des entretiens semi-structurés avec des agents politiques et des membres de la société civile afin d'avoir une idée de la manière dont ils évaluent l'impact du PMM jusqu'à présent.^[16]

La discussion se déroule de la manière suivante. La section (B.) présente les pratiques du gouvernement concernant le PMM dans son ensemble. La section (C.) reconstruit les perspectives de la société civile. Pour préciser ces réponses, la section (D.) examine les pratiques nationales concernant l'objectif 15 du PMM. Dans la section (E.), j'analyse dans quelle mesure les pratiques nationales soutiennent le potentiel du PMM à avoir un impact sur le système migratoire marocain. Je termine par une perspective pour l'avenir du PMM au Maroc (F.).

B. La pratique gouvernementale du PMM

En 2013, le Maroc a mis en place une nouvelle politique migratoire.^[17] Elle s'est essentiellement constituée de deux campagnes de régularisation des migrants irréguliers, ainsi qu'une réforme législative. La loi sur la traite des êtres humains est entrée en vigueur en 2016, tandis que les deux autres lois sont toujours en attente.^[18] La préexistante loi sur la migration est toujours applicable.^[19] Si cette dernière a été qualifiée de sécuritaire^[20], le Maroc présente régulièrement sa politique comme adoptant une approche 'humaniste'^[21]. Cette approche a régulièrement été utilisée par le Maroc pour se présenter comme l'un des 'premiers pays du Sud' à avoir élaboré une 'politique solidaire d'accueil des migrants subsahariens'.^[22] Elle a également permis au Maroc d'acquérir une position de leader dans le développement de la politique migratoire de l'Union africaine, étant chargé de l'élaboration de l'«Agenda africain pour la migration». Cet agenda devait servir de cadre à la participation des Africains au processus de négociation du PMM.^[23]

Dans ce qui suit, je présente un aperçu des pratiques pré-Pacte (I.) et post-Pacte (II.) du gouvernement marocain.

[16] En raison de la pandémie de COVID-19, j'ai réalisé les entretiens en ligne. Je tiens également à mentionner que j'ai été impliqué dans la société civile marocaine en tant que chargé de plaidoyer pour la *PNPM* en 2018 et 2019. J'ai représenté cette plateforme dans ses activités relatives au PMM, comme mentionné dans ce document. Je n'ai pas été impliqué dans le processus de négociation du PMM. Par ailleurs, je suis impliqué dans la *Clinique Juridique Hijra Maroc* en tant que président bénévole. Cette expérience de terrain m'a permis de mieux comprendre comment la société civile et les acteurs étatiques abordent les questions de migration. Je suis conscient du fait que cela peut influencer mon regard sur le PMM et les droits des migrants au Maroc. Ce risque est atténué par une décision consciente de ne pas faire de déclaration normative concernant le Pacte.

[17] Pour une analyse de cette politique, voir *Sara Benjelloun*, Nouvelle politique migratoire et opérations de régularisation dans : Konrad-Adenauer-Stiftung (ed.), *La nouvelle politique migratoire marocaine*, Rabat 2017, pp. 35–75.

[18] Loi n° 27-14 du 25 août 2016 relative à la lutte contre la traite des êtres humains, Bulletin officiel, 2016-12-15, n° 6526, pp. 1952–1955; Projet de loi 66-17 relatif au droit d'asile et aux conditions de son octroi ; Loi n°72-17 relatif à la migration.

[19] Loi n° 02-03 du 11 novembre 2003 relative à l'entrée et au séjour des étrangers au Royaume du Maroc, à l'émigration et l'immigration irrégulières.

[20] Communiqué de Presse GADEM, Pour les dix ans de la loi sécuritaire 02-02, en finir avec la vision répressive de la migration, 27 Novembre 2013, <https://www.lacimade.org/cp-gadem-pour-les-dix-ans-de-la-loi-securitaire-02-%E2%80%90003-en-finir-avec-la-vision-repressive-de-la-migration> (dernière consultation le 3 Janvier 2022).

[21] Ministère délégué chargé des Marocains résidant à l'étranger et des Affaires de la migration Affaires, Politique Nationale d'Immigration et d'Asile, Rapport, Rabat 2017, p. 11, 13, 29, 50, 95 and 96, https://marocainsdumonde.gov.ma/ewhatsi/2018/03/POLITIQUE-NATIONALE_Rapport-2017.pdf ; Ibid., Rapport 2018, https://marocainsdumonde.gov.ma/wp-content/uploads/2019/01/Politique-Nationale-dimmigration-et-dAsile_-Rapport-2018.pdf.

[22] Ibid.

[23] *Christophe Bertossi/Amal El Ouassif/Matthieu Tardis*, L'agenda de l'Union africaine sur les migrations: une alternative aux priorités européennes en Afrique?, Notes de l'Ifri (Institut Français des Relations Internationales), 2021, pp. 12–13.

I. Les pratiques pré-Pacte du Maroc : encourager le PMM

Parallèlement à l'introduction de la nouvelle politique migratoire, le Maroc a invité la communauté internationale à «proposer un cadre de travail pour la gouvernance internationale et régionale des migrations».^[24] Le Maroc a activement participé et soutenu le processus de négociation intergouvernemental qui a conduit au PMM. En collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), l'Etat a organisé des cycles de consultation nationale pour divers acteurs de la société civile et a soumis des recommandations de rédaction. De plus, le Maroc a organisé et coprésidé le Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD) de 2018, qui a planifié des Journées de la société civile peu avant l'adoption du PMM.^[25] Par ailleurs, le gouvernement a procédé à un 'examen préliminaire' de la politique migratoire, à la lumière du PMM.^[26] Cet examen préliminaire aborde la politique nationale sous l'influence de chacun des vingt-trois Objectifs du PMM et fournit un projet de plan pour chaque objectif afin de poursuivre la mise en œuvre du Pacte. De même, le Parlement marocain a accueilli la conférence interparlementaire sur le PMM au cours de laquelle les députés ont exprimé leur engagement à utiliser pleinement leurs pouvoirs politiques pour contribuer à la mise en œuvre du PMM.^[27] Enfin, le Maroc a accueilli la conférence intergouvernementale au cours de laquelle le PMM a été adopté.^[28] Au cours de l'Assemblée générale qui l'a approuvée, le gouvernement a soutenu que l'adoption du PMM «a été un moment historique» et qu'il «appartient maintenant à la communauté internationale de veiller à sa bonne mise en œuvre».^[29] Dans l'ensemble, le gouvernement marocain a joué un rôle important et actif dans le processus menant à l'adoption du PMM.

II. Engagement post-Pacte : entre la défense du statut quo et le statut de "pays champion"

Cette sous-section examine (1.) la mesure dans laquelle le gouvernement s'est engagé dans le mécanisme d'examen du PMM et (2.) les mesures qu'il a prises pour mettre en œuvre le PMM.

1. Participation au mécanisme d'examen :

En juin 2020, le Maroc a accepté^[30] l'invitation du Réseau des Nations Unies sur les migrations (RNUM) à rejoindre le groupe de l'Initiative des pays champions'. Il s'agit d'un groupe d'États qu

[24] Ministère délégué chargé des Marocains résidant à l'étranger et des Affaires de la migration, des politiques migratoires du Maroc et du PMM, Rabat 2018, p. 8. (ci-après : Ministère délégué 2018).

[25] Ministère délégué, Rapport 2018, note 20, pp. 107–112.

[26] Ministère délégué, 2018, note 23.

[27] Déclaration finale de la Conférence parlementaire à l'occasion de l'adoption du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, Organisée conjointement par l'Union interparlementaire et le Parlement du Royaume du Maroc, Rabat 6-7 décembre 2018.

[28] United Nations, Intergovernmental Conference on the Global Compact for Migration, Marrakech 2018, <https://un.org/en/conf/migration/> (dernière consultation le 14 Mars 2021).

[29] United Nations, General Assembly Endorses First-Ever Global Compact on Migration, Urging Cooperation among Member States in Protecting Migrants, New York 2018, <https://www.un.org/pr ess/en/2018/ga12113.doc.htm> (dernière consultation le 14 Mars 2021).

[30] Letter by the Moroccan ambassador to the UN Network on Migration, 26 June 2020, https://migrationnetwork.un.org/sites/default/files/docs/morocco_confirmation_champion_country.pdf (dernière consultation le 3 Janvier 2022). Voir également la lettre de l'ambassadeur du Maroc au Réseau des Nations Unies sur les migrations, 27 August 2020, https://un.org/sites/default/files/docs/morocco_reflections_on_champions.pdf (dernière consultation le 3 Janvier 2022). (Ci-après : 'Ambassador June 2020'; 'Ambassador August 2020').

‘montrent l’exemple en servant de « pays champions » pour la mise en œuvre’ du PMM. L’idée est que les gouvernements de ces pays se réunissent régulièrement pour discuter de leurs expériences relatives au PMM. En outre, ils bénéficieront d’un soutien spécifique du RNUM.^[31] Dans ce cadre, le gouvernement marocain a exprimé son ferme soutien et son engagement envers la mission et le travail de ce réseau. Il a également indiqué qu’il soutiendra activement la mise en œuvre du PMM dans la région africaine et arabe.^[32] Le Maroc a participé aux réunions ultérieures^[33] des ‘Champions’ au cours desquelles il a communiqué ses quatre priorités en termes de mise en œuvre : (1) l’accès aux connaissances et aux informations sur la migration ; (2) la gestion des frontières ; (3) la réduction des vulnérabilités ; et (4) l’intégration des migrants et leur contribution au développement.^[34]

Concernant le premier point^[35], le gouvernement mentionne la création d’un site web pour les Marocains à l’étranger et pour les migrants résidant au Maroc afin de leur fournir des informations pertinentes sur la migration. Dans ce contexte, le gouvernement insiste sur la nécessité de promouvoir le ‘vivre ensemble’ et les ‘histoires de réussites’. Au regard de la gestion des frontières^[36], le gouvernement fait référence à ses efforts en matière de lutte contre la traite des êtres humains. En ce qui concerne la réduction des vulnérabilités^[37], le gouvernement mentionne les efforts déployés dans le contexte de la pandémie de COVID-19 pour assurer l’accès aux soins de santé des réfugiés et des demandeurs d’asile. Il mentionne également la nécessité de soutenir les opportunités de développement dans les pays d’origine subsahariens, rajoutant qu’il existe un programme visant à aider les migrants subsahariens après leur retour dans leur pays d’origine. Concernant l’intégration^[38], le gouvernement marocain souligne la nécessité de faciliter l’accès des migrants au marché du travail. Il conclut ensuite en déclarant que ‘en tant que pays d’origine, de transit et de destination’, le Maroc ‘estime que le PMM définit une compréhension commune de la migration, des responsabilités partagées et un objectif commun de relever ensemble, dans un esprit gagnant-gagnant, les défis de la migration et d’exploiter ses opportunités’.^[39]

En ce rapportant au mécanisme d’examen régional, le gouvernement a soumis en 2020 un ‘examen volontaire’ dans le cadre du premier examen régional de la mise en œuvre du PMM dans la région arabe.^[40] Le Maroc a également accueilli l’examen régional africain en 2021.^[41] L’examen

[31] UNMN, Champion countries Initiative, <https://migrationnetwork.un.org/champion-countries-initiative> (dernière consultation le 3 Janvier 2022).

[32] Ambassador June 2020, note 29.

[33] UNMN, on Migration Champions Meeting, 26 May 2021, https://migrationnetwork.un.org/sites/g/files/tmzbdl416/files/docs/champions_summary_26may21_final.pdf ; UNMN, Informal Consultation on the role of ‘Champion Countries’ in the implementation of the GCM, 03 September 2020, <https://migrationnetwork.un.org/champion-countries> (dernière consultation le 3 Janvier 2022).

[34] Ambassadeur août 2020, note 29. Voir notamment les réflexions du gouvernement jointes à la lettre de l’ambassadeur, pp. 1–2.

[35] Ibid.

[36] Ibid.

[37] Ibid.

[38] Ibid.

[39] Ibid.

[40] Voluntary National Report – Morocco, Rabat 2020: https://migrationnetwork.un.org/sites/default/files/docs/gcm_regional_review_morocco.pdf (dernière consultation le 14 Mars 2021), (ci-après : Voluntary National Report).

[41] African regional review of implementation of the GCM in Rabat, 31 August-1 September 2021, <https://migrationnetwork.un.org/country-regional-network/africa> (dernière consultation le 4 Janvier 2022).

volontaire reflète les priorités du gouvernement susmentionné. Mais contrairement à l'examen préliminaire susmentionné, l'examen volontaire n'aborde pas chacun des objectifs du PMM. Même s'il fait référence au projet d'un plan national de mise en œuvre, aucune version finale de ce plan n'est incluse. De plus, celui-ci ne précise pas si les actions prévues, mentionnées dans l'examen préliminaire, ont été entreprises ou non. Par ailleurs, aucun mécanisme spécifique n'a été établi pour coordonner le processus d'examen. Le mécanisme gouvernemental préexistant chargé de la mise en œuvre de la politique migratoire nationale a assumé cette tâche, et était également chargé de la coordination et de l'examen de la mise en œuvre du PMM.^[42] Enfin, l'examen volontaire ne mentionne aucune contribution concrète de la société civile.

2. Indicateurs de mise en œuvre

L'examen volontaire mentionne que des efforts ont été faits pour aligner la politique migratoire nationale sur le PMM et que le pays a atteint un stade avancé dans le processus de sa mise en œuvre, grâce à son leadership régional.^[43] Le rapport indique que des 'progrès significatifs' ont été réalisés dans la mise en œuvre du PMM et que ses objectifs ont été 'largement atteints'.^[44] Lors de la première conférence régionale d'examen, le gouvernement a qualifié la politique migratoire nationale d'alignée sur le PMM.^[45] Néanmoins, l'examen volontaire ne fournit aucun indicateur concret de mise en œuvre post-Pacte, car il fait essentiellement référence aux mesures pré-Pacte, en particulier celles prises dans le cadre de la politique d'immigration et d'asile de 2013.^[46]

La seule exception concerne l'objectif 1, qui encourage les États à intensifier et à harmoniser la collecte et l'échange de données sur les migrations afin d'élaborer des politiques fondées sur des éléments concrets. À cet égard, l'examen volontaire mentionne la création de l'Observatoire africain des migrations (OAM). Le gouvernement répète que la mise en œuvre de l'objectif 1 a été l'une des priorités de la mise en œuvre du PMM.^[47] L'idée de créer l'OMA a été introduite par le Maroc dans le cadre de l'Agenda africain pour la migration.^[48] Cette proposition a été acceptée puis intégrée dans le cadre de la politique migratoire de l'Union africaine de 2018 et de son plan d'action.^[49] En 2020,

[42] Voluntary National Report– Morocco, note 39, pp. 1–2.

[43] Ibid., p 3 and 7.

[44] Ibid, pp.9-10.

[45] Déclaration du directeur du Département des migrations et des affaires internationales lors de la première revue régionale du PMM dans la région arabe. Cette information est basée sur un rapport interne de la «Clinique Juridique Hijra» qui a participé à la conférence.

[46] Voluntary National Report – Morocco, note 39, pp. 5–7. See also *Arbaoui*, Le Maroc : 'champion' de la mise en œuvre du Pacte de Marrakech?, *Revue Hijra* 1 (2021), <https://www.cjhm.org/revue-numeros> (dernière consultation le 4 Janvier 2022).

[47] Voluntary National Report– Morocco, note 39, p. 3, 4, 8, 11 and 16. Il convient de mentionner que l'examen volontaire est silencieux sur le droit à la vie privée et la protection des données à caractère personnel, tels qu'ils figurent dans l'objectif 1 du PMM. Pour une discussion sur cette question, voir *Arbaoui*, La protection de la vie privée des migrants en Afrique: que peut faire l'Observatoire Africain des Migrations?, in: Elkbir Atouf (ed.), *Le Maroc et l'Afrique subsaharienne à travers les rapports migratoires*, Ministère de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, en collaboration avec CNRST, Marrakech 2022. (forthcoming).

[48] *Bertossi/El Ouassif/Tardis*, note 22. Voir également le discours du Roi lors de la conférence de l'Union africaine, en janvier 2018, <https://www.maroc.ma/fr/discours-royaux/sm-le-roi-adresse-un-message-au-30e-sommet-de-lunion-africaine-ua> (dernière consultation le 3 Janvier 2022).

[49] Commission de l'Union Africaine, *Cadre de politique migratoire pour l'Afrique révisé et Plan d'Action (2018–2030)*, Addis-Abeba Mai 2018, pp. 76 and 104.

l'AMO a été inauguré^[50] au Maroc en tant qu'agence technique spécialisée^[51] de la Commission de l'Union africaine. Sa mission est de faciliter la mise en œuvre du PMM par la collecte et l'analyse de données sur la migration en Afrique et de guider les pays africains dans l'élaboration de politiques migratoires fondées sur des données probantes.^[52]

Si le gouvernement marocain a été particulièrement actif dans le processus menant à l'adoption du PMM, ses actions visant l'application du Pacte, post-adoption, donnent des résultats mitigés. D'une part, le gouvernement a participé à l' 'Initiative des pays champions' et a soumis de manière proactive un examen volontaire dès 2020. D'autre part, le gouvernement n'a pas fait beaucoup d'efforts pour créer des institutions spécifiques chargées de coordonner le processus d'examen régulier dans le pays et n'a pas défini d'indicateurs concrets qui permettraient d'évaluer plus en détail la conformité des politiques migratoires avec le PMM. La section suivante se penche maintenant sur les activités des acteurs non-gouvernementaux au cours de la première période de mise en œuvre au Maroc.

C. Les réponses de la société civile marocaine au PMM :

Les membres de la société civile marocaine ont contribué sous diverses formes au débat national précédant l'adoption du Pacte : ils ont pris part aux cycles de consultation nationale organisés par le gouvernement et l'OIM ; ils ont organisé des événements pour débattre du PMM ; ils ont publié des rapports et des communiqués de presse communiquant leurs positions et ont participé aux Journées de la société civile du FMMD de 2018 ainsi qu'à la Conférence intergouvernementale du PMM. Dans les sous-sections suivantes, je donne d'abord un aperçu des perspectives de la société civile (I.), puis j'illustre dans quelle mesure elles s'engagent dans le PMM dans leur travail quotidien (II.).

I. Entre un profond scepticisme et une lueur d'espoir

Les perspectives de la société civile pré et post Pacte montrent que le PMM a suscité un large éventail de réactions : la majorité s'oppose fermement au Pacte parce qu'il servirait exclusivement les intérêts des pays du Nord (*Global North*) ; d'autres reconnaissent les limites du PMM mais soulignent simultanément ses aspects positifs ; et un petit groupe accueille favorablement le PMM mais ne s'y est pas encore engagé.

Pour commencer, l'association 'Groupe Antiraciste d'Accompagnement et de Défense des Étrangers et Migrants' s'est inquiétée du fait que le projet révisé du PMM^[53] ne comprenait aucune amélioration des droits des migrants. Elle a ajouté qu'il ne maintient même pas les droits préexistants inclus dans les conventions internationales telles que la Convention internationale sur la protection des droits de

[50] African Union, Official Inauguration of the African Observatory for Migration in Morocco, Press release Addis-Abeba 17 December 2020, p. 1. Voir aussi : African Union, Assemblée/AU/Dec.695 (XXXI), 31ème session ordinaire, Nouakchott, Mauritanie 1–2 Juillet 2018.

[51] Voir article 2 (1) du statut de l'OAM, <https://archives.au.int/handle/123456789/8436?locale-attribute=fr> (dernière consultation le 3 Janvier 2022)

[52] African Union, Press release December 2020, note 49, pp. 1–2. See also Article 3 AMO Statute, note 50.

[53] Revised draft of the GCM, 28 May 2018, <https://refugeesmigrants.un.org/intergovernmental-negotiations> (dernière consultation le 3 Janvier 2022).

tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (ICRMW)^[54]. L'association ajoute que le PMM favorise les intérêts des pays du Nord, en particulier ceux servis par le contrôle des frontières, la réadmission et les retours forcés des migrants irréguliers. Elle a également critiqué les cycles de consultation nationaux. Selon elle, bien que la société civile ait été impliquée, sa participation a été influencée par les organisateurs (gouvernement et OIM) dans le sens où le débat était «orienté» vers une lecture spécifique des questions de migration.^[55]

Dans le même ordre d'idées, 'Peoples Global Action-Maroc' (PGA) estime que les différentes révisions^[56] du PMM portent atteinte aux droits des migrants et constituent une "tentative des pays du Nord d'imposer son approche sécuritaire" en utilisant l'aide au développement comme un outil diplomatique. Cette plateforme a plaidé pour l'inclusion des normes suivantes dans le texte final du PMM : la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille devrait être un 'pilier' du Pacte ; le PMM devrait interdire la détention des migrants ; il devrait éviter de faire la distinction entre les migrants réguliers et irréguliers ; il devrait confirmer 'le droit à la mobilité et à la libre circulation des personnes'.^[57] Les réactions au sein du PGA concernant la version finale du PMM^[58] ont été partagées : si la majorité s'est fermement opposée au pacte parce qu'il servirait exclusivement les intérêts des pays du Nord, une minorité l'a considéré comme un texte protecteur, accordant des normes de protection minimales malgré ses limites.^[59]

'*Migration Justice*' a qualifié la version finale du PMM d'"outil sécuritaire" qui néglige les intérêts du Sud puisqu'il encourage la détention et le retour forcé ainsi que la réadmission des migrants irréguliers. Elle ajoute que le PMM légitime le traitement sévère des migrants 'sans papiers', contrairement à la Convention des Nations Unies sur les travailleurs migrants, qui les protège également. L'association ajoute que les 'pays riches', par le biais du PMM, ont obtenu la possibilité de limiter aux migrants réguliers, l'accès aux services, sous peine de voir leurs efforts de lutte contre la migration irrégulière contrariés.^[60]

Le 'Comité de suivi du Forum social maghrébin' a déclaré que la version finale du Pacte est fortement inspirée par les intérêts européens et nord-américains puisqu'elle encourage l'intensification des contrôles aux frontières, la détention des migrants, la collecte de données et l'immigration sélective. Selon le Comité, le PMM ignore donc les besoins des migrants et de leurs pays d'origine dans

[54] OHCHR, International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of their Families (ICRMW), New York 1990. Le Maroc a ratifié cette convention en 1993. Pour l'état de la ratification de cette convention, voir <https://indicators.ohchr.org/> (dernière consultation le 3 Janvier 2022).

[55] GADEM, L'alternatif et le parallèle dans le processus des pactes mondiaux, Rabat 31 May 2018, p. 1.

[56] UN Refugees and Migrants, Intergovernmental Negotiations, <https://refugeesmigrants.un.org/intergovernmental-negotiations> (dernière consultation le 3 Janvier 2022).

[57] PGA-Maroc, Report - Agadir Meeting, Agadir 21–22 June 2018, pp. 13–14, <https://ftdes.net/com/Rapport%20Agadir%20Eng.pdf>, (dernière consultation le 14 Mars 2021).

[58] Résultat négocié et approuvé par les gouvernements dans le cadre du PMM, Marrakech 13 July 2018, <https://refugeesmigrants.un.org/intergovernmental-negotiations> (dernière consultation le 3 Janvier 2022).

[59] PGA-Maroc, Conclusions of the People Global Action, Marrakech 2018, p. 4, <https://transnationalmigrantplatform.net/conclusions-peoples-global-action-on-international-migration-development-and-human-rights/> (dernière consultation le 14 Mars 2021).

[60] Cette déclaration est incluse dans une interview médiatique non publiée de 'Justice Migratoire', qui est un groupe informel d'activistes plaidant pour une liberté de mouvement mondiale et des frontières ouvertes. J'ai eu accès à l'interview car elle a circulé au sein de la liste de diffusion appelée 'Forum-Migrants' en octobre 2018.

leSud. Cette organisation a également regretté que le PMM ne crée pas un 'droit international à la liberté de circulation' relatif à l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Enfin, elle a souligné que le PMM offre une protection inefficace par rapport à la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.^[61]

Le 'Forum des alternatives Maroc' considère que la version finale du PMM est un mécanisme qui favorise les intérêts des pays industrialisés, tout en ignorant les besoins du Sud. Dans ce contexte, il est fait mention des politiques d'immigration sélective et du risque connexe de fuite des cerveaux.^[62] Cette plateforme a ajouté que bien que le PMM contienne de 'bonnes intentions' vis-à-vis du Sud, en particulier celles liées au changement climatique et à la migration (objectif 2), ces 'intentions' ne sont pas concrètes.^[63] Elle a regretté que le PMM criminalise la migration irrégulière et autorise la détention des migrants.^[64] De plus, cette organisation considère l'objectif 1 du PMM, selon lequel les États sont encouragés à collecter et à partager des données sur les migrations, comme un outil permettant de contrôler davantage les migrants irréguliers, car il faciliterait l'identification et le retour forcé ultérieur, ce qui est à l'avantage des pays du Nord.^[65] Elle souligne ensuite qu'en ne faisant référence à la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, qui est juridiquement contraignante, que dans une note de bas de page, le PMM marginalise cette convention et favorise les intérêts des pays riches et des pays d'immigration, tels que les États du Golfe et l'Union européenne, qui refusent de la signer.^[66] Le Forum des alternatives Maroc conclut que le PMM a une valeur ajoutée très limitée pour les migrants et la société civile qui défendent leurs droits, car il n'est pas juridiquement contraignant.^[67]

Ces opinions sceptiques ont également été réitérées lors d'une manifestation publique à Marrakech le jour de l'adoption du PMM. Dans ce contexte, l'association 'Alarm Phone Morocco', par exemple, a exprimé ses inquiétudes concernant le PMM et a déclaré que 'les questions de sécurité sont devenues la question principale et le texte du Pacte en fait une priorité'.^[68]

Toutefois, le scepticisme concernant le rôle et l'impact du PMM n'était pas partagé par toutes les organisations de la société civile marocaine dans le domaine de la migration. La Plateforme Nationale Protection Migrants (PNPM)^[69], un réseau de treize organisations de défense des migrants et des

[61] Comité de Suivi du Forum Social Maghreb, Halte à la guerre aux migrations! Oui à un Pacte mondial

[62] qui protège la dignité et les droits humains des migrants, Marrakech 8 Décembre 2018, <https://ftdes.net/halte-a-la-guerre-aux-migrations-oui-a-un-pacte-mondial-qui-protège-la-dignité-et-les-droits-humains-des-migrants/> (dernière consultation le 14 Mars 2021).

Forum des alternatives Maroc, Déclaration de la société civile, le « Pacte Mondial pour une Migration Sure, Ordonnée et Régulière», Rabat 2018, p. 5, <https://ftdes.net/rapports/Declaration%20-sur%20le%20Pacte.pdf> (dernière consultation le 14 Mars 2021).

[63] Ibid., p. 5.

[64] Ibid., p. 3.

[65] Ibid., p. 3.

[66] Ibid., p. 3.

[67] Ibid., p. 5.

[68] *Salaheddine Lemaiz*, Reactions on the Ground to the Global Compact for Migration, Inter Press service, Marrakech December 2018, <http://www.ipsnews.net/2018/12/reactions-ground-global-compact-migration/> (dernière consultation le 3 Janvier 2022).

[69] <https://www.facebook.com/PNPM.MA/>.

réfugiés au Maroc, a fait savoir que^[70], bien que la version finale du PMM contienne certaines lacunes, il s'agit d'un « instrument relativement progressiste » qui peut être utilisé comme cadre de plaidoyer, même s'il n'est pas juridiquement contraignant. En termes de lacunes, la PNPM regrette que le PMM criminalise la migration irrégulière et souligne que la distinction entre les migrants réguliers et irréguliers pourrait conduire à des violations des droits de l'homme. Dans ce contexte, il regrette également que l'objectif 15 du PMM ne comporte pas de pare-feu interdisant le partage d'informations entre les prestataires de services et les services d'immigration. Malgré cela, la PNPM est d'avis que, puisque le PMM repose sur des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme existants, la société civile peut l'utiliser comme cadre de plaidoyer. Selon cette plateforme, puisque le PMM prescrit que les États doivent respecter les droits fondamentaux à chaque étape de la migration, elle pourrait avoir un impact positif sur la vie des migrants, surtout si la société civile l'utilise de manière stratégique. Selon elle, le Pacte fournit un vocabulaire positif sur lequel s'appuyer, en particulier les éléments concernant le respect des droits fondamentaux de la vie de tous les migrants, quel que soit leur statut.^[71] En ce qui concerne les objectifs du PMM, la PNPM a salué ceux concernant la création de voies de migration régulière, la vulnérabilité des migrants, les migrants disparus, l'accès aux services de base et le retour digne.^[72]

De même, l'Association 'Lumière sur l'Emigration au Maroc' a observé, lors de la conférence de 2021 organisée par le 'Collectif des Communautés Subsahariennes au Maroc' (CCSM)^[73], sur la politique migratoire marocaine, que même si le PMM n'est pas contraignant, il implique un engagement moral important et peut être utilisé comme cadre de référence. Elle fait ensuite référence à l'importance du mécanisme de révision du PMM.^[74] De la même manière, l'Association Interculturelle Kirikou', qui travaille sur l'éducation des enfants, salue le PMM et observe que l'accès à l'éducation s'est amélioré depuis son adoption.^[75]

L'attitude généralement plutôt sceptique à l'égard du potentiel du PMM sur les politiques migratoires au Maroc suggère que les acteurs de la société civile ont également hésité à faire référence au PMM dans leurs campagnes et leurs actions stratégiques. La section suivante examine dans quelle mesure les acteurs de la société civile marocaine ont néanmoins utilisé le PMM dans leur travail quotidien.

II. Le PMM en pratique : une position hésitante sur l'utilisation du PMM à des fins de plaidoyer

Dans cette sous-section, j'illustre dans quelle mesure le PMM a été invoqué par la société civile dans sa pratique de plaidoyer. Pour commencer, en 2019, la PNPM a publié deux rapports dans lesquels il est fait mention du PMM. Le premier concerne l'accès des migrants aux services de base et fait

[70] PNPM, Positionnement autour du Pacte: Le Pacte comme un cadre de référence pour les acteurs de plaidoyer, Rabat 2018, p. 3 (non publié ; disponible auprès de l'auteur). Voir aussi *Youssef Lakhder*, Q&A: The Global Compact that Respects Human Rights During all Stages of Migration, Inter Press Service, Marrakech December 2018, <http://www.ipsnews.net/2018/12/qa-global-compact-respects-human-rights-stages-migration/> (dernière consultation le 3 Janvier 2022).

[71] Ibid.

[72] PMM, Objectifs 5, 7, 8, 15 et 21

[73] CCSM, Retour sur la conférence du 17 avril 2021: La mise en application du Pacte Mondial sur les migrations et ses limites, Rabat 2021: <https://www.facebook.com/events/3970936989627609/> (dernière consultation le 1 Mars 2022).

[74] Rapport de conférence, pp. 6–7 (pas encore publié, disponible auprès de l'auteur).

[75] Entretien avec le président de 'l'Association Interculturelle Kirikou'.

référence à l'objectif 15, ne serait-ce que dans l'introduction.^[76] Le second rapport concerne les décès aux frontières et fait référence à l'objectif 8, mais seulement dans une note de bas de page.^[77] La PNPM a présenté (des projets de) ces rapports lors des journées de la société civile du FMMD de 2018.^[78] De plus, la PNPM a présenté sa position sur le PMM lors d'une conférence nationale en 2019.^[79] Il a également mis en place une émission de radio dans laquelle la société civile et les universitaires ont été invités à débattre sur le Pacte.^[80] Dans la même dynamique, la 'Clinique Juridique Hijra' partage la position de la PNPM et a récemment été active dans la sensibilisation de la société civile sur l'utilité du PMM.^[81] Dans l'un de ses récents articles publié dans son blog, basé sur les points de vue des acteurs de la société civile ayant participé aux formations proposées par cette association, il est fait référence aux objectifs 1, 8, 15 et 16 du PMM.^[82]

Par ailleurs, la première édition du 'Dialogue de la société civile 5 + 5' s'est tenue en 2019 à Agadir. Le thème principal de cette réunion était 'le rôle des organisations de la société civile en Méditerranée occidentale dans la mise en œuvre du PMM'. Cette réunion avait pour objectif de promouvoir la coopération régionale entre les pays des deux rives de la Méditerranée occidentale.^[83] Dans ce contexte, le *Comité régional des migrations d'Agadir* a déclaré que la réunion visait à discuter de la manière dont la société civile peut jouer un rôle dans l'accompagnement des politiques migratoires nationales dans la région.^[84]

Un autre acteur qui s'est engagé avec le PMM dans son travail quotidien est le 'Collectif des Communautés Subsahariennes au Maroc' (CCSM). Le CCSM est d'avis que même si l'association

[76] PNPM, Etat des lieux de l'accès aux services pour les personnes migrantes au Maroc, Rabat 2019, p. 7, <https://cjh.org/wp-content/uploads/2021/04/PNPM-rapport-2019.pdf> (dernière consultation le 3 Janvier 2022).

[77] PNPM, Identification des personnes migrantes décédées aux frontières maritimes marocaines, Rabat 2019, p. 6, <https://cjh.org/wp-content/uploads/2019/03/Rapport-Morts-aux-Frontieres-PNPM28-2-2019-Version-Finale.pdf> (dernière consultation le 14 Mars 2021).

[78] <https://www.un.org/en/conf/migration/assets/pdf/PNPM-PNPM-ActionAid-Programme.pdf>.

[79] Maroc diplomatique, SIEL 2019: Près de 30.000 visiteurs au stand du CNDH consacré à la promotion des droits des migrants, Casablanca 18 Février 2019, <https://maroc-diplomatique.net/siel-2019-pres-de-30-000-visiteurs-au-stand/> (dernière consultation le 3 Janvier 2022).

[80] Portail e-Joussour, Radio Interview, Rabat 8 November 2018, <https://www.facebook.com/ejoussourportal/videos/1165437483610222/> (dernière consultation le 3 Janvier 2022).

[81] Cette association a co-publié un manuel comprenant une analyse des vingt-trois objectifs du PMM: Refugee Law Initiative/ Plateforme national Protection Migrants/Clinique Juridique Hijra, Analyse des Objectifs du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières –version française, Rabat 2019, <https://www.cjh.org/wp-content/uploads/2019/03/Analyse-des-Objectifs-du-Pacte-mondial-pour-des-migrations-s%C3%BBres-ordonn%C3%A9es-et-r%C3%A9guli%C3%A8res-%E2%80%93version-fran%C3%A7aise-1.pdf> (dernière consultation le 3 Janvier 2022). Elle a également organisé des formations au profit de la société civile et des institutions des droits de l'homme : Clinique Juridique Hijra, le Pacte Mondial pour des Migrations sûres, ordonnées et régulières: analyse et indicateurs d'implémentation, Ecole d'Hiver-1ere Edition, Rabat 2021, https://www.linkedin.com/posts/clinique-juridique-hijra_appel-%C3%A0-inscription-formation-pacte-mondial-activity-6744241279170875392-XkTI (dernière consultation le 3 Janvier 2022). En décembre 2021, cette association a publié un numéro spécial sur le PMM dans sa revue Hijra, <https://cjh.org/revue-numeros> (dernière consultation le 3 Janvier 2022).

[82] Clinique Juridique Hijra, Recommandations d'implémentation du Pacte de Marrakech au Maroc, Novembre 2021, <https://cjh.org/archives/2827> (dernière consultation le 3 Janvier 2022).

[83] Fundacion Euroarabe, Première Édition du « Dialogue 5+5 de la société civile » à Agadir, Agadir 26 Decembre 2019, <https://www.fundea.org/es/node/2403> (dernière consultation le 3 Janvier 2022); Telegramme, Video, Migrations : Une première Édition reussi du « Dialogue 5+5 del la société civile » à Agadir, 30 Novembre 2019, <https://telegramme.info/video-migrations-une-premiere-edi-tion-reussie-du-dialogue-55-de-la-societe-civile-a-agadir-46618.html> (dernière consultation le 3 Janvier 2022).

Telegramme, note 82.

préfère se référer à la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, juridiquement contraignante, elle utilise parfois le PMM dans son travail de plaidoyer, en particulier les objectifs 4, 15 et 17.^[85] En 2021, lors de la conférence du CCSM susmentionnée,^[86] l'Organisation démocratique du travail des travailleurs immigrés au Maroc a salué le PMM mais a souligné que la situation de vulnérabilité des migrants restait inchangée.^[87] Selon l'Association des voix des femmes migrantes, il est difficile d'admettre que le Maroc respecte l'objectif 17 du PMM, qui encourage les États membres à éliminer toutes les formes de discrimination, car les femmes migrantes souffrent toujours de discrimination.^[88]

De manière plus générale, un certain nombre d'organisations de la société civile font référence au PMM dans leurs rapports, mais seulement de façon passagère et non comme un cadre de référence. Par exemple, 'l'Association Marocaine d'Etudes et de Recherche sur les Migrations' (AMERM) fait référence au PMM à deux reprises dans son rapport sur l'apatridie. Le rapport affirme que, parce que le Maroc a approuvé le PMM, il doit respecter son engagement en adoptant une nouvelle législation sur la migration et en ratifiant les conventions sur l'apatridie.^[89] De même, l'Organisation marocaine des droits de l'homme ne fait référence au PMM que de manière secondaire, dans son rapport de 2019 sur la situation des droits de l'homme au Maroc.^[90] Hormis ces exceptions, la grande majorité des acteurs du plaidoyer ne font généralement pas référence au PMM.^[91]

'Caritas Maroc' n'adhère pas à la position de la PNPM et considère que le PMM est « inutile » ; pour cette raison, l'association ne s'y réfère pas dans son travail quotidien concernant l'accès aux

[85] Entretien avec le coordinateur du CCSM.

[86] CCSM 2021, note 72.

[87] Rapport de conférence, note 73, pp. 4-5

[88] Ibid., pp. 5-6.

[89] AMERM, La prévention de l'apatridie chez les migrants et leurs enfants en Afrique du Nord: le rôle des pays d'accueil et des pays d'origine dans l'enregistrement des naissances et la délivrance des documents d'identité: Le cas de l'Égypte et du Maroc, Rabat 2019, p.20 and 90, http://citizenshiprightsafrika.org/wp-content/uploads/2019/12/AMERM_Rapport-Apatridie-Migrants-fin_2019.pdf (dernière consultation le 14 Mars 2021).

[90] OMDH, Rapport annuel sur la situation des Droits Humains au Maroc 2019, Rabat 2020, p. 163, https://www.fes-maroc.org/fileadmin/user_upload/publications/Rapport_OMDH_VERSION-FRANCAIS_avec_cov.pdf (dernière consultation le 14 Mars 2021).

[91] J'ai enquêté sur les rapports suivants : Economia, HEM Research Center, Les déterminants socioculturels d'accès à la santé des personnes migrantes au Maroc, Rabat 2021, <http://economia.ma/fr/Travaux-de-recherche/etude-les-d%C3%A9terminants-socioculturels-d%E2%80%99acc%C3%A8s-%C3%A0-la-sant%C3%A9-des-personnes> (dernière consultation le 14 Mars 2021); Association Marocaine des Droits Humains (AMDH), Rapport Migration et Asile à Nador: de graves violations au services des politiques migratoires Européennes, Nador 2019; Organisation démocratique des Travailleurs Immigrés au Maroc, Durcissement des Conditions de Renouvellement des Titres de séjour des Personnes Migrantes au Maroc, Rabat 2020; ASCOMS, Les Personnes Migrantes en situation régulière risquent de basculer dans l'irrégularité, Rabat 2020, <https://www.facebook.com/Plateforme-Ascoms-152957588907804/photos/pcb.629609484575943/629609391242619/> ; Association Beni-Znassen pour le développement, la culture et la solidarité-Oujda (ABCDS) et autres Association des Sénégalais du Maroc Oriental (ASMO), Association Sakia-al-Hamra pour la Migration et le Développement-Laayoune (ASHMD), Organisation Démocratique des Travailleurs immigrés au Maroc (Odt-I), Conseil des Migrants Subsahariens au Maroc (CMSM), Association Rencontre Méditerranéen pour l'immigration et le développement (ARMID)), Covid19 et situation des migrants et réfugiés au Maroc, Oujda 2020 ; Association Thissaghanasse pour la Culture et le Développement (ASTICUDE), Communiqué / Appel, Nador 2020 ; GADEM, Covid-19: le gouvernement marocain en action mais quelles mesures pour les personnes étrangères au Maroc?, Rabat 2020, <https://www.gadem-asso.org/covid-19-le-gouvernement-marocain-en-action-mais-quelles-mesures-pour-les-personnes-etrangeres-au-maroc/> (dernière consultation le 14 mars 2021); GADEM, Pour un moratoire sur l'application des dispositions de la loi n° 02-03 relatives au séjour des étrangers au Maroc pour raison humanitaire durant toute la période de l'état d'urgence sanitaire!, Rabat 2020, <https://www.gadem-asso.org/pour-un-moratoire-sur-lapplication-des-dispositions-de-la-loi-n-02-03-relatives-au-sejour-des-etranger-e-s-au-maroc-pour-raison-humanitaire-durant-toute-la-periode-de-letat-d/> (dernière consultation le 14 mars 2021).

services.^[92] Par ailleurs, 'l'Association Meilleur Avenir pour Nos Enfants' a expliqué qu'elle adhère à la position de la PNPM, mais qu'elle ne se réfère pas au Pacte dans son travail quotidien.^[93] De même, 'l'Association Maroc Solidarité Médico-sociale' soutient la position de la PNPM mais ne fait pas référence au Pacte : 'ce n'est pas une loi'.^[94] Cependant, l'Association Lumière sur l'Emigration au Maroc' regrette que la société civile ne joue pas un rôle dans le suivi de la mise en œuvre du PMM, et appelle la société civile à l'utiliser comme cadre de plaidoyer, car le Maroc a une obligation morale de le mettre en œuvre.^[95]

Enfin, 'l'Association Interculturelle Kirikou' regrette qu'après l'adoption du PMM, la société civile n'ait pas été impliquée dans le débat post-Pacte, contrairement à sa participation active pendant le processus de rédaction. Les collaborations qui ont été forgées pendant le processus de rédaction n'ont pas été concrétisées par une collaboration dans la phase de mise en œuvre. Selon elle, la société civile aurait dû mettre en place son propre mécanisme de suivi des discussions pendant le processus d'adoption et de négociation du PMM.^[96]

Si certains acteurs de la société civile font référence au PMM et à ses objectifs dans leurs rapports, ils hésitent généralement à utiliser le Pacte à des fins de plaidoyer. Le scepticisme sous-jacent quant à la capacité de celui-ci à améliorer les politiques migratoires se traduit, plus ou moins, directement dans la pratique des acteurs de la société civile.

D. Cas de test : la mise en œuvre de l'objectif 15 au Maroc

Si les sections précédentes ont abordé les perceptions et les attitudes générales des acteurs du gouvernement et de la société civile à l'égard du PMM, la manière dont ces attitudes générales se traduisent dans la pratique des politiques concrètes n'est pas encore claire. Afin d'éclairer davantage les détails et la dynamique de la mise en œuvre du PMM concernant des questions politiques concrètes, cette section présente les réponses du gouvernement et des acteurs de la société civile à l'objectif 15 du PMM. Je décris d'abord le cadre normatif inclus dans l'objectif 15 (I.). Je présente ensuite le point de vue du gouvernement sur la base de l'examen préalable, du plan de mise en œuvre et de l'examen volontaire (II.). Enfin, je rapporte les perspectives de la société civile (III.).

1. Indicateurs de mise en œuvre de l'objectif 15

Dans le cadre de l'objectif 15, les Etats s'engagent 'à faire en sorte que tous les migrants, quel que soit leur statut migratoire, puissent exercer leurs droits de l'homme en leur assurant un accès sûr aux services de base'. Cet objectif mentionne explicitement l'accès à l'éducation et aux soins de santé mais n'exclut pas d'autres services. La référence explicite à l'éducation et aux soins de santé montre que les Etats prennent ces deux services de base au sérieux, ce qui peut stimuler la mise en œuvre effective de l'objectif 15.^[97] Pour garantir l'accès à ces services, l'objectif 15 conseille

[92] Correspondance par courriel avec le directeur de 'Caritas Rabat'.

[93] Entretien avec deux membres du personnel d'AMANE'.

[94] Correspondance par courriel avec le président de 'MS2'.

[95] Rapport de conférence, note 73, pp. 6–8.

[96] Entretien avec le président de cette association.

[97] *Bethany Hastie*, GCM Commentary: Objective 15: Provide access to basic services for migrants, RLI GCM blog series,

essentiellement aux Etats de garantir l'accès à travers quatre dimensions : le droit en vertu de la loi, l'accès pratique, l'accès viable, le contrôle de l'accès. Dans ce dernier contexte, les Etats sont encouragés à créer ou à charger une institution des droits de l'homme existante de surveiller l'accès aux services.^[98]

En ce qui concerne *le droit en vertu de la loi*, l'objectif 15 encourage les Etats à 'promulguer des lois et à prendre des mesures' pour éliminer toutes les formes de discrimination 'indépendamment des cas dans lesquels où les services fournis risquent de ne pas être les mêmes en fonction du statut migratoire'.^[99] La première étape vers la réalisation de cet objectif consiste à examiner la législation nationale existante, relative à l'accès aux soins de santé et à l'éducation, afin d'identifier les situations où les distinctions faites sur d'autres bases (non autorisées) sont déguisées en distinctions fondées sur le statut migratoire (autorisé).^[100]

En ce qui concerne *l'accès pratique*, l'Objectif 15 encourage les Etats à intégrer les besoins de santé des migrants dans les politiques nationales de santé et à réduire les barrières de communication, par exemple en offrant aux prestataires de soins de santé une formation tenant compte des différences culturelles.^[101] Il encourage également les Etats à fournir aux enfants migrants une éducation inclusive de qualité similaire à celle des enfants non-migrants, ainsi qu'une formation linguistique.^[102] En outre, l'Objectif 15 appelle les Etats à établir des points de service sûrs et facilement accessibles et à communiquer des informations pertinentes sur les services de base.^[103]

Concernant *l'accès viable*, l'objectif 15 encourage les Etats membres à assurer la sûreté et la sécurité des migrants, en particulier pour ceux qui sont en situation irrégulière. Il encourage les Etats à 'veiller à ce que la coopération entre les prestataires de services et les services de l'immigration n'ait pas pour effet de placer les migrants irréguliers dans une situation de plus grande vulnérabilité en les privant d'un accès sûr aux services de base ou en violant leurs droits fondamentaux à la vie privée, à la liberté et à la sécurité sur les lieux où sont dispensés des services de base'.^[104] Contrairement à une version antérieure du PMM, cet objectif n'encourage pas explicitement les Etats à inclure un 'pare-feu' interdisant l'échange d'informations entre les autorités d'immigration et les prestataires de services.

Enfin, en ce qui concerne *le contrôle de l'accès* aux services, l'objectif 15 encourage les Etats à mettre en place ou à mandater des institutions nationales indépendantes, telles que des organismes de défense des droits de l'homme, afin d'examiner les 'plaintes concernant des situations dans

15 October 2018 <https://rli.blogs.sas.ac.uk/2018/10/15/gcm-commentary-objective-15-provide-access-to-basic-services-for-migrants/> (dernière consultation le 4 Janvier 2022).

[98] PMM, Objectif 15, point (d). A ce propos, voir *Hastie*, Commentary on the Implementation of Objective 15: Access to Basic Services, RLI GCM blog series, 21 January 2021, <https://rli.blogs.sas.ac.uk/2021/01/21/commentary-on-the-implementation-of-objective-15-access-to-basic-services/> (dernière consultation le 4 Janvier 2022).

[99] PMM, Objectif 15, point (a).

[100] *Hastie*, GCM Indicators : Objective 15: provide access to basic services for migrants, RLI GCM blog series, 17 March 2019, <https://rli.blogs.sas.ac.uk/2019/03/17/gcm-indicators-objective-15-provide-access-to-basic-services-for-migrants/> (dernière consultation le 4 Janvier 2022).

[101] PMM, Objectif 15, point (e).

[102] PMM, Objectif 15, point (f).

[103] PMM, Objectif 15, point (c).

[104] PMM, Objectif 15, point (b).

lesquelles l'accès des migrants aux services de base est systématiquement refusé ou entravé, faciliter l'obtention de réparations et veiller à faire évoluer les pratiques'.^[105] Une étape cruciale vers la mise en œuvre de l'objectif 15 serait de confier à d'anciennes institutions indépendantes de défense des droits de l'homme le contrôle de l'accès aux soins de santé et à l'éducation.

II. Le point de vue gouvernemental sur la mise en œuvre de l'objectif 15

Comme indiqué plus haut, si l'examen préalable du gouvernement porte sur l'objectif 15, ce n'est pas le cas de l'examen volontaire. Cette sous-section est donc basée sur le rapport de pré-examen. En ce qui concerne les droits prévus par la loi, le gouvernement déclare que l'accès à l'éducation et à la santé «est assuré aux migrants, demandeurs d'asile et réfugiés, quelle que soit leur situation administrative, sur un pied d'égalité avec les citoyens marocains». ^[106] Cet accès est réglementé dans des directives politiques, nommées circulaires, émises par les ministères et autres institutions gouvernementales. À ce titre, elles ne sont pas des actes juridiques ou des décisions administratives, c'est-à-dire qu'elles n'ont en principe aucune nature juridique, car elles n'affectent pas le système juridique. ^[107] En matière d'éducation, l'examen préalable fait référence à une circulaire de 2013 qui accorde aux enfants migrants l'accès à l'éducation. ^[108] Les enfants qui ne peuvent pas suivre une scolarité normale se voient proposer une éducation non formelle et une formation professionnelle. ^[109] En ce qui concerne les soins de santé, il est indiqué que le règlement des procédures hospitalières a été modifié en 2011 pour préciser que «les patients non marocains, malades ou blessés, sont admis dans les hospices, quelle que soit leur situation administrative dans les mêmes conditions que les patients marocains». ^[110] Diverses circulaires sont référencées, selon lesquelles les migrants ont accès aux centres de soins de santé primaires et aux soins d'urgence dans les hôpitaux, quel que soit leur statut migratoire. ^[111] L'existence de ces directives politiques pré-PMM, et le fait que l'examen préalable ne mentionne aucun amendement législatif ou politique prévu pour poursuivre la mise en œuvre de l'Objectif 15, suggèrent que l'accès aux services de base était déjà intégré dans la politique nationale avant l'adoption du PMM. A cet égard, le gouvernement a expliqué que le Maroc a déjà introduit les lois et les directives politiques nécessaires pour assurer l'accès aux services de base, il n'est donc pas nécessaire d'introduire une politique spécifique ou un amendement à la législation existante. ^[112]

Au regard de *l'accès pratique*, la plupart des actions ^[113] proposées dans le projet de plan national

[105] PMM, Objectif 15, point (d).

[106] Ministère délégué 2018, note 23, p. 52.

[107] En droit administratif marocain, il y a plusieurs opinions sur la nature juridique des circulaires, voir : <https://ifada.ma/articles-selectionnes/globale-8110.html> (dernière consultation le 4 Janvier 2022).

[108] Ministère délégué 2018, note 23, p. 52. Voir également le rapport du Médiateur dans lequel il est fait référence aux circulaires : Médiateur pour la Démocratie et les Droits de L'Homme,

[109] La situation des droits et libertés au Maroc pour l'année 2019, Rabat 2020, p. 122. Le résumé français est disponible sur : <https://mediateurddh.org.ma/storage/app/media/Manchoratona/resume-executif.pdf> (dernière consultation le 14 Mars 2021).
Ministère délégué 2018, note 23, p. 53.

[110] Ibid., pp. 53–54.

[111] Ibid., p. 53. Voir aussi Ombudsperson 2019, note 107, pp. 123–124.

[112] Entretien avec un membre du personnel du Ministère Délégué chargé des Marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration.

[113] Ministère délégué 2018, note 23, pp. 54–55.

de mise en œuvre, inclus dans l'examen préalable,^[114] sont liées à cet objectif. En ce qui concerne les soins de santé, le gouvernement a proposé de rendre opérationnel le plan national sur la santé et la migration, d'améliorer les capacités du système de santé et d'inclure les questions migratoires dans le programme de l'École nationale de santé publique. Concernant l'accès à l'éducation, le plan propose d'intégrer les questions de migration dans la formation offerte au personnel (administratif) de l'éducation, de proposer des cours de rattrapage dans les écoles et de mener des recherches sur les besoins éducatifs des migrants afin d'évaluer les politiques actuelles. Ces mesures peuvent être considérées comme une réponse positive à l'objectif 15.

Concernant l'accès viable, il est à noter que l'examen préalable du gouvernement est silencieux.

Enfin, le gouvernement ne dit rien sur la création ou l'instruction d'institutions nationales indépendantes de défense des droits de l'homme chargées de suivre les plaintes lorsque l'accès aux services de base est refusé. Lors d'un entretien, un membre du personnel du ministère délégué a expliqué qu'aucune institution indépendante n'a été formellement chargée de surveiller l'accès aux services de base.^[115] Cette information a été confirmée par un membre de terrain du Conseil national des droits de l'homme.^[116] Ceci n'est pas cohérent avec l'objectif 15, qui requiert explicitement l'implication des institutions indépendantes dans le processus de suivi.

En résumé, le Maroc a déjà mis en place un certain nombre de droits concrets aux services de base, en particulier dans le contexte de l'éducation et des soins de santé. Cependant, le gouvernement n'a pas réussi jusqu'à présent à identifier et à traiter les pratiques discriminatoires spécifiques et n'a pas prévu de suivi indépendant.

III. Point de vue de la société civile sur la mise en œuvre de l'objectif 15 :

Comme mentionné ci-dessus, les références de la société civile au PMM, et donc aussi à l'objectif 15, sont limitées. Le rapport de la PNPM de 2019 constitue une exception, mais il ne reprend le texte de l'objectif 15 que dans le chapitre introductif, et le rapport ne contient pas d'évaluation exhaustive basée sur cet objectif. Cela ne signifie pas pour autant que la société civile n'a pas suivi l'accès des migrants aux services.

Contrairement à l'image positive communiquée par le gouvernement, la société civile^[117] et le médiateur^[118] ont signalé que la loi nationale garantit l'accès à l'éducation et aux soins de santé (c'est-à-dire le droit en vertu de la loi), mais qu'un accès pratique et viable n'est pas encore disponible.

En ce qui concerne l'éducation, il a été signalé que les écoles refusent toujours d'inscrire les

[114] Ibid, p. 8 and 12.

[115] Entretien avec un membre du personnel du ministère délégué, note 111.

[116] Entretien avec un membre du personnel de la CNDH. Il convient toutefois de mentionner que la CNDH a co-organisé une 'Consultation régionale des institutions nationales africaines des droits de l'homme sur la révision régionale du PMM', Rabat 26 Août 2021, https://migrationnetwork.un.org/sites/g/files/tmzbdl416/files/docs/2_-_regional_consultation_of_african_national_human_rights_institutions_.pdf, https://migrationnetwork.un.org/sites/default/files/docs/side_event_-_regional_consultation_of_a%20african_national_human_rights_institutions_.pdf

[117] Economia 2021, note 90; PNPM 2019, note 75.

[118] Ombudsperson 2020, note 107.

enfants migrants qui ne sont pas en mesure de fournir un certificat de naissance.^[119] Il a également été signalé que certains hôpitaux refusent de délivrer des rapports de naissance lorsque les parents migrants ne peuvent pas payer les frais d'hôpital, ce qui a pour conséquence que les migrants en situation irrégulière ne peuvent pas obtenir un certificat de naissance.^[120] Cette pratique est incompatible avec l'objectif 15. Depuis que ce document n'est généralement pas requis pour l'inscription à l'école primaire, cette pratique est contraire au principe de non-discrimination car elle discrimine indirectement les migrants en situation irrégulière.^[121]

Au regard des soins de santé, il est rapporté que l'accès à l'hôpital est fréquemment refusé lorsque les migrants cherchant une assistance médicale, ne sont pas en mesure de fournir des documents d'identité.^[122] De plus, l'accès aux centres de soins locaux est souvent refusé lorsque les migrants en situation irrégulière ne sont pas en mesure de fournir leur adresse de domiciliation ou de résidence.^[123] Cette situation est incompatible avec l'objectif 15 qui encourage les États à limiter la collecte d'informations liées au statut migratoire afin de stimuler un accès viable. Par ailleurs, les acteurs de la société civile ont signalé que le statut migratoire a un impact direct sur l'accès aux soins de santé car les migrants irréguliers craignent d'être arrêtés par les autorités d'immigration.^[124] Les migrants en situation irrégulière qui s'installent dans la région nord du pays, près de la frontière, sont particulièrement réticents à s'adresser aux centres de santé car la police est régulièrement présente dans les zones où se trouvent les prestataires de service, cherchant à les arrêter et à les expulser vers la région sud du pays.^[125] Dans ce contexte, des acteurs de la société civile ont signalé que les services de santé partagent régulièrement des informations avec les autorités d'immigration, qui procèdent ensuite à l'arrestation des migrants concernés.^[126] Même si cette pratique de partage d'informations n'est pas interdite par l'objectif 15, puisqu'il ne comprend pas explicitement de 'pare-feu', la société civile a récemment recommandé d'introduire des 'pare-feu' et de rendre les règles d'accès aux services accessibles au personnel des prestataires de services afin de réaliser efficacement le but explicite de l'objectif 15 de réduire la vulnérabilité des migrants en situation irrégulière.^[127]

Dans l'ensemble, les acteurs de la société civile ne se sont pas engagés de manière substantielle dans l'Objectif 15 du PMM dans leur pratique de plaidoyer. Toutefois, l'objectif a été mentionné au moins par certaines organisations, dans leurs revendications générales, visant à améliorer

[119] Ibid., p. 124. Les tribunaux nationaux ont statué en 2019 que cela violait le droit national et international (Tribunal Administratif de Rabat, 12 Février 2019, Jugement n° 542; Tribunal Administratif de Rabat, 12 Février, Jugement n° 543).

[120] Ombudsperson 2020, note 107, p. 124.

[121] Comparez avec *Hastie* 2019, note 99.

[122] *Economia* 2021, note 90, p. 50.

[123] Ibid., p. 50.

[124] Ibid, p. 35.

[125] Plateforme des Associations et Communautés Subsahariennes au Maroc (ASCOMS), webinaire «Deuxième Phase du Projet de Sensibilisation et de Plaidoyer pour l'Accès des Personnes Migrantes, Demandeuses d'Asile et Réfugiées aux Services Sociaux de Base (Santé, Éducation et Justice) Tanger-Nador-Oujda» réalisé par la Plateforme ASCOMS, Rabat 2020, <https://facebook.com/EuroMedDroitsTunisie/videos/300250181093042/> (dernière consultation le 13 Mars 2021). For more information about the situation in the Northern region of the country, see: GADEM, Coûts et blessures Rapport sur les opérations des forces de l'ordre menées dans le nord du Maroc entre juillet et septembre 2018 – Éléments factuels et analyse, Rabat 2018, <https://loujna-tounkaranke.org/maroc-gadem-couts-et-blessures/> (dernière consultation le 4 Janvier 2022)

[126] Déclaration d'un membre du personnel de l'association 'Lumière sur l'Émigration au Maroc' (ALECMA), lors de l'école d'hiver organisée par 'Clinique Juridique Hijra', Rabat 2021 (see note 80, above).

[127] Clinique Juridique Hijra 2021, note 126

l'accès des migrants aux services de base. Contrairement à la version finale du PMM, les acteurs de la société civile ont toutefois insisté sur la nécessité d'établir des «pare-feu» qui garantiraient effectivement un accès sûr aux services de base et empêcheraient les migrants d'être expulsés lorsqu'ils demandent à bénéficier de ces services.

E. L'impact du PMM au Maroc : préserver le statu quo avec l'aide du PMM

L'intérêt principal de ce document est d'analyser dans quelle mesure les pratiques du gouvernement et de la société civile soutiennent le potentiel du PMM en tant qu'instrument de *droit souple* pour influencer efficacement le système migratoire marocain. Les sections précédentes ont démontré que, d'une part, le gouvernement marocain s'engage activement dans le Pacte et s'appuie sur lui pour légitimer ses politiques migratoires, tandis que la majorité de la société civile, d'autre part, ne semble pas trouver le PMM très prometteur, et est plutôt réticente à l'invoquer. Dans ce qui suit, j'analyse dans quelle mesure ces pratiques opposées du gouvernement (I.) et des acteurs de la société civile (II.) affectent l'impact du PMM dans la politique migratoire marocaine.

I. Les pratiques du gouvernement : légitimer le statu quo en se référant au PMM

D'emblée, il convient de noter que le gouvernement s'est activement engagé dans le processus de négociation du PMM. Il a exprimé son soutien ferme avant et après l'adoption de celui-ci et reconnaît explicitement l'attente de sa conformité. Cela est exprimé dans diverses déclarations officielles. Il s'agit certainement d'un bon point de départ pour que le PMM ait un impact, surtout si l'on se rappelle que le Maroc ne prête aucune attention à son caractère juridiquement non contraignant, contrairement à de nombreux autres États membres.

En outre, le gouvernement a été activement impliqué dans le mécanisme d'examen du PMM. Premièrement, le gouvernement a élaboré l'examen préliminaire, y compris un projet de plan national de mise en œuvre. Deuxièmement, le Maroc a rejoint l'initiative des «pays champions» du RNUM et a participé activement à ses réunions. Troisièmement, le gouvernement s'est engagé dans l'examen régional à la fois dans la région arabe et africaine. Il a soumis un rapport d'examen volontaire, a participé au premier examen régional dans la région arabe et a accueilli l'examen africain. Par conséquent, le Maroc a répondu à l'appel du PMM de s'engager dans son mécanisme d'examen. Au départ, ce sont de bonnes conditions pour que le Pacte ait un impact sur la politique migratoire marocaine.

Il apparaît également que le fait que le Maroc soit un pays d'émigration, de transit et de destination augmente l'impact du PMM. Les priorités des États en termes de mise en œuvre du Pacte dépendent des intérêts nationaux et du fait qu'ils soient des pays d'accueil ou d'origine.^[128] Comme mentionné ci-dessus, le Maroc prend en considération sa triple position lorsqu'il déclare que «en tant que pays d'origine, de transit et de destination», le Maroc «estime que le PMM définit une compréhension commune de la migration, des responsabilités partagées et un objectif commun de relever ensemble, dans un esprit gagnant-gagnant, les défis de la migration et d'exploiter ses

[128] *Gottardo/Rego*, note 12, p. 12.

opportunités».^[129] Ceci est visible dans les priorités du Maroc en termes de mise en œuvre du PMM.^[130] En tant que pays d'origine, le Maroc aborde les aspects pertinents du PMM pour ses citoyens résidants sur le territoire marocain (par exemple, la création d'un site web informatif ; la promotion du «vivre ensemble» et des «histoires de réussite»). En tant que pays de transit, il prête attention aux mouvements transfrontaliers (gestion des frontières ; trafic d'êtres humains ; retour). En tant que pays de destination, il traite de la question de l'intégration (accès au marché du travail; le «vivre ensemble» et les «histoires de réussite») et de la législation sur la migration (nécessité d'introduire une loi sur l'immigration et l'asile). Puisque le PMM couvre les triples intérêts du Maroc, il peut être considéré comme un cadre utile pour celui-ci. Cela permet d'accroître l'impact du Pacte.

En outre, le gouvernement s'appuie sur celui-ci pour légitimer sa politique. Le rapport d'examen volontaire habille le Maroc comme un champion de la mise en œuvre du PMM. Cependant, cette affirmation n'est pas étayée. L'examen volontaire n'aborde pas séparément chaque objectif ; il n'inclut pas de plan national de mise en œuvre ; et il est mené sans une contribution claire des acteurs de la société civile. Cela peut également expliquer pourquoi l'examen volontaire présente exclusivement une image positive. Une telle pratique ne renforce pas le mécanisme d'examen du PMM. Le cas de test concernant l'objectif 15, présenté ci-dessus, montre que la politique nationale en matière d'accès aux services n'est pas encore totalement conforme au PMM, notamment en ce qui concerne le suivi et l'accès pratique et viable aux services de base. Il semble donc que la volonté de mettre en œuvre le PMM se manifeste davantage dans la rhétorique que dans la pratique. Il semble également que le gouvernement utilise le mécanisme d'examen comme un outil pour renforcer sa réputation de partenaire migratoire fiable. Maintenant que le gouvernement s'appuie sur le PMM pour légitimer sa politique, c'est certainement une bonne condition pour que le Pacte puisse avoir un impact, car la non-conformité s'accompagnerait de coûts de réputation encore plus élevés.

Un dernier facteur susceptible d'accroître l'impact du PMM est la prétention du Maroc à être le leader des affaires migratoires africaines. En participant activement à la création de l'Observatoire africain des migrations (OAM) et en accueillant cette agence, le Maroc a répondu positivement au premier objectif du PMM (collecte de données). Étant donné que l'OAM a pour but de guider les États africains dans la mise en œuvre du PMM et compte tenu du fait que ses statuts font explicitement référence à celui-ci, cette pratique augmente le potentiel d'impact du Pacte non seulement au Maroc, mais aussi en Afrique de manière plus générale. Avec la création de l'OAM, le Maroc et d'autres États africains ont fait un pas concret vers la mise en œuvre du PMM. Le fait que le Maroc accueille désormais cette agence renforce son leadership et sa réputation en Afrique. La non-conformité du Maroc au PMM portera certainement atteinte à cette position revendiquée. Ainsi, il s'ensuit que le gain ou la perte de réputation est fortement impliqué dans le contexte du Maroc, avec un gouvernement qui s'habille comme un fer de lance du PMM. Cela montre que si la pratique de l'examen est également utilisée pour 'nommer et dénoncer', cela pourrait avoir des conséquences sur l'engagement du Maroc. Cela accroît le potentiel d'influence progressive des politiques nationales dans le sens où cela guide les États à mettre en œuvre efficacement le PMM.

[129] Ambassador August 2020, note 29, p. 2.

[130] Ibid., pp. 1–2.

II. Pratiques de la société civile : incapacité et réticence à influencer sur la mise en œuvre du PMM

Pour commencer, la majorité de la société civile considère que le contenu du PMM est très problématique et même si un petit nombre d'ONG est positif à l'égard de (certaines parties de) celui-ci, toutes n'invoquent pas le PMM dans leur travail quotidien. La principale raison invoquée pour expliquer cette réticence est le caractère non contraignant du PMM. Bien que certains acteurs de la société civile se soient (récemment) engagés dans celui-ci, leur engagement se limite à quelques références seulement. Le cas de test concernant l'objectif 15 montre que les ONG surveillant l'accès aux services ne s'appuient pas sur cet objectif, à l'exception de la PNPM et de la Clinique Juridique Hijra qui y font superficiellement référence dans leurs rapports. Au moment de la rédaction du présent rapport, aucune ONG n'a publié de rapport d'examen indépendant (thématique) sur la mise en œuvre du PMM. Cette pratique ne permet pas de soutenir efficacement son impact. Toutefois, les récentes références au PMM et le fait que certaines organisations encouragent les autres à l'utiliser peuvent être considérés comme susceptibles de renforcer le rôle de la société civile dans la mise en œuvre du PMM. Cela pourrait ensuite conduire à accroître son potentiel à influencer la politique nationale.

Il convient également de noter qu'il n'y a pas eu de procédure nationale clairement définie permettant à la société civile de contribuer au processus d'examen, contrairement à la phase de pré-Pacte. La société civile a organisé la réunion '5 + 5 Civil Society Dialogue' en 2019, mais la manière dont elle a contribué au processus d'examen national n'est pas claire. Cette pratique n'est pas cohérente avec l'approche de la 'société dans son ensemble' du PMM, qui appelle à une participation active de la société civile, également au stade de sa mise en œuvre. La pratique actuelle réduit donc plutôt le potentiel de la société civile à influencer l'impact du PMM.

En ce qui concerne les perspectives critiques de la société civile, deux arguments critiques majeurs peuvent être identifiés : que le PMM sert exclusivement les intérêts des pays du Nord, et qu'il marginalise la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

En ce qui concerne le premier point, il est affirmé que le PMM manque de légitimité parce qu'il soutient exclusivement les politiques relatives à la migration irrégulière dans les États d'immigration du Nord. Dans ce contexte, la société civile se réfère aux objectifs du PMM liés à la migration irrégulière : contrôle des frontières, détention des migrants, retour forcé, réadmission et collecte de données. L'examen des rapports volontaires soumis par les pays d'immigration du Nord suggère que le PMM est effectivement utilisé exclusivement pour combattre la migration irrégulière. Par exemple, l'examen volontaire néerlandais montre que le gouvernement utilise le PMM comme un instrument diplomatique qui sert essentiellement à combattre la migration irrégulière. Il souligne que celui-ci n'est pas contraignant, sauf pour les pays du Sud lorsque la question concerne le retour forcé et la réadmission des migrants irréguliers.^[131] Cela confirme les voix sceptiques de la majorité de la société civile marocaine. Toutefois, l'approche axée sur la lutte contre la migration irrégulière

[131] *Arbaoui*, Het Marrakesh Compact in Nederland: niet bindend, wel een diplomatiek instrument, *Verblijfblog*, 1 September 2021, <https://verblijfblog.nl/het-marrakesh-compact-in-nederland-niet-bindend-wel-een-diplomatiek-instrument/> (dernière consultation le 4 Janvier 2022). Le rapport néerlandais est disponible ici: https://migrationnetwork.un.org/sites/default/files/docs/the_netherlands.pdf (dernière consultation le 4 Janvier 2022).

n'est pas exclusive aux pays d'immigration au Nord. Le Maroc, par exemple, accorde également une attention considérable à la lutte contre le trafic d'êtres humains, la contrebande, le contrôle des frontières et les politiques de retour. Le cas de test concernant l'objectif 15 montre que les migrants irréguliers n'ont pas toujours un accès pratique et viable aux services de base. Cette politique marocaine peut être considérée comme une mesure de lutte contre la migration irrégulière dans un contexte Sud-Sud.^[132]

Le deuxième point critique avancé par la majorité de la société civile est lié à la discussion Nord/Sud. L'utilité du PMM est remise en question car la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, qui n'a pas encore été adoptée par les pays du Nord, existe déjà.^[133] Du point de vue du Sud, cette convention est importante parce qu'elle a été initiée par le Sud et qu'elle offre plus de protection, par exemple en ce qui concerne la détention des migrants.^[134] Il est également avancé que le PMM marginalise la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille puisqu'il n'y fait référence que dans une note de bas de page. L'argument est que cela renforce le «silence organisé» actuel sur la convention internationale, juridiquement contraignante.^[135] Cette convention serait ainsi éclipsée par le droit souple du PMM en raison de l'attention publique considérable qu'elle a suscitée et les États seraient en mesure d'utiliser le PMM pour échapper à cette convention et la mettre de côté.^[136] Bien que ces préoccupations soient plausibles, le fait que le Maroc soit membre de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille peut potentiellement augmenter l'impact du PMM. Puisque le PMM repose également sur cette Convention, cette dernière peut être utilisée lors de l'interprétation du PMM. De même, lorsqu'il s'agit de tenir l'État responsable du non-respect de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, on peut se référer à sa pertinence telle qu'elle est mentionnée dans le PMM. Cette relation mutuelle peut être renforcée si le mécanisme gouvernemental chargé du PMM collabore étroitement avec le département gouvernemental chargé du mécanisme de notification de la dite-Convention. Les deux peuvent avoir des rôles complémentaires et éviter le risque de duplication du travail.^[137]

L'impact des acteurs de la société civile sur la mise en œuvre du PMM au Maroc est entravé par l'opinion sceptique de la plupart des organisations non gouvernementales concernant son impact. En conséquence, il n'existe pratiquement aucun document fournissant une feuille de route détaillée pour une mise en œuvre du PMM axée sur les droits de l'homme dans la politique migratoire marocaine. Si l'on ajoute à cela le manque d'implication formelle dans le processus d'examen national, les acteurs de la société civile sont jusqu'à présent incapables (et peut-être aussi peu

[132] Comparez les deux positions contradictoires de l'Inde : l'immigration est abordée de manière négative, tandis que l'émigration est présentée de manière positive pour défendre les droits des citoyens indiens à l'étranger. Voir See *Binod Khadria et al.*, *The UN GCM: Its Impact on Asia*, *International Migration* 57 (2019), pp. 290 and 292.

[133] Comparez *Mariette Grange/Isabella. Majcher*, *Using detention to talk about the elephant in the room: the Global Compact for Migration and the significance of its neglect of the UN Migrant Workers Convention*, *International Journal of Law in Context* 16 (2020), p. 293. Cf *Alan Desmond*, *The continuing relevance of the UN ICRMW*, in Alan Desmond (ed.), *Shining New Light on the UN Migrant Workers Convention*, Pretoria: Pretoria 2017, p. 3

[134] *Grange/Majcher*, note 132.

[135] *Ibid.*

[136] *Ibid.*

[137] *Ibid.*

désireux) d'exploiter pleinement le potentiel politique du PMM.

F. Perspective : des espaces politiques pour libérer le potentiel du PMM

Le Maroc se sert du PMM pour légitimer sa politique migratoire existante, alors que cette politique n'est pas nécessairement en accord avec lui. La société civile est critique envers le PMM, et sa critique est également soutenue par le texte du Pacte et par exemple le rapport d'examen volontaire néerlandais, mais peut-être que les acteurs de la société civile sous-estiment la possibilité de tenir le Maroc responsable de sa propre prétention à être un champion mondial dans la mise en œuvre du PMM par le biais de nommer et dénoncer.

Pour ce qui est de l'avenir, il semble que l'engagement du Maroc envers le PMM pourrait s'intensifier lors des prochaines réunions du RNUM ainsi que lors du Forum international d'examen des migrations qui aura lieu en 2022. Cela augmentera probablement aussi l'impact du PMM sur la politique migratoire du Maroc, à condition que (a) le gouvernement crée des canaux permettant à la société civile de partager des informations sur le terrain et de fournir des recommandations et/ou (b) la société civile mette en place un processus d'examen indépendant pour assurer une contribution sur la façon d'atteindre les objectifs du PMM.^[138] Les rapports présentés ci-dessus, concernant les lacunes dans l'accès aux services, pourraient être reformulés de manière à montrer dans quelle mesure la situation est conforme à l'Objectif 15.

Enfin, le travail de l'Observatoire africain de la migration accueilli par le Maroc pourrait potentiellement avoir un effet catalyseur sur l'engagement du Maroc et de l'Afrique. Il offre au gouvernement marocain la possibilité de rassembler les États africains autour du PMM afin de travailler conjointement à sa mise en œuvre. Et, si le Maroc devient effectivement un « champion » et réussit à montrer les avantages possibles de la mise en œuvre du PMM, cela pourrait à son tour avoir une influence sur l'impact du PMM dans la région arabe et africaine.

[138] Comparez les initiatives existantes de la société civile, comme l'élaboration de manuels sur la manière d'utiliser le MCG par la société civile, par exemple en Corée, voir, see *Khadria et al.*, note 131. Voir également le séminaire en ligne organisé par l'université de Londres sur le thème suivant 'Using the UN Global Compact for Safe, Orderly and Regular Migration as an Interpretative Tool for legal practitioners' au RU, Queen Mary, University of London, February 12, 2021, <https://cosmopolismigration.com/2021/02/12/webinar-using-the-un-global-compact-for-safe-orderly-and-regular-migration-as-an-interpretative-tool-for-legal-practitioners/> (dernière consultation le 4 Janvier 2022).

تأثير ميثاق مراكش للهجرة في المغرب: دور الحكومة والمجتمع المدني

يونس عربوي^[1] ترجمة: رشيد شحي^[2]

تقديم

تم اعتماد الميثاق الدولي للهجرة في ديسمبر 2018، من أجل الهجرة الآمنة والمنظمة (المشار إليه فيما يلي بـ: «الميثاق» (PMM)، في مراكش وقد صادقت عليه الجمعية العامة للأمم المتحدة^[3]. وعلى الرغم من أن وثيقة «ميثاق مراكش» هي وثيقة غير ملزمة رسمياً^[4]، إلا أن الدول التي تبنتها تقبل مع ذلك الالتزام بإيلاء الاعتبار الواجب لها و«بحسن نية»^[5]. ولذلك فإن الميثاق يتضمن توقعاً للامتثال من طرف الدول^[6]. وعلى الرغم من أن هذا التوقيع ليس ملزماً قانونياً، إلا أنه يفرض تأثيراً على أنظمة الهجرة الوطنية^[7]؛ إذ يمكن للحكومات استخدامه لوضع سياسات وطنية للهجرة، مع استخدامه كذلك في الدفاع عن حقوق المهاجرين من قبل المجتمع المدني والمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان والممارسين القانونيين، كأساس لتطبيق القانون الوطني والدولي^[8].

وبوصف أكثر دقة، نص وثيقة «ميثاق مراكش» على إمكانية إجراء متابعة تفصيلية بما في ذلك عمليات المراجعة الإقليمية توافقاً مع الصيغة العالمية^[9]. وعلاوة على ذلك، يشجع الميثاق الدول على تطوير استجابات وطنية طموحة لتطبيقه، وإجراء مراجعات منتظمة للتقدم المحرز على المستوى الوطني^[10]، ويشدد على وجه الخصوص على أن هذه المراجعات يجب أن تأخذ

[1] أستاذ مساعد في قانون الهجرة، مركز أمستردام لقانون الهجرة واللجئين، الجامعة الحرة فريجي أمستردام. وللإطلاع على المقال الأصلي كاملاً ينظر:

Arbaoui, Y. (2022). The Impact of the Marrakech Compact for Migration in Morocco: The Role of the Government and of Civil Society. *Verfassung und Recht in Übersee (World Comparative Law)*, 55(1), 19-43. <https://doi.org/10.5771/0506-7286-2022-1-19>

[2] أستاذ وباحث في التاريخ الحديث والمعاصر، والتاريخ الاجتماعي: التراث والهجرة.

[3] UNDocA//73/195(11January2019).

[4] GCM, para.15 and 53

[5] *Vincent Chetail*, *International Migration Law*, Oxford 2019, p. 295. See also Article 2(2) of the UN Charter.

[6] *Chetail*, note 3, pp. 299–300. Cf. Dina Shelton, *International Law and Relative Normativity*, in: Malcolm Evans (ed.), *International Law*, New York 2010, p. 163.

[7] *Alessandro Bufalini*, *The GCM: What is its contribution to International Migration Law?* QIL, Zoom-in 58 (2019), p. 10.

[8] *Bufalini*, note 5, pp. 14–16.

[9] GCM, para.50.

[10] GCM, para.53.

أيضاً في الحسبان مساهمات جميع الأطراف الفاعلة^[11]. وبالنظر إلى مقاربة «المجتمع بأكمله»^[12] المطبقة في جميع أجزاء بنود وأهداف «ميثاق مراكش»، فإنها تشمل أيضاً الجهات الفاعلة في المجتمع المدني. ولتوسيع إمكاناته، يجب أن تكون «المرونة» القانونية لآلية المراجعة متوازنة مع عقوبات سياسية قاسية، بمعنى سياسة صارمة كـ «التسمية والتشهير والعقاب» في حالة عدم الامتثال^[13]. ويمكن دعم مثل هذه الآلية السياسية بشكل فعال والبدء بها من قبل الجهات الفاعلة في المجتمع المدني ليس فقط من خلال المشاركة في تطبيق الميثاق، ولكن أيضاً في معارضة وتحدي الدول عندما لا تحترم أهدافه^[14].

وإذا كان الاتفاق سيؤثر في نهاية المطاف على أنظمة الهجرة الوطنية، فإن كيفية تأثيره تعتمد بشكل حاسم على كيفية مشاركة الحكومات الوطنية والجهات الفاعلة غير الحكومية في الممارسة العملية.

وفي هذا السياق، تركز هذه الورقة على دور الحكومة والمجتمع المدني، وتتساءل: إلى أي مدى تدعم ممارساتها آلية ومشاريع «ميثاق مراكش»؟ وما إمكاناته كأداة قانونية غير ملزمة للتأثير على أنظمة الهجرة الوطنية؟ وللإجابة على هذين السؤالين، ستركز هذه الورقة على مدى تطبيق الميثاق في المغرب كدراسة حالة. ويمكن تفسير اختيار هذه الدولة بثلاثة أسباب:

أولاً: بالإضافة إلى كونه بلد هجرة وعبور للمهاجرين، أصبح المغرب على نحو متزايد وجهة وملجأ للمهاجرين من جنوب الصحراء.

ثانياً: أدخل المغرب سياسة جديدة للهجرة في عام 2013، واكتسب دوراً قيادياً في تطوير سياسة الهجرة الخاصة بالاتحاد الأفريقي^[15].

ثالثاً: شارك المغرب وبفعالية في المفاوضات الحكومية الدولية التي أدت إلى عقد «ميثاق مراكش»^[16].

لذلك، يمكن أن نتوقع أن الحكومة المغربية والجهات الفاعلة في المجتمع المدني في المغرب على دراية بآلية الميثاق ومحتواه وأهدافه. ولإجراء تحليل أكثر تفصيلاً لتأثير المشاركة الحكومية وغير الحكومية في التقييم الجزئي للميثاق، ستركز الورقة تحليلها على الهدف رقم 15، الذي يخص توفير الخدمات الأساسية للمهاجرين، كإجراء اختبار.

إن دراسة كيفية مشاركة الجهات الحكومية وغير الحكومية في هذا الهدف المحدد سيوفر معلومات أكثر تفصيلاً عن تأثير النموذج العالمي للهجرة على سياسة الهجرة المغربية. ولإجراء هذا التقييم، تعتمد الوثيقة على التقارير الحكومية، لاسيما تلك المنشورة بموجب آلية مراجعة وتقييم «ميثاق مراكش». بالإضافة إلى ذلك، تشير إلى تقارير المجتمع المدني التي تناول وضع المهاجرين في المغرب فيما يتعلق بتلبية الاحتياجات الأساسية للمهاجرين. وفي الأخير، أجريت أيضاً مقابلات شبه منظمة مع السياسيين وأعضاء المجتمع المدني للحصول على فكرة حول كيفية تقييمهم لتأثير «ميثاق مراكش» حتى الآن. وقد حددت محاور الورقة على النحو التالي:

[11] Ibid.

[12] GCM, para.15 and 44.

[13] Bufalini, note 5, pp. 22–23.

[14] Carolina Gottardo/Nishadh Rego, The Global Compact for Migration (GCM), International Solidarity and Civil Society Participation: a Stakeholder's Perspective, Human Rights Review 4 (2021), p. 16. Cf. Elspeth Guild/Tugba Basaran/Kathryn Allinson, From Zero to Hero? An analysis of the human rights protections within the Global Compact for Safe, Orderly and Regular Migration (GCM), International Migration 57 (2019), p. 54.

[15] Mot d'introduction du Directeur Général de l'Institut Royal des Etudes Stratégiques, 'Migration: facteur de développement et d'opportunités, La gestion des flux migratoires: une priorité de l'agenda africain et mondial', Forum Crans Montana, Dakhla, Mars 2018, pp.3–4.

[16] Politique Nationale d'Immigration et d'Asile, Rapport 2018, pp. 108–112.

- يعرض المحور الأول ردود الحكومات والممارسات المتعلقة ببرنامج الرصد والتتبع العالمي.
 - يعيد المحور الثاني بناء وجهات نظر المجتمع المدني.
 - لتوضيح هذه الردود، يفحص المحور الثالث الممارسات الوطنية المتعلقة بالهدف 15 من نموذج التنسيق العالمي.
 - وفي المحور الرابع، أقوم بتحليل مدى دعم الممارسات الوطنية لإمكانات «ميثاق مراكش» للتأثير على نظام الهجرة في المغرب.
 - في المحور الخامس، أختتم بمنظور حول مستقبل «ميثاق مراكش» في المغرب.
- أولاً: الممارسة الحكومية لـ «ميثاق مراكش»**

طبق المغرب في سنة 2013 سياسة جديدة للهجرة^[17]. وتألفت بشكل أساسي من حملتين لتسوية أوضاع المهاجرين غير الشرعيين، فضلاً عن الإصلاح التشريعي. ودخل قانون الاتجار بالبشر حيز التنفيذ في عام 2016، رغم أن القانونين الآخرين لا زالوا معلقين^[18]. وظل قانون الهجرة لسنة 2013 سارياً^[19]. وحتى لو تم وصف قانون 2016 بأنه أمني^[20]، فإن المغرب يعرض سياسته بانتظام على أنها تتبنى مقاربة «إنسانية»^[21]. وقد استخدم هذه المقاربة بانتظام لتقديم نفسه على أنه أحد «بلدان الجنوب الأولى» التي طورت «سياسة تضامن لاستقبال المهاجرين من جنوب الصحراء الكبرى»^[22]. كما أنه تمكن من اكتساب مكانة رائدة في تطوير سياسة الهجرة في الاتحاد الأفريقي، لكونه أصبح مسؤولاً عن تطوير «الأجندة الأفريقية للهجرة». وقد كان جدول أعمال هذه الأجندة بمثابة إطار عمل للمشاركة الأفريقية في عملية مفاوضات دول البحر المتوسط الشريكة^[23]. وفيما يلي، أقدم لمحة عامة عن ممارسات ما قبل الميثاق وما بعده للحكومة المغربية.

1- ممارسات المغرب السابقة للميثاق: كأداة تشجيع لـ «ميثاق مراكش»

دعا المغرب المجتمع الدولي، إلى جانب إدخال وتطبيق سياسة جديدة للهجرة، إلى اقتراح «إطار للإدارة الدولية والإقليمية للهجرة»^[24]. وقد شارك بشكل فعال في عملية المفاوضات الحكومية الدولية التي أدت إلى اجتماع مجلس «ميثاق مراكش». وبالتعاون مع المنظمة الدولية للهجرة (OIM)، نظمت الدولة دورات استشارية وطنية لمختلف الجهات الفاعلة في المجتمع

[17] Pour une analyse de cette politique, voir: Sara Benjelloun, Nouvelle politique migratoire et opérations de régularisation dans : Konrad-Adenauer-Stiftung (ed.), La nouvelle politique migratoire marocaine, Rabat 2017, pp. 35–75.

[18] Loi n° 27-14 du 25 août 2016 relative à la lutte contre la traite des êtres humains, Bulletin officiel, 2016-12-15, n° 6526, pp. 1952–1955; Projet de loi 66-17 relatif au droit d’asile et aux conditions de son octroi ; Loi n°72-17 relatif à la migration

[19] Loi n° 02-03 du 11 novembre 2003 relative à l’entrée et au séjour des étrangers au Royaume du Maroc, à l’émigration et l’immigration irrégulières.

[20] Communiqué de Presse GADÉM, Pour les dix ans de la loi sécuritaire 02-02, en finir avec la vision répressive de la migration, 27 Novembre 2013, <https://www.lacimade.org/cp-gadem-pour-le-s-dix-ans-de-la-loi-securitaire-02-%E2%80%90003-en-finir-avec-la-vision-repressive-de-la-migration/> (dernière consultation le 3 Janvier 2022).

[21] Ministère délégué chargé des Marocains résidant à l’étranger et des Affaires de la migration Affaires, Politique Nationale d’Immigration et d’Asile, Rapport, Rabat 2017, p. 11, 13, 29, 50, 95 and 96, https://marocainsdumonde.gov.ma/ewhatisi/2018/03/POLITIQUE-NATIONALE_Rapport-2017.pdf ; Ibid., Rapport 2018, https://marocainsdumonde.gov.ma/wp-content/uploads/2019/01/Politique-Natio-nale-dimmigration-et-dAsile_-_Rapport-2018.pdf

[22] Ibid.

[23] Christophe Bertossi/Amal El Ouassif/ Matthieu Tardis, L’agenda de l’Union africaine sur les migrations: une alternative aux priorités européennes en Afrique?, Notes de l’Ifri (Institut Français des Relations Internationales), 2021, pp. 12–13.

[24] Ministère délégué chargé des Marocains résidant à l’étranger et des Affaires de la migration, des politiques migratoires du Maroc et du PMM, Rabat 2018, p.8. (ci-après : Ministère délégué 2018).

المدني، وقدمت توصيات بشأن صياغة الميثاق. بالإضافة إلى ذلك، نظم المغرب وشارك في رئاسة المنتدى العالمي للهجرة والتنمية سنة 2018 (FMMD)، والذي خطط لـ «أيام المجتمع المدني»، قبل وقت قصير من اعتماد الميثاق^[25]. بالإضافة إلى ذلك، أجرت الحكومة «مراجعة أولية» لسياسة الهجرة، على ضوء مسودة الميثاق^[26]، وتتناول هذه المراجعة الأولية السياسة الوطنية وفق كل هدف من أهداف الميثاق الثلاثة والعشرين، وتم تقديم مسودة خطة لكل هدف لمواصلة تنفيذ الميثاق. كما استضاف البرلمان المغربي «المؤتمر البرلماني الدولي» حول «ميثاق مراكش»، وأعرب خلالها أعضاء البرلمان الأوروبي عن انخراطهم والتزامهم بالدعم الكامل، من خلال سلطاتهم السياسية، للمساهمة في تنفيذ الميثاق^[27]. وكذلك، استضاف المغرب المؤتمر الحكومي الدولي الذي تم خلاله اعتماد الميثاق^[28]. وأثناء انعقاد الجمعية العمومية التي وافقت عليه، أكدت الحكومة أن تبني «ميثاق مراكش» كان لحظة تاريخية، وأن الأمر يعود إلى المجتمع الدولي لضمان تنفيذه على الوجه الصحيح^[29]. وبشكل عام، فقد لعبت الحكومة المغربية دورًا مهمًا ونشطًا في العملية التي أدت إلى اعتماد الميثاق.

2- التزام ما بعد الميثاق: بين الدفاع عن الوضع الراهن ووضع «البلد البطل»

يفحص هذا المبحث الفرعي مدى مشاركة الحكومة في آلية مراجعة «ميثاق مراكش»، وكذلك الخطوات التي اتخذتها لتنفيذه.

2-1- المشاركة في آلية التقييم

قبل المغرب في يونيو 2020^[30] دعوة «شبكة الأمم المتحدة للهجرة» (Réseau des Nations Unies des Migrations)، للانضمام إلى مجموعة مبادرة «البلدان البتلة»، وهي مجموعة من الدول التي تقود سياسة الهجرة بالقدوة، من خلال العمل كـ «دول رائدة» لتنفيذ «ميثاق الهجرة بمراكش». والفكرة، هي أن حكومات هذه الدول تجتمع بانتظام لمناقشة تجاربها حول الميثاق، بالإضافة إلى أنها ستستفيد من دعم محدد من قبل مؤسسة (RNUM)^[31]. وفي هذا السياق، أعربت الحكومة المغربية عن دعمها القوي والتزامها بمهمة وعمل هذه الشبكة. كما أشارت إلى أنها ستدعم بنشاط تنفيذ وتطبيق الميثاق في المنطقة الأفريقية والعربية^[32]. وقد شارك المغرب في اجتماعات «البلدان البتلة» اللاحقة^[33]؛ حيث تم التحدث عن الأولويات الأربع للتنفيذ: أولاً: الوصول إلى المعلومات المتعلقة بالهجرة. ثانياً: إدارة الحدود. ثالثاً: تقليل نقاط الضعف. ورابعاً: اندماج

[25] Ministère délégué, Rapport 2018, note 20, pp.107–112.

[26] Ministère délégué, 2018, note 23.

[27] Déclaration finale de la Conférence parlementaire à l'occasion de l'adoption du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, Organisée conjointement par l'Union interparlementaire et le Parlement du Royaume du Maroc, Rabat 6-7 décembre 2018.

[28] United Nations, Intergovernmental Conference on the Global Compact for Migration, Marrakech 2018, <https://www.un.org/en/conf/migration/> (dernière consultation le 14 Mars 2021).

United Nations, General Assembly Endorses First-Ever Global Compact on Migration, Urging Cooperation among Member States in Protecting Migrants, New York 2018, <https://www.un.org/press/en/2018/ga12113.doc.htm> (last accessed on 14 March 2021)

[30] Letter by the Moroccan ambassador to the UN Network on Migration, 26 June 2020, https://migrationnetwork.un.org/sites/default/files/docs/morocco_confirmation_champion_country.pdf (dernière consultation le 3 Janvier 2022). Voir également la lettre de l'ambassadeur du Maroc au Réseau des Nations Unies sur les migrations, 27 August 2020, https://migrationnetwork.un.org/sites/default/files/docs/morocco_reflections_on_champions.pdf (dernière consultation le 3 Janvier 2022). (Ci-après : 'Ambassador June 2020'; 'Ambassador August 2020').

[31] UNMN, Champion countries Initiative, <https://migrationnetwork.un.org/champion-countries-initiative> (dernière consultation le 3 Janvier 2022).

[32] Ambassador June 2020, note 29.

[33] UNMN, on Migration Champions Meeting, 26 May 2021, https://migrationnetwork.un.org/sites/g/files/tmzbdl416/files/docs/champions_summary_26may21_final.pdf; UNMN, Informal Consultation on the role of 'Champion Countries' in the implementation of the GCM, 03 September 2020, <https://migrationnetwork.un.org/champion-countries> (dernière consultation le 3 Janvier 2022).

وفيما يتعلق بالنقطة الأولى^[35]، تعلن الحكومة إنشاء موقع على شبكة الإنترنت للمغاربة بالخارج وللمهاجرين المقيمين في المغرب لتزويدهم بالمعلومات ذات الصلة بالهجرة. وفي هذا السياق، تصر الحكومة على الحاجة إلى تعزيز «العيش معاً» وكذلك «مبادرة النجاح». وفيما يتعلق بإدارة الحدود^[36]، تشير الحكومة إلى جهودها لمكافحة الاتجار بالبشر. وبخصوص النقطة التي تتعلق بالتقليل والحد من نقاط الضعف^[37]، تشير الحكومة أيضاً، إلى الجهود المبذولة في سياق جائحة COVID19 لضمان الوصول إلى الرعاية الصحية للاجئين وطالبي اللجوء، كما أشارت إلى الحاجة إلى دعم فرص التنمية في بلدان المنشأ الواقعة جنوب الصحراء، مضيفاً أن هناك برنامجاً لمساعدة المهاجرين من جنوب الصحراء بعد عودتهم إلى بلدانهم الأصلية. وأما فيما يتعلق بمسألة «الاندماج»^[38]، تشدد الحكومة المغربية على ضرورة تسهيل وصول المهاجرين إلى سوق الشغل. وبعد ذلك، اختتمت خطابها (بروح الفوز بالمبادرة)، بالقول إن المغرب كدولة منشأ وعبور ووجهة، يؤمن بأن الميثاق العالمي للهجرة يحدد فهماً موحداً للهجرة، والمسؤوليات المشتركة، وهدفاً محدداً من قبل جميع الأطراف للتصدي المشترك لتحديات الهجرة واستغلال فرصها^[39].

وبالإشارة إلى آلية المراجعة الإقليمية، قدمت الحكومة في عام 2020 «مراجعة طوعية» كجزء من المراجعة الإقليمية الأولى لتنفيذ الميثاق في المنطقة العربية^[40]. كما استضاف المغرب المؤتمر الإقليمي الأفريقي في عام 2021^[41].

ورغم أن هذه «المراجعة الطوعية» تعكس أولويات الحكومة المذكورة أعلاه، فإنها لا تتناول كل هدف من أهداف برنامج الرصد العالمي. وعلى الرغم أيضاً، من أنها تشير إلى مسودة خطة التنفيذ الوطنية، إلا أنها لم يتم فيها تضمين كل الأهداف في النسخة النهائية من هذه الخطة. علاوة على ذلك، فإنه لم يحدد فيها ما إذا كانت الإجراءات المخطط لها المذكورة في الفحص الأولي قد تم الاضطلاع بها أم لا. بالإضافة إلى ذلك، لم يتم إنشاء آلية محددة لتنسيق عملية المراجعة؛ وقد تولت الآلية الحكومية الموجودة سابقاً والمسؤولة عن تنفيذ سياسة الهجرة الوطنية هذه المهمة، وكانت أيضاً مسؤولة عن تنسيق ومراجعة تنفيذ الميثاق^[42]. وأخيراً، لم تذكر نسخة «المراجعة الطوعية» أي مساهمة ملموسة من المجتمع المدني.

2.2- مؤشرات تنفيذ الميثاق

تشير المراجعة الطوعية إلى أنه تم بذل جهود لمواءمة سياسة الهجرة الوطنية مع النموذج العالمي للهجرة، وأن الدولة قد وصلت إلى مرحلة متقدمة في عملية تنفيذها، وذلك بفضل قيادتها الإقليمية^[43]. ويذكر التقرير أنه تم إحراز «تقدم كبير» في تنفيذ الميثاق، وأن أهدافه قد تحققت إلى حد كبير^[44]. وقد وصفت الحكومة المغربية في مؤتمر المراجعة الإقليمي الأول،

[34] Ambassadeur août 2020, note 29. Voir notamment les réflexions du gouvernement jointes à la lettre de l'ambassadeur, pp. 1-2.

[35] Ibid.

[36] Ibid.

[37] Ibid.

[38] Ibid.

[39] Ibid.

[40] Voluntary National Report – Morocco, Rabat 2020: https://migrationnetwork.un.org/sites/default/files/docs/gcm_regional_review_morocco.pdf (dernière consultation le 14 Mars 2021), (ci-après : Voluntary National Report).

[41] African regional review of implementation of the GCM in Rabat, 31 August-1 September 2021, <https://migrationnetwork.un.org/country-regional-network/africa> (dernière consultation le 4 Janvier 2022).

[42] Voluntary National Report – Morocco, note 39, pp. 1-2.

[43] Ibid., p 3 and 7.

[44] Ibid, pp.9-10.

سياسة الهجرة الوطنية بأنها تتماشى مع الميثاق العالمي للهجرة^[45]. ومع ذلك، لا تقدم المراجعة الطوعية أي مؤشرات ملموسة لتنفيذ ما بعد الميثاق، لأنها تشير بشكل أساسي إلى تدابير ما قبل الميثاق، ولا سيما تلك التي تم اتخاذها في إطار سياسة الهجرة واللجوء لعام 2013.^[46]

والاستثناء الوحيد المتعلق بالهدف رقم 1، هو الذي شجع تكثيف ومواءمة جمع وتبادل البيانات المتعلقة بالهجرة من أجل وضع سياسات قائمة على الأدلة. وفي هذا الصدد، تشير «المراجعة الطوعية» إلى إنشاء «مرصد الهجرة الأفريقي» (Observatoire des Migrations Africaine)، وأعلنت الحكومة المغربية أن تنفيذ الهدف رقم 1 كان من أولويات تطبيق آلية إدارة هذا الميثاق^[47]. وقد تم تقديم فكرة إنشاء المرصد من قبل المغرب كجزء من الأجندة الأفريقية للهجرة^[48]، وتم قبول هذا الاقتراح ودمجه في إطار سياسة الهجرة للاتحاد الأفريقي لعام 2018 وخطة عملها^[49]. وفي عام 2020، تم افتتاح مرصد الهجرة الأفريقي^[50] في المغرب، كوكالة فنية متخصصة^[51] تابعة لمفوضية الاتحاد الأفريقي. وتتمثل مهمتها في تسهيل تنفيذ الميثاق، من خلال جمع وتحليل البيانات المتعلقة بالهجرة في أفريقيا، وتوجيه البلدان الأفريقية لتطوير سياسات الهجرة القائمة على الأدلة^[52].

وإذا كانت الحكومة المغربية نشطة بشكل خاص في العملية التي أدت إلى اعتماد الميثاق، وإجراءاتها الهادفة إلى تطبيقه، فقد أسفر العمل، بعد اعتماده، عن نتائج غير متكاملة؛ فمن ناحية، شاركت الحكومة في «مبادرة البلدان البطلة» وقدمت بشكل استباقي مراجعة طوعية في وقت مبكر من عام 2020، ومن ناحية أخرى، لم تبذل الحكومة الكثير من الجهد لإنشاء مؤسسات مسؤولة عن تنسيق عملية المراجعة المنتظمة في البلد، ولم تحدد مؤشرات ملموسة من شأنها أن تسمح بتقييم مدى توافق سياسات الهجرة مع الميثاق.

ولمزيد من التفصيل، ينظر المحور التالي في أنشطة الجهات الفاعلة غير الحكومية خلال فترة التنفيذ الأولى للميثاق في المغرب.

[45] Déclaration du directeur du Département des migrations et des affaires internationales lors de la première revue régionale du PMM dans la région arabe.

[46] Voluntary National Report – Morocco, note 39, pp. 5–7. See also *Arbaoui*, Le Maroc: 'champion' de la mise en œuvre du Pacte de Marrakech?, *Revue Hijra* 1 (2021), <https://www.cjhm.org/revue-numeros> (dernière consultation le 4 Janvier 2022).

[47] Voluntary National Report– Morocco, note 39, p. 3, 4, 8, 11 and 16. Il convient de mentionner que l'examen volontaire est silencieux sur le droit à la vie privée et la protection des données à caractère personnel, tels qu'ils figurent dans l'objectif 1 du PMM. Pour une discussion sur cette question, voir *Arbaoui*, La protection de la vie privée des migrants en Afrique: que peut faire l'Observatoire Africain des Migrations?, in: *Elkbir Atouf* (ed.), *Le Maroc et l'Afrique subsaharienne à travers les rapports migratoires*, Ministère de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, en collaboration avec CNRST, Marrakech 2022.(forthcoming).

[48] *Bertossi/El Ouassif/Tardis*, note 22. Voir également le discours du Roi lors de la conférence de l'Union africaine, en janvier 2018, <https://www.maroc.ma/fr/discours-royaux/sm-le-roi-adresse-un-message-au-30e-sommet-de-lunion-africaine-ua> (dernière consultation le 3 Janvier 2022).

[49] Commission de l'Union Africaine, *Cadre de politique migratoire pour l'Afrique révisé et Pland' Action(2018–2030)*, Addis-Abeba Mai 2018, pp.76 and 104.

[50] African Union, *Official Inauguration of the African Observatory for Migration in Morocco*, Pressrelease Addis-Abeba 17 December 2020, p. 1. Voir aussi : African Union, *Assemblée/AU/Dec.695(XXXI)*, 31^{ème} session ordinaire, Nouakchott, Mauritanie 1–2 Juillet 2018.

[51] Voir article 2 (1) du statut de l'OAM, <https://archives.au.int/handle/123456789/8436?locale-attribute=fr> (dernière consultation le 3 Janvier 2022)

[52] African Union, *Press release December 2020*, note 49, pp. 1–2. See also Article 3 AMO Statute, note 50.

ساهم أعضاء المجتمع المدني المغربي بأشكال مختلفة في النقاش الوطني قبل اعتماد الميثاق؛ حيث شاركوا في دورات التشاور الوطنية التي نظمتها الحكومة والمنظمة الدولية للهجرة، وقاموا بتنظيم لقاءات ومشاورات لمناقشة الميثاق، وأصدروا تقارير وبيانات صحفية تعبر عن مواقفهم، وشاركوا في أيام المجتمع المدني لعام 2018، وكذلك المؤتمر الحكومي الدولي «ميثاق مراكش».

وفي المباحث الفرعية التالية، أقدم أولاً نظرة عامة عن وجهات نظر المجتمع المدني، ثم أوضح مدى مشاركتهم في الميثاق خلال عملهم اليومي.

1- وجهات نظر المجتمع المدني: بين الشك العميق وبصيص الأمل

تُظهر وجهات نظر المجتمع المدني قبل وبعد الميثاق، أن الميثاق العالمي للهجرة قد أثار مجموعة واسعة من ردود الفعل؛ إذ الغالبية تعارض بشدة الميثاق لأنه سيخدم حصراً مصالح الشمال العالمي، واعترف الآخرون بقيود الميثاق رغم أنهم في نفس الوقت يسלטون الضوء على جوانبه الإيجابية، وترحب مجموعة صغيرة بالميثاق ولو أنها لم تلتزم به بعد.

بادئ ذي بدء، أعربت جمعية «مجموعة مناهضة العنصرية والدفاع عن الأجانب والمهاجرين» عن قلقها من أن مشروع الميثاق المنقح^[53] لم يتضمن أي تحسين في حقوق المهاجرين. وأضافت أنها لا تحافظ حتى على الحقوق الموجودة من قبل والمدرجة في الاتفاقيات الدولية، مثل: الاتفاقية الدولية لحماية حقوق جميع العمال المهاجرين وأفراد أسرهم (ICRMW)^[54]. وتضيف الرابطة أن أهداف الميثاق تفضل مصالح بلدان الشمال، ولا سيما تلك التي تخدمها في مراقبة الحدود وإعادة القبول والإعادة القسرية للمهاجرين غير الشرعيين، كما انتقدت الدورات الاستشارية الوطنية حول الهجرة والميثاق. ومن وجهة نظرها، على الرغم من مشاركة المجتمع المدني، فقد تأثرت مشاركته بالمنظمين (الحكومة والمنظمة الدولية للهجرة)، بمعنى أن النقاش كان «موجهًا» نحو قراءة محددة لقضايا الهجرة^[55].

وعلى نفس المنوال، ترى منظمة (PGAM) «Peoples Global Action-Morocco» أن التنقيحات المختلفة^[56] لاتفاقية الميثاق تقوض حقوق المهاجرين، وتشكل سياسة ومحاولة من جانب بلدان الشمال لفرض مقاربتها الأمنية باستخدام شعار التنمية، كأداة دبلوماسية. ودعت هذه المنصة إلى إدراج المعايير التالية في النص النهائي للنموذج العالمي للهجرة:

- أولاً: ينبغي أن تكون الاتفاقية الدولية لحماية حقوق جميع العمال المهاجرين وأفراد أسرهم «ركيزة» من ركائز الميثاق؛
- ثانياً: يجب على الميثاق حظر احتجاج المهاجرين؛
- ثالثاً: ينبغي تجنب التمييز بين المهاجرين النظاميين وغير النظاميين؛

[53] Revised draft of the GCM, 28 May 2018, <https://refugeesmigrants.un.org/intergovernmental-negotiations> (dernière consultation le 3 Janvier 2022).

[54] OHCHR, International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of their Families (ICRMW), New York 1990. Le Maroc a ratifié cette convention en 1993. Pour l'état de la ratification de cette convention, voir <https://indicators.ohchr.org/> (dernière consultation le 3 Janvier 2022).

[55] GADEM, L'alternatif et le parallèle dans le processus des pactes mondiaux, Rabat 31 May 2018, p. 1.

[56] UN Refugees and Migrants, Intergovernmental Negotiations, <https://refugeesmigrants.un.org/intergovernmental-negotiations> (dernière consultation le 3 Janvier 2022).

- رابعاً: يجب أن تؤكد «الحق في التنقل وحرية تنقل الأشخاص»^[57].

كانت ردود الفعل مقسمة داخل منظمة (PGA) فيما يتعلق بالنسخة النهائية من الميثاق^[58]، في حين عارضت الأغلبية بشدة الاتفاقية لأنها ستخدم فقط مصالح بلدان الشمال، واعتبرته الأقلية نصاً وقائياً، وأنه يمنح الحد الأدنى من معايير الحماية على الرغم من قيودها^[59].

وصفت منظمة «Migration Justice» النسخة النهائية من الميثاق بأنها «أداة أمنية» تتجاهل مصالح الجنوب، لأنها تشجع على الاحتجاز والإعادة القسرية، وكذلك إعادة قبول المهاجرين غير الشرعيين. وتضيف أن الميثاق يضيء الشرعية على المعاملة القاسية للمهاجرين «غير المسجلين»، على عكس اتفاقية الأمم المتحدة بشأن العمال المهاجرين، التي تحميهم أيضاً. وتضيف الرابطة أن «الدول الغنية»، من خلال الميثاق، قد حصلت على إمكانية الحد من الوصول إلى الخدمات للمهاجرين النظاميين، تحت طائلة إحباط جهودهم لمكافحة الهجرة غير النظامية^[60].

وأعلنت «لجنة متابعة المنتدى الاجتماعي المغربي» أن النسخة النهائية للميثاق مستوحاة بقوة من مصالح أوروبا وأمريكا الشمالية لأنها تشجع على تكثيف الرقابة على الحدود، واحتجاز المهاجرين، وجمع البيانات، والهجرة الانتقائية. ووفقاً لهذه اللجنة، فإن الميثاق يتجاهل احتياجات المهاجرين وبلدانهم الأصلية في الجنوب. وأعربت هذه المنظمة أيضاً عن أسفها؛ لأن الميثاق لم يضيف «حقاً دولياً في حرية التنقل» فيما يتعلق بالمادة 13 من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان، كما أشارت إلى أنه يوفر حماية غير فعالة مقارنة بالاتفاقية الدولية لحماية حقوق جميع العمال المهاجرين وأفراد أسرهم^[61].

ويعتبر «منتدى البدائل المغربية» أن النسخة النهائية من الميثاق العالمي للهجرة هي آلية تعزز مصالح الدول الصناعية، بينما تتجاهل احتياجات الجنوب. وأشارت إلى سياسات الهجرة الانتقائية والمخاطر المرتبطة بهجرة العقول^[62]. وأضافت هذه المنصة أنه على الرغم من أن الميثاق العالمي للهجرة يحتوي على «نوايا حسنة» تجاه الجنوب، ولا سيما تلك المتعلقة بتغيير المناخ والهجرة (من خلال الهدف 2)، فإن هذه «النوايا» ليست ملموسة^[63]. وأعربت عن أسفها لأن الميثاق يجرم الهجرة غير النظامية، ويسمح باحتجاز المهاجرين^[64]. علاوة على ذلك، تنظر هذه المنظمة في الهدف 1 من الميثاق، والذي بموجبه يتم تشجيع الدول على جمع وتبادل البيانات المتعلقة بالهجرة، كأداة لزيادة مراقبة المهاجرين غير النظاميين؛ حيث سييسر ذلك تحديد الهوية وإعادتهم بعد ذلك قسراً، وهو ما يعود بالفائدة على دول الشمال^[65]، وأشارت فقط إلى الاتفاقية الدولية

[57] PGA-Maroc, Report - Agadir Meeting, Agadir 21–22 June 2018, pp. 13–14, <https://ftdes.net/com/Rapport%20Agadir%20Eng.pdf> (dernière consultation le 14 Mars 2021).

[58] Résultat négocié et approuvé par les gouvernements dans le cadre du PMM, Marrakech 13 July 2018, <https://refugeesmigrants.un.org/intergovernmental-negotiations> (dernière consultation le 3 Janvier 2022).

[59] PGA-Maroc, Conclusions of the People Global Action, Marrakech 2018, p. 4, <https://transnationalmigrantplatform.net/conclusions-peoples-global-action-on-international-migration-development-and-human-rights/> (dernière consultation le 14 Mars 2021).

[60] 'Forum-Migrants' en octobre 2018.

[61] Comité de Suivi du Forum Social Maghreb, Halte à la guerre aux migrations! Oui à un Pacte mondial qui protège la dignité et les droits humains des migrants, Marrakech 8 Décembre 2018, <https://ftdes.net/halte-a-la-guerre-aux-migrations-oui-a-un-pacte-mondial-qui-protège-la-dignité-et-les-droits-humains-des-migrants/> (dernière consultation le 14 Mars 2021).

[62] Forum des alternatives Maroc, Déclaration de la société civile, le « Pacte Mondial pour une Migration Sure, Ordonnée et Régulière », Rabat 2018, p. 5, <https://ftdes.net/rapports/Declaration%20-sur%20le%20Pacte.pdf> (dernière consultation le 14 Mars 2021).

[63] Ibid., p. 5.

[64] Ibid., p. 3.

[65] Ibid., p. 3.

لحماية حقوق جميع العمال المهاجرين وأفراد أسرهم بشأن حقوق العمال المهاجرين، وهي ملزمة قانونًا، في الحاشية، فإن الميثاق بذلك يهيمش هذه الاتفاقية، ويفضل مصالح الدول الغنية ودول الهجرة مثل دول الخليج والاتحاد الأوروبي التيترفض التوقيع عليها^[66]. ويخلص منتدى بدائل المغرب إلى أن الميثاق له قيمة مضافة محدودة للغاية للمهاجرين، وكذلك للمجتمع المدني الذي يدافع عن حقوقهم، لأنها ليست ملزمة قانونًا^[67].

وتم تكرار هذه الآراء المتشككة خلال مظاهرة عامة في مراكش في يوم اعتماد الميثاق؛ حيث أعربت جمعية «Alarm Phone Morocco» «أصوات المنبه المغرب»، على سبيل المثال، عن مخاوفها بشأن الميثاق، وذكرت أن القضايا الأمنية أصبحت القضية الرئيسية، ونص الميثاق يجعلها أولوية^[68].

كما أن هناك شكوكا أخرى حول دور وتأثير الميثاق، ولو لم تشترك فيها جميع منظمات المجتمع المدني المغربية في مجال الهجرة؛ حيث قالت المنصة الوطنية لحماية المهاجرين (PNPM)^[69]، وهي شبكة من ثلاث عشرة منظمة تدافع عن المهاجرين واللاجئين في المغرب، إنه على الرغم من أن النسخة النهائية من الميثاق تحتوي على بعض أوجه القصور^[70]، إلا أنها «تقدمية نسبيًا» يمكن استخدامها كإطار للدعوة، على الرغم من أنها ليست ملزمة قانونًا. وفيما يتعلق بأوجه القصور، تأسف منصة (PNPM) لأن الميثاق يجرم الهجرة غير النظامية، وتشير إلى أن التمييز بين المهاجرين النظاميين وغير النظاميين يمكن أن يؤدي إلى انتهاكات حقوق الإنسان، وتأسف أيضًا لأن الهدف رقم 15 من خطة الألفية الجديدة لا يتضمن حاجزا يحظر مشاركة المعلومات بين مقدمي الخدمات وخدمات الهجرة. وعلى الرغم من ذلك، تعتقد منصة (PNPM) أنه نظرًا لأن الميثاق العالمي للهجرة يستند إلى معاهدة حقوق الإنسان الدولية الحالية، يمكن للمجتمع المدني استخدامه كإطار عمل للمرافعة. وفقًا لهذه المنصة، نظرًا لأن الميثاق ينص على أنه يجب على الدول احترام الحقوق الأساسية في كل مرحلة من مراحل الهجرة، فقد يكون لها تأثير إيجابي على حياة المهاجرين، خاصة إذا استخدمها المجتمع المدني بشكل استراتيجي. ووفقًا لها، فإن الميثاق يوفر مفردات إيجابية يمكن البناء عليها، ولا سيما العناصر المتعلقة باحترام الحقوق الأساسية للحياة لجميع المهاجرين، بغض النظر عن وضعهم^[71]. وفيما يتعلق بأهداف «ميثاق مراكش»، رحبت منصة (PNPM) بتلك المتعلقة بإنشاء قنوات للهجرة النظامية، وضعف المهاجرين، والمهاجرين المفقودين، والوصول إلى الخدمات الأساسية والعودة بكرامة^[72].

وكذلك بالمثل، لاحظت جمعية «منار حول الهجرة في المغرب»، خلال مؤتمر 2021 الذي نظمته «مجموعة مجتمعات جنوب الصحراء الكبرى في المغرب»^[73] (CCSM)، حول سياسة الهجرة المغربية، أنه حتى لو لم يكن الميثاق ملزمًا، فإنه يعني ضمنيًا التزامًا أخلاقيًا مهمًا، ويمكن استخدامه كإطار مرجعي، كما أشارت إلى أهمية آلية مراجعة الميثاق^[74]. وبنفس التعليق، ترحب

[66] Ibid., p. 3.

[67] Ibid., p. 5.

[68] Salaheddine Lemaiz, Reactions on the Ground to the Global Compact for Migration, Inter Pressservice, Marrakech December 2018, <http://www.ipsnews.net/2018/12/reactions-ground-global-compact-migration/> (dernière consultation le 3 Janvier 2022).

[69] <https://www.facebook.com/PNPM.MA/>.

[70] PPNPM, Positionnement autour du Pacte: Le Pacte comme un cadre de référence pour les acteurs de plaidoyer, Rabat 2018, p. 3 (non publié ; disponible auprès de l'auteur). Voir aussi Youssef Lakhder, Q&A: The Global Compact that Respects Human Rights During all Stages of Migration, Inter Press Service, Marrakech December 2018, <http://www.ipsnews.net/2018/12/qa-global-compact-respects-human-rights-stages-migration/> (dernière consultation le 3 Janvier 2022).

[71] Ibid.

[72] PMM, Objectifs 5,7,8,15et21

[73] CCSM, Retour sur la conférence du 17 avril 2021: La mise en application du Pacte Mondial sur les migrations et ses limites, Rabat 2021: <https://www.facebook.com/events/3970936989627609/> (dernière consultation le 1 Mars 2022).

[74] Rapport de conférence, pp. 6–7 (pas encore publié, disponible auprès de l'auteur).

جمعية الثقافة «Association Interculturelle Kirikou»، التي تعمل في مجال تعليم الأطفال بالميثاق، وتلاحظ أن الوصول إلى التعليم قد تحسن منذ اعتماده^[75].

وأما الموقف المتشكك بشكل عام تجاه إمكانات الميثاق بشأن سياسات الهجرة في المغرب، فيشير إلى أن الجهات الفاعلة في المجتمع المدني كانت مترددة أيضًا في الإشارة إلى الميثاق في حملاتها وإجراءاتها الاستراتيجية. ويبحث القسم التالي إلى أي مدى استخدم الفاعلون في المجتمع المدني المغربي آلية الميثاق العالمي في عملهم اليومي.

2- الميثاق في الممارسة العملية: موقف متردد بشأن استخدام الميثاق لأغراض المناصرة

في هذا المبحث الفرعي، أوضح مدى تطبيق المجتمع المدني آلية الميثاق في ممارسته للمرافعة. بادئ ذي بدء، في عام 2019، نشرت منصة (PNPM) تقريرين تم الإشارة فيهما إلى الميثاق؛ الأول يتعلق بحصول المهاجرين على الخدمات الأساسية ويشير إلى الهدف 15 في المقدمة^[76]، ويتعلق التقرير الثاني بالوفيات على الحدود ويشير إلى الهدف 8، حيث وضع فقط في الحاشية^[77]. وقد قدمت (PNPM) مسودات هذه التقارير في أيام المجتمع المدني لعام 2018^[78]، إضافة إلى موقفها من الميثاق في مؤتمر وطني في عام 2019^[79]، كما سلط الضوء على برنامج إذاعي تمت دعوة المجتمع المدني والأكاديميين إليه لمناقشة الميثاق^[80]. في نفس الديناميكية، تتشارك «المصلحة القانونية هجرة» «Clinique Juridique Hijra» موقف (PNPM)، وقد نشطت مؤخرًا في توعية المجتمع المدني حول فائدة الميثاق^[81]. وفي إحدى منشوراتها الأخيرة الصادرة في مدونتها، بناءً على وجهات نظر الجهات الفاعلة في المجتمع المدني التي شاركت في الدورات التدريبية التي قدمتها هذه الجمعية، تمت الإشارة إلى الأهداف 1 و 8 و 15 و 16 من الميثاق^[82].

بالإضافة إلى ذلك، عقدت النسخة الأولى من «حوار المجتمع المدني 5 + 5» في عام 2019 في أكادير، وكان الموضوع الرئيسي لهذا الاجتماع هو دور منظمات المجتمع المدني في غرب البحر الأبيض المتوسط في تنفيذ الميثاق، وهدفه تعزيز التعاون

[75] Entretien avec le président de 'l'Association Interculturelle Kirikou'.

[76] PNPM, Etat des lieux de l'accès aux services pour les personnes migrantes au Maroc, Rabat 2019, p. 7, <https://www.cjhm.org/wp-content/uploads/2021/04/PNPM-rapport-2019.pdf> (dernière consultation le 3 Janvier 2022).

[77] PNPM, Identification des personnes migrantes décédées aux frontières maritimes marocaines, Rabat 2019, p. 6, <https://www.cjhm.org/wp-content/uploads/2019/03/Rapport-Morts-aux-Frontieres-PNPM28-2-2019-Version-Finale.pdf> (dernière consultation le 14 Mars 2021).

[78] <https://www.un.org/en/conf/migration/assets/pdf/PNPM-PNPM-ActionAid-Programme.pdf>

[79] Maroc diplomatique, SIEL 2019: Près de 30.000 visiteurs au stand du CNDH consacré à la promotion des droits des migrants, Casablanca 18 Février 2019, <https://maroc-diploma-tique.net/siel-2019-pres-de-30-000-visiteurs-au-stand/> (dernière consultation le 3 Janvier 2022).

[80] Portail e-Joussour, Radio Interview, Rabat 8 November 2018, <https://www.facebook.com/ejoussourportal/videos/1165437483610222/> (dernière consultation le 3 Janvier 2022).

[81] Cette association a co-publié un manuel comprenant une analyse des vingt-trois objectifs du PMM: Refugee Law Initiative/ Plateforme national Protection Migrants/Clinique Juridique Hijra, Analyse des Objectifs du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières –version française, Rabat 2019, <https://cjhm.org/wp-content/uploads/2019/03/Analyse-des-Objectifs-du-Pacte-mondial-pour-des-migrations-s%C3%BBres-ordonn%C3%A9es-et-r%C3%A9guli%C3%A8res-%E2%80%93version-fran%C3%A7aise-1.pdf> (dernière consultation le 3 Janvier 2022). Elle a également organisé des formations au profit de la société civile et des institutions des droits de l'homme : Clinique Juridique Hijra, le Pacte Mondial pour des Migrations sûres, ordonnées et régulières: analyse et indicateurs d'implémentation, Ecole d'Hiver-1ere Edition, Rabat 2021, https://www.linkedin.com/posts/clinique-juridique-hijra_appel-%C3%A0-inscription-formation-pacte-mondial-activity-6744241279170875392-XkTI (dernière consultation le 3 Janvier 2022). En décembre 2021, cette association a publié un numéro spécial sur le PMM dans sa revue Hijra, <https://cjhm.org/revue-numeros> (dernière consultation le 3 Janvier 2022).

[82] Clinique Juridique Hijra, Recommandations d'implémentation du Pacte de Marrakech au Maroc, Novembre 2021, <https://www.cjhm.org/archives/2827> (dernière consultation le 3 Janvier 2022).

الإقليمي بين دول ضفتي غرب البحر الأبيض المتوسط^[83]. وفي هذا الصدد، قالت لجنة الهجرة الإقليمية في أكادير إن الاجتماع يهدف إلى مناقشة كيفية تمكين المجتمع المدني من لعب دور مهم في دعم سياسات الهجرة الوطنية في المنطقة^[84].

والطرف الآخر الذي انخرط مع الميثاق في عمله اليومي هو «تجمع المجتمعات جنوب الصحراء الكبرى في المغرب» (CCSM)؛ حيث يرى أنه على الرغم من أن هذه الجمعيات تفضل الإشارة إلى الاتفاقية الدولية الملزمة قانوناً لحماية حقوق جميع العمال المهاجرين وأفراد أسرهم، إلا أنها تستخدم أحياناً الميثاق في عملها الترافعي، ولا سيما الأهداف 4 و15 و17^[85]. وفي عام 2021، في مؤتمر (CCSM) المذكور أعلاه^[86]، رحبت «منظمة العمل الديمقراطية للعمال المهاجرين في المغرب» ببرنامج الميثاق، رغم أنها شددت على أن حالة هشاشة المهاجرين لم تتغير^[87]. ووفقاً لجمعية «أصوات النساء المهاجرات»، من الصعب قبول التزام المغرب بالهدف رقم 17 من الميثاق العالمي للهجرة، الذي يشجع الدول الأعضاء على القضاء على جميع أشكال التمييز، لأن النساء المهاجرات ما زلن يعانين من التمييز^[88].

وبشكل عام، تشير العديد من منظمات المجتمع المدني إلى الميثاق العالمي في تقاريرها، ولكن لفترة وجيزة فقط وليس كإطار مرجعي، وعلى سبيل المثال، تشير الجمعية المغربية للدراسات والأبحاث حول الهجرات «Association Marocaine d'Études (AMERM) (et de Recherche sur les Migrations)» إلى الميثاق مرتين في تقريرها عن وضعية المهاجرين بدون جنسية. ويرى التقرير أنه نظراً لأن المغرب قد أيد ميثاق الهجرة العالمي، فيجب عليه الوفاء بالتزاماته، من خلال اعتماد تشريع جديد للهجرة، والتصديق على الاتفاقيات الخاصة بمسألة انعدام الجنسية^[89]. وعلى سبيل المثال، تشير «المنظمة المغربية لحقوق الإنسان» إلى الميثاق بشكل ثانوي فقط، في تقريرها لعام 2019 حول وضع حقوق الإنسان في المغرب^[90]. وبصرف النظر عن هذه الاستثناءات، فإن الغالبية العظمى من الجهات الفاعلة في مجال الترافع بشكل عام لا تشير إلى الميثاق في تقاريرها^[91].

[83] Fundacion Euroarabe, Première Édition du « Dialogue 5+5 de la société civile » à Agadir, Agadir 26 Decembre 2019, <https://www.fundea.org/es/node/2403> (dernière consultation le 3 Janvier 2022); Telegramme, Video, Migrations : Une première Édition reussie du « Dialogue 5+5 del la société civile » à Agadir, 30 Novembre 2019, <https://telegramme.info/video-migrations-une-premiere-edi-tion-reussie-du-dialogue-55-de-la-societe-civile-a-agadir-46618.html> (dernière consultation le 3 Janvier 2022).

[84] Telegramme, note 82.

[85] Entretien avec le coordinateur du CCSM.

[86] CCSM 2021, note 72.

[87] Rapport de conférence, note 73, pp. 4-5

[88] Ibid., pp. 5-6.

[89] AMERM, La prévention de l'apatridie chez les migrants et leurs enfants en Afrique du Nord: le rôle des pays d'accueil et des pays d'origine dans l'enregistrement des naissances et la délivrance des documents d'identité: Le cas de l'Égypte et du Maroc, Rabat 2019, p. 20 and 90, http://citizenshiprightsafrika.org/wp-content/uploads/2019/12/AMERM_Rapport-Apatridie-Migrants-fin_2019.pdf (dernière consultation le 14 Mars 2021).

[90] OMDH, Rapport annuel sur la situation des Droits Humains au Maroc 2019, Rabat 2020, p. 163, https://www.fes-maroc.org/fileadmin/user_upload/publications/Rapport_OMDH_VERSION-FRANCAIS_avec_cov.pdf (dernière consultation le 14 Mars 2021).

[91] J'ai enquêté sur les rapports suivants : Economia, HEM Research Center, Les déterminants socioculturels d'accès à la santé des personnes migrantes au Maroc, Rabat 2021, <http://economia.ma/fr/Travaux-de-recherche/etude-les-d%C3%A9terminants-socioculturels-d%E2%80%99acc%C3%A8s-%C3%A0-lasant%C3%A9-des-personnes> (dernière consultation le 14 Mars 2021); Association Marocaine des Droits Humains (AMDH), Rapport Migration et Asile à Nador: de graves violations au services des politiques migratoires Européennes, Nador 2019; Organisation démocratique des Travailleurs Immigrés au Maroc, Durcissement des Conditions de Renouveau des Titres de séjour des Personnes Migrantes au Maroc, Rabat 2020; ASCOMS, Les Personnes Migrantes en situation régulière risquent de basculer dans l'irrégularité, Rabat 2020, <https://www.facebook.com/Plateforme-Ascoms-152957588907804/photos/pcb.629609484575943/629609391242619/>; Association Beni-Znassen pour le développement, la culture et la solidarité-Oujda (ABCDS) et autres Association des Sénégalais du Maroc Oriental (ASMO), Association Sakia-al-Hamra pour la Migration et le Développement-Laayoune (ASHMD), Organisation Démocratique des Travailleurs immigrés au Maroc (Odt-I), Conseil des Migrants Subsahariens au Maroc (CMSM), Association Rencontre Méditerranéen pour l'immigration et le développement (ARMID)), Covid19 et situation des migrants et réfugiés au Maroc, Oujda 2020 ; Association Thissaghanasse pour la Culture et le Développement (ASTICUDE), Communiqué / Appel, Nador 2020 ; GADEM, Covid-19: le gouvernement marocain en action mais quelles mesures pour les personnes étrangères au Maroc?, Rabat 2020, <https://www.gadem-asso.org/covid-19-le-gouvernement-marocain-en-action-mais-quelles-mesures-pour-les-personnes->

وأما جمعية «كاريتاس المغرب»، فلا تتفق مع موقف المنصة (PNPM)، وتعتبر أن الميثاق «غير مجد». ولهذا السبب، فإن الجمعية لا تشير إليه في عملها اليومي فيما يتعلق بالحصول على الخدمات^[92]. علاوة على ذلك، أوضحت جمعية مستقبل أطفالنا «Association Meilleur Avenir pour Nos Enfants» أنها تلتزم بموقف منصة (PNPM)، ولكنها لا تشير إلى الميثاق في عملها اليومي^[93]. وبالمثل، فإن جمعية التضامن «Association Maroc Solidarité Médico-sociale» هي الأخرى تدعم موقف (PNPM)، ولكنها لا تشير إلى الميثاق وتقول: «إنه ليس قانوناً»^[94]. وتتأسف أيضاً، جمعية أضواء حول الهجرة في المغرب «Lumière sur l'Emigration au Maroc» على أن المجتمع المدني لا يلعب دوراً في مراقبة تنفيذ الميثاق، وتدعو المجتمع المدني لاستخدامه كإطار للترافع، لأن المغرب لديه التزام أخلاقي لتنفيذه^[95]. كما تتأسف كذلك، جمعية الثقاف «Intercultural Association Kirikou» لأنه بعد اعتماد الميثاق، لم يشارك المجتمع المدني في مناقشة ما بعده، على عكس مشاركته النشطة أثناء عملية الصياغة. وأن أوجه التعاون التي تمت أثناء عملية الصياغة لم تتحقق في شكل تعاون في مرحلة التنفيذ. ووفق تقريرها، كان على المجتمع المدني أن يضع آليته الخاصة لرصد المناقشات خلال عملية الاعتماد، والتفاوض بشأن الميثاق^[96].

وبينما يشير بعض الفاعلين في المجتمع المدني إلى الميثاق العالمي وأهدافه في تقاريرهم، فهم مترددون عمومًا في استخدام الميثاق لأغراض المرافعة. وقد كانت الشكوك الأساسية حول قدرتها على تحسين سياسات الهجرة تترجم، بشكل أو بآخر، مباشرة إلى ممارسة الجهات الفاعلة في المجتمع المدني في تنفيذ الميثاق.

ثالثاً: حالات الاختبار: تنفيذ الهدف 15 في المغرب

بينما تناولت الأقسام السابقة التصورات والمواقف العامة للحكومة والجهات الفاعلة في المجتمع المدني تجاه الميثاق، فإن كيفية ترجمة هذه المواقف العامة إلى ممارسة سياسية ملموسة ليست واضحة بعد. من أجل إلقاء مزيد من الضوء على تفاصيل وديناميات تنفيذ الميثاق فيما يتعلق بقضايا السياسة الملموسة، يقدم هذا القسم ردود الجهات الفاعلة الحكومية والمجتمع المدني على الهدف رقم 15 من الميثاق.

سأصف أولاً الإطار المعياري المتضمن في الهدف رقم 15، ثم سأقدم وجهة نظر الحكومة على أساس الفرز، وخطة التنفيذ، والمراجعة الطوعية. وفي الأخير، سأعطي تقريراً عن وجهات نظر المجتمع المدني.

1- مؤشرات تنفيذ الهدف رقم 15

تلتزم الدول بموجب الهدف رقم 15، بضمان أن جميع المهاجرين، بغض النظر عن وضعهم كمهاجرين، يمكنهم ممارسة حقوقهم الإنسانية من خلال ضمان الولج الآمن من الخدمات الأساسية. ويصرح هذا الهدف بالأساس بأهمية الولج إلى خدمات التعليم والرعاية الصحية، كما لا يستبعد الخدمات الأخرى. تُظهر الإشارة الصريحة إلى التعليم والرعاية الصحية

[etrangeres-au-maroc/](https://www.gadem-asso.org/pour-un-moratoire-sur-lapplication-des-dispositions-de-la-loi-n-02-03-relatives-au-sejour-des-etranger-e-s-au-maroc-pour-raison-humanitaire-durand-toute-la-periode-de-letat-d-urgence-sanitaire/) (dernière consultation le 14 mars 2021); GADEM, Pour un moratoire sur l'application des dispositions de la loi n° 02-03 relatives au séjour des étranger-e-s au Maroc pour raison humanitaire durant toute la période de l'état d'urgence sanitaire!, Rabat 2020, <https://www.gadem-asso.org/pour-un-moratoire-sur-lapplication-des-dispositions-de-la-loi-n-02-03-relatives-au-sejour-des-etranger-e-s-au-maroc-pour-raison-humanitaire-durand-toute-la-periode-de-letat-d-urgence-sanitaire/> (dernière consultation le 14 mars 2021).

[92] Correspondance par courriel avec le directeur de 'Caritas Rabat'.

[93] Entretien avec deux membres du personnel d'AMANE'.

[94] Correspondance par courriel avec le président de 'MS2'.

[95] Rapport de conférence, note 73, pp. 6–8.

[96] Entretien avec le président de cette association.

أن الدول تأخذ هاتين الخدمتين الأساسيتين على محمل الجد، الأمر الذي يمكن أن يعزز التنفيذ الفعال للهدف 15.^[97] ولضمان الولوج إلى هذه الخدمات، ينصح الهدف 15 الدول بشكل أساسي بضمان تمكينها عبر أربعة أبعاد: الحقوق التي يوجبها القانون، الولوج إلى العمل، الولوج القابل للتطبيق، الولوج الخاضع للرقابة. وفي نفس السياق، يتم تشجيع الدول على إنشاء أو تكليف مؤسسة قائمة على حقوق الإنسان لرصد الولوج إلى تلك الخدمات.^[98]

أما فيما يتعلق بالحقوق التي يوجبها القانون، يشجع الهدف 15 الدول على سن القوانين واتخاذ التدابير للقضاء على جميع أشكال التمييز، بغض النظر عن الحالات التي قد لا تكون فيها الخدمات المقدمة هي نفسها وفقاً لقانون الهجرة.^[99] وتتمثل الخطوة الأولى نحو تحقيق هذا الهدف في مراجعة التشريعات الوطنية القائمة، والمتعلقة بالحصول على الرعاية الصحية والتعليم، من أجل تحديد الحالات التي يتم فيها إخفاء التمييز على أسس أخرى، غير مسموح به، على أنه تمييز على أساس حالة الهجرة (مصرح بها).^[100]

وبخصوص الولوج إلى العمل، يشجع الهدف 15 الدول على دمج الاحتياجات الصحية للمهاجرين في السياسات الصحية الوطنية، وتقليل حواجز الاتصال، على سبيل المثال من خلال تزويد مقدمي الرعاية الصحية بالتدريب مع مراعاة الاختلافات الثقافية.^[101] كما يشجع الهدف الدول على توفير تعليم شامل للأطفال المهاجرين ذي جودة مماثلة لجودة تعليم الأطفال غير المهاجرين، فضلاً عن جودة تعليم اللغات واكتسابها.^[102] بالإضافة إلى ذلك، يدعو الهدف 15 الدول إلى إنشاء نقاط خدمة آمنة ويسهل الوصول إليها، وتوفير المعلومات ذات الصلة بالخدمات الأساسية.^[103]

وفيما يتعلق بالولوج المستدام/ الدائم، والقابل للتطبيق، يشجع الهدف 15 الدول الأعضاء على ضمان سلامة وأمن المهاجرين، ولا سيما من هم في وضع غير نظامي. ويشجع كذلك، الدول على ضمان التعاون بين مقدمي الخدمات وسلطات الهجرة، بدون تأثير على وضع المهاجرين غير النظاميين، كحرمانهم من الوصول الآمن إلى الخدمات الأساسية أو انتهاك حقوقهم الأساسية في الخصوصية والحرية والأمن في الأماكن التي يتم فيها تقديم الخدمات الأساسية.^[104] وعلى عكس النسخة السابقة من الميثاق، لا يشجع هذا الهدف الدول بشكل صريح على تضمين «جدار حماية» يحظر تبادل المعلومات بين سلطات الهجرة ومقدمي الخدمات.

وبخصوص البعد الرابع والأخير، المتعلق برصد الولوج إلى الخدمات، يشجع الهدف 15 الدول على إنشاء أو تفويض مؤسسات وطنية مستقلة، مثل هيئات حقوق الإنسان، من أجل دراسة الشكاوى المتعلقة بالحالات التي يُرفض أو يعيق فيها بشكل منهجي حصول المهاجرين على الخدمات الأساسية، لتيسير الحصول على الإنصاف وضمان تطوير الممارسات.^[105] وتتمثل

[97] *Bethany Hastie*, GCM Commentary: Objective 15: Provide access to basic services for migrants, RLI GCM blog series, 15 October 2018 <https://rli.blogs.sas.ac.uk/2018/10/15/gcm-commentary-objective-15-provide-access-to-basic-services-for-migrants/> (dernière consultation le 4 Janvier 2022).

[98] PMM, Objectif 15, point (d). A ce propos, voir *Hastie*, Commentary on the Implementation of Objective 15: Access to Basic Services, RLI GCM blog series, 21 January 2021, <https://rli.blogs.sas.ac.uk/2021/01/21/commentary-on-the-implementation-of-objective-15-access-to-basic-services/> (dernière consultation le 4 Janvier 2022).

[99] PMM, Objectif 15, point(a).

[100] *Hastie*, GCM Indicators : Objective 15: provide access to basic services for migrants, RLI GCM blog series, 17 March 2019, <https://rli.blogs.sas.ac.uk/2019/03/17/gcm-indicators-objective-15-provide-access-to-basic-services-for-migrants/> (dernière consultation le 4 Janvier 2022).

[101] PMM, Objectif 15, point(e).

[102] PMM, Objectif 15, point(f).

[103] PMM, Objectif 15, point(c).

[104] PMM, Objectif 15, point(b).

[105] PMM, Objectif 15, point(d).

الخطوة الحاسمة نحو تنفيذ الهدف 15 في تكليف مؤسسات حقوق الإنسان المستقلة بضمان الولوج والوصول إلى الرعاية الصحية والتعليم.

2- وجهة نظر الحكومة في تنفيذ الهدف 15

إذا كانت المراجعة التقييمية تتعلق بالحكومة من خلال الهدف 15، كما أشير أعلاه، فليس هذا هو الحال بالنسبة للمراجعة الطوعية. ولذلك يستند هذا القسم الفرعي إلى تقرير ما قبل عرض الميثاق. وفيما يتعلق بالحقوق التي ينص عليها القانون، تقول الحكومة إن الحصول على التعليم والصحة: «مكفول للمهاجرين وطالبي اللجوء واللاجئين، بغض النظر عن وضعهم الإداري، على قدم المساواة مع المواطنين المغاربة»^[106].

يتم تنظيم هذه الخدمات في توجيهات سياسية، تسمى مناشير، صادرة عن الوزارات والمؤسسات الحكومية الأخرى. كما، أنها ليست أعمالاً قانونية أو قرارات إدارية، أي أنها، من حيث المبدأ، ليس لها طبيعة قانونية، لأنها لا تؤثر على النظام القانوني^[107]. وفي التعليم، يشير التقييم إلى منشور عام 2013، الذي يمنح الأطفال المهاجرين حق الوصول إلى التعليم^[108]. وكذلك، الأطفال الذين لا يستطيعون الالتحاق بالتعليم العادي، يحصلون على تعليم غير رسمي وتدريب مهني^[109]. وفيما يتعلق بالرعاية الصحية، تمت الإشارة إلى تعديل لائحة إجراءات المستشفيات في عام 2011 لتحديد «قبول المرضى غير المغاربة، أو المصابين، في دور العجزة، بغض النظر عن وضعهم الإداري في نفس الظروف مثل المرضى المغاربة»^[110]. ويتم الرجوع إلى مناشير مختلفة، والتي بموجبها يمكن للمهاجرين الوصول إلى مراكز الرعاية الصحية الأولية والرعاية الطارئة في المستشفيات، بغض النظر عن وضعهم كمهاجرين^[111]. وجود توجيهات سياسة ما قبل الميثاق، وحقيقة أن البحث لا يذكر أي تعديلات تشريعية أو سياسية مخططة لمواصلة تنفيذ الهدف 15، تشير إلى أن الوصول إلى الخدمات الأساسية قد تم دمجها بالفعل في السياسة الوطنية قبل اعتماد الميثاق. وفي هذا الصدد، أوضحت الحكومة أن المغرب قد أدخل بالفعل القوانين اللازمة والمبادئ التوجيهية للسياسة لضمان الوصول إلى الخدمات الأساسية، لذلك ليست هناك حاجة لإدخال سياسة محددة أو تعديل التشريع الحالي^[112].

وفي البعد المتعلق بالتمكين العملي، فإن معظم الإجراءات^[113] المقترحة في مشروع خطة التنفيذ الوطنية، المدرجة في المراجعة^[114]، مرتبطة بهذا الهدف، ففيما يتعلق بالرعاية الصحية: اقترحت الحكومة تفعيل الخطة الوطنية للصحة والهجرة، لتحسين قدرات النظام الصحي وإدراج قضايا الهجرة في مناهج المدرسة الوطنية للصحة العامة. وبخصوص الحصول على التعليم، تقترح الخطة دمج قضايا الهجرة في التدريب المقدم لموظفي التعليم (خاصة الإداريين)، وتقديم دورات علاجية في

[106] Ministère délégué 2018, note23, p.52.

[107] En droit administratif marocain, il y a plusieurs opinions sur la nature juridique des circulaires, voir :<https://ifada.ma/articles-selectionnes/globale-8110.html> (dernière consultation le 4Janvier2022).

[108] Ministère délégué 2018, note23, p.52. Voir également le rapport du Médiateur dans lequel il est fait référence aux circulaires: Médiateur pour la Démocratie et les Droits de L'Homme,

[109] a situation des droits et libertés au Maroc pour l'année 2019, Rabat 2020, p. 122. Le résumé français est disponible sur: <https://mediateurddh.org.ma/storage/app/media/Manchoratona/resume-executif.pdf> (dernière consultation le 14 Mars2021).

Ministère délégué2018, note 23, p. 53.

[110] Ibid., pp. 53–54.

[111] Ibid., p. 53. Voir aussi Ombudsperson 2019, note 107, pp. 123–124.

[112] Entretien avec un membre du personnel du Ministère Délégué chargé des Marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration.

[113] Ministère délégué 2018, note 23, pp. 54–55.

[114] Ibid, p. 8 and 12.

المدارس، وإجراء البحوث حول احتياجات تعليم المهاجرين، من أجل تقييم السياسات الحالية؛ حيث يمكن اعتبار هذه التدابير استجابة إيجابية للهدف 15.

وبخصوص البعد المتعلق بالتمكين والتطبيق المستدام، تجدر الإشارة إلى أن المراجعة الحكومية السابقة تبقى صامته.

وأما البعد الأخير المتعلق بالمراقبة، فلا تقول الحكومة كذلك شيئاً عن إنشاء أو تفعيل المؤسسات الوطنية المستقلة لحقوق الإنسان؛ المسؤولة عن متابعة الشكاوى عند رفض الوصول إلى الخدمات الأساسية^[115]. وفي مقابلة شفوية، أوضح أحد موظفي الوزارة المفوضة أنه لم يتم تكليف أي مؤسسة مستقلة رسمياً بمراقبة الوصول إلى الخدمات الأساسية. وتم تأكيد هذه المعلومات من قبل عضو ميداني في المجلس الوطني لحقوق الإنسان^[116]. وهذا يتعارض مع الهدف 15، الذي يتطلب صراحة إشراك المؤسسات المستقلة في عملية المراقبة.

وباختصار، لقد وضع المغرب بالفعل عددًا من الحقوق الملموسة في الخدمات الأساسية، لا سيما في سياق التعليم والرعاية الصحية. ومع ذلك، فشلت الحكومة حتى الآن في تحديد ومعالجة ممارسات نوعية محددة، ولم توفر المراقبة المستقلة.

3 - منظور المجتمع المدني في تنفيذ الهدف رقم 15

تظل إشارات المجتمع المدني إلى نموذج الميثاق الدولي، كما ذكر أعلاه، وكذلك أيضًا الهدف 15، محدودة. ويُعد تقرير منصة (PNPM) لعام 2019 استثناءً، رغم أنه يكرر فقط نص الهدف 15 في الفصل التمهيدي، ولا يحتوي على تقييم شامل بناءً على هذا الهدف. لكن هذا لا يعني أن المجتمع المدني لم يراقب مسألة ولوج المهاجرين إلى الخدمات.

وعلى عكس الصورة الإيجابية التي نقلتها الحكومة، أفاد المجتمع المدني^[117] والوسيط القانوني الاجتماعي^[118] أن القانون الوطني يضمن الولوج إلى التعليم والرعاية الصحية (أي الحق بموجب القانون)، ولكن بقي حق الولوج إلى العمل غير متاح بعد؛ ففيما يتعلق بالتعليم، أفاد بأن المدارس ما زالت ترفض تسجيل الأطفال المهاجرين غير القادرين على تقديم شهادة ميلاد^[119]. كما تم التصريح أن بعض المستشفيات ترفض إصدار تقارير الولادة عندما لا يتمكن الآباء المهاجرون من دفع رسوم المستشفى، مما يؤدي إلى عدم تمكن المهاجرين غير الشرعيين من الحصول على شهادة ميلاد^[120]. وتتعارض هذه الممارسة مع الهدف 15. وبما أن هذه الوثيقة ليست مطلوبة بشكل عام للالتحاق بالمدارس الابتدائية، فإن هذه الممارسة تتعارض مع مبدأ «عدم التمييز» لأنها تميز بشكل غير مباشر ضد المهاجرين الذين هم في وضع غير نظامي^[121].

وبخصوص الرعاية الصحية، يُذكر أن حق الوصول إلى المستشفيات يُمنع في كثير من الأحيان، عندما لا يتمكن المهاجرون الذين يسعون للحصول على المساعدة الطبية من تقديم وثائق الهوية^[122]. بالإضافة إلى ذلك، غالبًا ما يُحرم الوصول إلى

[115] Entretien avec le délégué ministériel, note111

[116] Entretien avec un membre du personnel de la CNDH. Il convient toutefois de mentionner que la CNDH a co-organisé une 'Consultation régionale des institutions nationales africaines des droits de l'homme sur la révision régionale du PMM', Rabat 26 Août 2021, https://migrationnetwork.un.org/sites/default/files/docs/2_-_regional_consultation_of_african_national_human_rights_institutions_.pdf, https://migrationnetwork.un.org/sites/default/files/docs/side_event_-_regional_consultation_of_african_national_human_rights_institutions_.pdf.

[117] Economia2021, note90; PNPM2019,note 75.

[118] Ombudsperson2020,note107.

[119] Ibid., p. 124. Les tribunaux nationaux ont statué en 2019 que cela violait le droit national et international (Tribunal Administratif de Rabat, 12 Février 2019, Jugement n° 542; Tribunal Administratif de Rabat, 12 Février, Jugement n° 543).

[120] Ombudsperson2020,note107, p.124.

[121] Comparez avec *Hastie*2019, note99.

[122] Economia2021, note 90, p. 50.

مراكز الرعاية المحلية عندما لا يتمكن المهاجرون الذين هم في وضعية غير قانونية من تقديم عنوان محل إقامتهم أو سكنهم^[123]. ويتعارض هذا الوضع مع الهدف 15 الذي يشجع الدول على الحد من جمع المعلومات المتعلقة بحالة الهجرة من أجل تحفيز التطبيق العملي. علاوة على ذلك، أفادت الجهات الفاعلة في المجتمع المدني أن الوضعية القانونية للمهاجرين لها تأثير مباشر على الولوج إلى الرعاية الصحية؛ حيث يخشى المهاجرون غير النظاميين الاعتقال من قبل سلطات الهجرة^[124]. كما أن المهاجرين غير النظاميين الذين يستقرون في المنطقة الشمالية من البلاد، بالقرب من الحدود الإسبانية المغربية، مترددون بشكل خاص من الاقتراب من المراكز الصحية؛ لأن الشرطة موجودة بانتظام في المناطق التي يوجد بها مقدمو الخدمات. وتسعى لاعتقالهم وترحيلهم إلى المنطقة الجنوبية من البلاد^[125]. وفي هذا السياق، أفادت الجهات الفاعلة في المجتمع المدني أن الخدمات الصحية تتبادل المعلومات بانتظام مع سلطات الهجرة، والتي تشرع بعد ذلك في اعتقال المهاجرين المعنيين^[126]. وعلى الرغم من أن ممارسة مشاركة المعلومات هذه لا يحظرها الهدف 15، لأنها لا تتضمن صراحةً «جدار الحماية»، فقد أوصى المجتمع المدني مؤخرًا بإدخال «جدار الحماية» وإتاحة قواعد الوصول إلى الخدمة لموظفي ومزودي الخدمة من أجل تحقيق الهدف الصريح للهدف 15 بشكل فعال؛ للحد من منع المهاجرين في وضع غير نظامي^[127].

وبشكل عام، لم تشارك الجهات الفاعلة في المجتمع المدني بشكل كبير مع الهدف 15 من الميثاق في ممارسات المناصرة والدفاع الخاصة بهم. ومع ذلك، ذكرت بعض المنظمات على الأقل الهدف، في مطالبتها العامة، لتحسين وصول المهاجرين إلى الخدمات الأساسية. وعلى عكس النسخة النهائية من الميثاق، أصر الفاعلون في المجتمع المدني على الحاجة إلى إنشاء «جدار الحماية»، يضمن بشكل فعال الوصول الآمن إلى الخدمات الأساسية وتمنع ترحيل المهاجرين عندما يطلبون هذه الخدمات.

رابعاً: تأثير الميثاق في المغرب: الحفاظ على الوضع الراهن بمساعدة PMM»

يتمثل الاهتمام الرئيسي لهذه الورقة في تحليل مدى دعم ممارسات الحكومة والمجتمع المدني لإمكانات الميثاق PMM؛ كأداة قانونية غير ملزمة، للتأثير بشكل فعال على نظام الهجرة المغربي. وقد أظهرت الأقسام السابقة أن الحكومة المغربية، من ناحية، تشارك بنشاط في الميثاق، وتعتمد عليه لإضفاء الشرعية على سياسات الهجرة الخاصة بها، في حين أن غالبية المجتمع المدني، من ناحية أخرى، لا يعتبر أن أهداف الميثاق (PMM) واعدة للغاية، بل إنها مترددة في الاحتجاج بها. وفيما يلي، أحلل إلى أي مدى هذه الممارسات المتعارضة للحكومة والجهات الفاعلة في المجتمع المدني تؤثر على تأثير الميثاق في سياسة الهجرة المغربية.

[123] Ibid., p. 50.

[124] Ibid, p. 35.

[125] Plateforme des Associations et Communautés Subsahariennes au Maroc (ASCOMS), webinaire «Deuxième Phase du Projet de Sensibilisation et de Plaidoyer pour l'Accès des Personnes Migrantes, Demandeuses d'Asile et Réfugiées aux Services Sociaux de Base (Santé, Éducation et Justice) Tanger-Nador-Oujda» réalisé par la Plateforme ASCOMS, Rabat 2020, <https://facebook.com/EuroMedDroitsTunisie/videos/300250181093042/> (dernière consultation le 13 Mars 2021). For more information about the situation in the Northern region of the country, see: GADEM, Coûts et blessures Rapport sur les opérations des forces de l'ordre menées dans le nord du Maroc entre juillet et septembre 2018 – Éléments factuels et analyse, Rabat 2018, <https://loujna-tounkaranke.org/maroc-gadem-couts-et-blessures/> (dernière consultation le 4 Janvier 2022)

[126] Déclaration d'un membre du personnel de l'association 'Lumière sur l'Émigration au Maroc' (ALECMA), lors de l'école d'hiver organisée par 'Clinique Juridique Hijra', Rabat 2021 (see note 80, above).

[127] Clinique Juridique Hijra 2021, note126

تجدد الإشارة في البداية، إلى أن الحكومة قد شاركت بنشاط في عملية التفاوض بشأن الميثاق، وأعربت عن دعمها القوي قبل اعتماده وبعده، وأقرت صراحة بإمكانية تطبيقه، وقد تم التعبير عن هذا في العديد من البيانات الرسمية. وهذه بالتأكيد نقطة انطلاق جيدة للميثاق «PMM» ليكون له تأثير، خاصة إذا تكرر المرء أن المغرب لا يولي أي اهتمام لطابعه غير الملزم قانوناً، على عكس العديد من الدول الأعضاء الأخرى. بالإضافة إلى ذلك، شاركت الحكومة بنشاط في آلية مراجعة الميثاق عبر عدة محطات:

أولاً، طورت الحكومة آلية التقييم والمتابعة الأولية، بما في ذلك مشروع خطة التنفيذ الوطنية.

ثانياً، انضم المغرب إلى مبادرة «البلدان الرائدة» التي أطلقتها منظمة (UNMN) وشاركت بنشاط في اجتماعاتها.

ثالثاً، شرعت الحكومة في التقييم والمتابعة الإقليمية في كل من المنطقة العربية والإفريقية. وقدمت تقريراً عن المتابعة والتقييم الطوعي، وشاركت في اللقاء الإقليمي الأول في المنطقة العربية، واستضافت اللقاء الأفريقي.

ولذلك، استجاب المغرب لنداء الميثاق «PMM»، للانخراط في آلية التقييم والمتابعة الخاصة به. وفي البداية، هذه شروط جيدة لكي يكون للميثاق تأثير على سياسة الهجرة المغربية.

يبدو أيضاً، أن حقيقة اعتبار المغرب بلد هجرة وعبور وملجأ يزيد من تأثير الميثاق. وتعتمد أولويات الدول فيما يتعلق بتنفيذ الميثاق على المصالح الوطنية، وما إذا كانت دولاً مضيفة أو دولاً منشأً^[128]. وكما ذكر أعلاه، يأخذ المغرب في الاعتبار موقعه الثلاثي عندما يذكر أنه: «بلد هجرة وعبور وملجأ، ويؤمن بأن الميثاق العالمي للهجرة يحدد فهماً مشتركاً للهجرة والمسؤوليات المشتركة، وهدف مشترك للتصدي لتحديات الهجرة بروح الكسب النافع واستغلال فرصها»^[129]. ويتجلى ذلك في أولويات المغرب فيما يتعلق بتنفيذ الميثاق العالمي للهجرة^[130]. كبلد منشأً، يتناول المغرب الجوانب ذات الصلة من الميثاق لمواطنيها المقيمين على التراب المغربي، وعلى سبيل المثال، إنشاء موقع إعلامي؛ لتعزيز «العيش معاً» وإبراز «قصص النجاح». وكدولة عبور، فإنه يهتم بالتحركات عبر الحدود؛ كمواضيع إدارة الحدود، الاتجار بالبشر، التهريب، العودة. وكبلد ملجأ، فإنه يتعامل مع قضية الاندماج؛ من خلال الولوج إلى سوق العمل، والتشريعات المتعلقة بالهجرة (قانون الهجرة واللجوء). وبما أن الميثاق يغطي المصالح والأبعاد الثلاثية للمغرب، فيمكن اعتبارها إطاراً مفيداً لها، وتزيد من تأثيره.

بالإضافة إلى ذلك، تعتمد الحكومة على الميثاق في إضفاء الشرعية على سياستها. ويظهر تقرير المراجعة الطوعية المغرب على أنه بطل تنفيذ الميثاق، ومع ذلك، لم يتم إثبات هذا الادعاء؛ حيث لم تتناول المراجعة الطوعية كل هدف على حدة، ولم تتضمن خطة تنفيذ وطنية؛ كما يتم تنفيذه بدون مساهمة واضحة من الجهات الفاعلة في المجتمع المدني، مما يفسر سبب تقديم المتابعة والتقييم الطوعي صورة إيجابية ناقصة. ومثل هذه الممارسة لا تعزز آلية مراجعة الميثاق. يوضح البحث السابق للهدف 15، والمعروض أعلاه، أن السياسة الوطنية بشأن الوصول إلى الخدمات لا تتماشى بعد بالكامل، مع آلية إدارة مشاريع الميثاق، لا سيما فيما يتعلق برصد ولوج الخدمات الأساسية. لذلك، يبدو أن الرغبة في تطبيق برنامج الرصد العالمي تتجلى في الأقوال أكثر منها في الممارسة العملية. ويظهر أيضاً، أن الحكومة تستخدم آلية المراجعة كأداة لتعزيز سمعتها كشريك هجرة موثوق به. والآن بعد أن اعتمدت الحكومة على الميثاق لإضفاء الشرعية على سياستها، فإن هذا

[128] Gottardo/Rego, note12, p.12.

[129] Ambassador August 2020, note29, p.2.

[130] Ibid., pp. 1–2.

بالتأكيد شرط جيد لكي يكون للميثاق تأثير؛ حيث أن عدم الامتثال سيأتي بتكاليف أعلى على السمعة.

والعامل الأخير، الذي يرجح أن يزيد من تأثير الميثاق؛ هو ادعاء المغرب بأنه زعيم شؤون الهجرة الأفريقية، من خلال المشاركة النشطة في إنشاء المرصد الأفريقي للهجرة، واستضافة هذه الوكالة، وقد استجاب المغرب بشكل إيجابي للهدف الأول من الميثاق حول جمع البيانات.

وبالنظر إلى أن المرصد يهدف إلى توجيه الدول الأفريقية لتنفيذ الميثاق، والإشارة إلى تشريعاته التي تشير بوضوح إلى ذلك، فإن هذه الممارسة تزيد من التأثير المحتمل للميثاق ليس فقط في المغرب، ولكن أيضاً في إفريقيا بشكل عام. ومع إنشاء المرصد، اتخذ المغرب ودول أفريقية أخرى خطوة ملموسة نحو تنفيذ الميثاق. وحقيقة أن المغرب يستضيف الآن هذه الوكالة يعزز ريادته وسمعته في أفريقيا. كما أنه من المؤكد أن عدم التزام المغرب بألية الميثاق سيقوض هذا الموقف المزعوم. وبالتالي، يترتب على ذلك أن اكتساب السمعة أو فقدانها متورط بقوة مع حكومة ترندي زي رأس الحربة للميثاق. وهذا يدل على أنه إذا تم استخدام ممارسة التدقيق أيضاً «للتسمية والإذلال»، سيكون لذلك عواقب على التزام المغرب. وهذا يزيد من إمكانية التأثير التدريجي للسياسات الوطنية؛ بمعنى أنه يوجه الدول للتنفيذ والتطبيق الفعال للميثاق.

2- ممارسات المجتمع المدني: عدم القدرة والإحجام على تنفيذ الميثاق

بادئ ذي بدء، يرى غالبية المجتمع المدني أن محتوى الميثاق يمثل إشكالية كبيرة، وعلى الرغم من أن عددًا قليلاً من المنظمات غير الحكومية كانت إيجابية بشأن أجزاء منه، إلا أنها لا تستدعي جميع آليات الميثاق في عملها اليومي. والسبب الرئيسي الذي تم الاستشهاد به لتفسير هذا الإحجام هو الطبيعة غير الملزمة للميثاق. وعلى الرغم من أن بعض الجهات الفاعلة في المجتمع المدني قد شاركت (مؤخرًا) في صياغته، إلا أن مشاركتها تقتصر على عدد قليل من المراجع. وتُظهر حالة الاختبار المتعلقة بالهدف 15 أن المنظمات غير الحكومية التي تراقب الولوج إلى الخدمات لا تعتمد على هذا الهدف، باستثناء منصة (PNPM)، و«المصححة القانونية الهجرة»، والتي تشير إلى ذلك بشكل سطحي في تقاريرها. وفي وقت كتابة هذه الورقة، لم تنشر أي منظمة غير حكومية تقرير مراجعة مستقل و«موضوعي» حول تنفيذ الميثاق. وهذه الممارسة لا تدعم تأثيره بشكل فعال.

ومع ذلك، فإن الإشارات الأخيرة إلى الميثاق، وحقيقة أن بعض المنظمات تشجع الآخرين على استخدامه، يمكن أن يُنظر إليها على أنها من المحتمل أن تعزز دور المجتمع المدني في تنفيذ آلياته. وقد يؤدي ذلك فيما بعد إلى زيادة قدرته على التأثير في السياسة الوطنية.

وتجدر الإشارة أيضاً، إلى عدم وجود إجراء وطني محدد بوضوح للمجتمع المدني للمساهمة في عملية المتابعة والتقييم، على عكس مرحلة ما قبل الميثاق؛ حيث نظم المجتمع المدني اجتماع «حوار المجتمع المدني 5 + 5» في عام 2019، رغم أن كيفية مساهمته في عملية المراجعة الوطنية غير واضحة، ولا تتماشى مع مقاربة «المجتمع بأكمله» الذي يتبعها الميثاق، والذي يدعو إلى المشاركة الفعالة للمجتمع المدني أيضاً في مرحلة تنفيذه. وبالتالي فإن الممارسة الحالية تقلل بالأحرى من قدرة المجتمع المدني على التأثير في فعالية الميثاق.

وبخصوص وجهات النظر النقدية للمجتمع المدني، يمكن تحديد حجتين نقديتين رئيسيتين: الأولى تشير إلى أن الميثاق يخدم فقط مصالح بلدان الشمال، والثانية تركز على تهديدات الاتفاقية الدولية لحماية حقوق جميع العمال المهاجرين و أفراد أسرهم. ففيما يتعلق بالنقطة الأولى، فتزعم أن الميثاق يفتقر إلى الشرعية؛ لأنه يدعم فقط السياسات المتعلقة بالهجرة غير النظامية في دول الشمال. وفي هذا السياق، يشير المجتمع المدني إلى أهداف الميثاق المتعلقة بالهجرة غير النظامية ومنها:

مراقبة الحدود، احتجاز المهاجرين، إعادة القسرية، إعادة أو ترخيص القبول وجمع البيانات. ويشير فحص التقارير الطوعية المقدمة من دول الهجرة الشمالية إلى أن الميثاق يستخدم بالفعل لمكافحة الهجرة غير النظامية. وعلى سبيل المثال، تُظهر المتابعة الطوعية الهولندية أن الحكومة توظف الميثاق كأداة دبلوماسية تستخدم في المقام الأول لمكافحة الهجرة غير النظامية، وتؤكد أن هذا ليس ملزمًا، باستثناء دول الجنوب عندما تتعلق القضية بالإعادة القسرية وإعادة قبول المهاجرين غير الشرعيين^[131]. وهذا يؤكد الأصوات المتشككة لغالبية المجتمع المدني المغربي؛ رغم أن المقاربة التي تركز على مكافحة الهجرة غير النظامية لا تقتصر على بلدان الهجرة في شمال القارة. والمغرب، على سبيل المثال، يولي اهتماما كبيرا أيضا لمكافحة الاتجار بالبشر والتهريب ومراقبة الحدود وسياسات العودة؛ حيث تُظهر حالة التقييم الخاصة بالهدف 51 أن المهاجرين غير النظاميين لا يتمتعون دائمًا بإمكانية عملية وقابلة للحياة للحصول على الخدمات الأساسية. ويمكن النظر إلى هذه السياسة المغربية على أنها إجراء لمكافحة الهجرة غير النظامية في سياق الجنوب-الجنوب^[132].

وأما النقطة الثانية والحاسمة، التي تطرحها غالبية المجتمع المدني، والمرتبطة بمناقشة الشمال / الجنوب، فيتم التشكيك من خلالها في فائدة الميثاق؛ لأن الاتفاقية الدولية لحماية حقوق جميع العمال المهاجرين وأفراد أسرهم، والتي لم يتم اعتمادها بعد من قبل دول الشمال، موجودة بالفعل^[133]. ومن وجهة نظر الجنوب، هذه الاتفاقية مهمة؛ لأنها بادرت إليها دول الجنوب ووفرت المزيد من الحماية، على سبيل المثال فيما يتعلق باحتجاز المهاجرين^[134]. ويقال أيضًا أن الميثاق يهمل الاتفاقية الدولية لحماية حقوق جميع العمال المهاجرين وأفراد أسرهم لأنه يشير إليها فقط في حاشيته، والحجة هي أن هذا يعزز «الصمت المنظم» الحالي بشأن الاتفاقية الدولية الملزمة قانونًا^[135]. ومن ثم فإن هذه الاتفاقية سوف يحجبها القانون المرن للميثاق بسبب الاهتمام العام الكبير الذي ولّده. وستكون الدول قادرة على استخدام الميثاق للتهرب من هذه الاتفاقية ووضعها جانبًا^[136]. في حين أن هذه المخاوف معقولة؛ فحقيقة أن المغرب عضو في الاتفاقية الدولية لحماية حقوق جميع العمال المهاجرين وأفراد أسرهم يمكن أن يزيد من تأثير الميثاق «PMM»؛ نظرًا لأنه يستند أيضًا إلى هذه الاتفاقية، ويمكن استخدام هذه الأخيرة عند تفسير الميثاق. وكذلك، عندما يتعلق الأمر بمساءلة الدولة عن عدم الامتثال للاتفاقية الدولية لحماية حقوق جميع العمال المهاجرين وأفراد أسرهم، ويمكن الإشارة إلى أهميتها كما هو مذكور في الميثاق. ويمكن تعزيز هذه العلاقة المتبادلة إذا تعاونت الآلية الحكومية المسؤولة عن الميثاق بشكل وثيق مع الدائرة الحكومية المسؤولة عن آلية التتبع لهذه الاتفاقية المذكورة. كما يمكن أن يكون لكلاهما أدوار تكملية، وتجنب خطر ازدواجية العمل^[137].

إن تأثير الفاعلين في المجتمع المدني على تنفيذ الميثاق في المغرب يعوقه الرأي المتشكك لمعظم المنظمات غير الحكومية فيما يتعلق بتأثيره. ونتيجة لذلك، لا تكاد توجد أي وثيقة تقدم خارطة طريق مفصلة لتنفيذ قائم على حقوق الإنسان للميثاق في

[131] *Arbaoui*, Het Marrakesh Compact in Nederland: niet bindend, wel een diplomatiek instrument, Verblifblog, 1 September 2021, <https://verblifblog.nl/het-marrakesh-compact-in-nederland-niet-bindend-wel-een-diplomatiek-instrument/> (dernière consultation le 4 Janvier 2022). Le rapport néerlandais est disponible ici : https://migrationnetwork.un.org/sites/default/files/docs/the_netherlands.pdf (dernière consultation le 4 Janvier 2022).

[132] Comparez les deux positions contradictoires de l'Inde : l'immigration est abordée de manière négative, tandis que l'émigration est présentée de manière positive pour défendre les droits des citoyens indiens à l'étranger. Voir *See Binod Khadria et al.*, *The UN GCM: Its Impact on Asia*, *International Migration* 57 (2019), pp. 290 and 292.

[133] Comparez Mariette Grange/Isabella. Majcher, Using detention to talk about the elephant in the room: the Global Compact for Migration and the significance of its neglect of the UN Migrant Workers Convention, *International Journal of Law in Context* 16 (2020), p. 293. Cf Alan Desmond, *The continuing relevance of the UN ICRMW*, in Alan Desmond (ed.), *Shining New Light on the UN Migrant Workers Convention*, Pretoria: Pretoria 2017, p. 3

[134] *Grange/Majcher*, note 132.

[135] *Ibid.*

[136] *Ibid.*

[137] *Ibid.*

سياسة الهجرة المغربية. وإلى جانب عدم وجود مشاركة رسمية في عملية المراجعة الوطنية، فإن الجهات الفاعلة في المجتمع المدني غير قادرة حتى الآن، وربما غير راغبة أيضًا، على تسخير الإمكانيات السياسية للميثاق بشكل كامل.

خامسا. منظور الفضاءات السياسية لإطلاق العنان لإمكانيات الميثاق

يستخدم المغرب الميثاق لإضفاء الشرعية على سياسته الحالية للهجرة، في حين أن هذه السياسة لا تتماشى بالضرورة معه. والمجتمع المدني ينتقد الميثاق، ونقده مدعوم أيضًا بنص الميثاق، وعلى سبيل المثال تقرير المراجعة الطوعية الهولندي، لكن ربما يستخف الفاعلون في المجتمع المدني بإمكانية تحميل المغرب المسؤولية عن مطالبته الخاصة بأنه بطل عالمي في تنفيذ الميثاق من خلال الإدانة والتشهير.

وبالنظر إلى المستقبل، يبدو أن التزام المغرب بالميثاق يمكن أن يتكثف في اجتماعات منظمة (UNMN) القادمة، وكذلك المنتدى الدولي لمراجعة الهجرة الذي سيعقد في عام 2022؛ إذ من المرجح أيضًا أن يزيد من تأثير الميثاق على سياسة الهجرة في المغرب، شريطة أن:

- (أ): تنشئ الحكومة قنوات للمجتمع المدني لتبادل المعلومات على أرض الواقع وتقديم التوصيات؛

- و / أو (ب) ينشئ المجتمع المدني عملية مراجعة مستقلة لضمان مدخلات حول كيفية تحقيق أهداف الميثاق^[138].

ويمكن إعادة صياغة التقارير المقدمة أعلاه، المتعلقة بفجوات الوصول إلى الخدمات، لإظهار مدى انسجام الوضع مع الهدف 51.

وفي الأخير، يمكن أن يكون لعمل المرصد الأفريقي للهجرة الذي يستضيفه المغرب تأثير محفز على مشاركة المغرب وأفريقيا. وأنه يوفر للحكومة المغربية الفرصة للجمع بين الدول الأفريقية حول الميثاق من أجل العمل المشترك على تنفيذه. وإذا أصبح المغرب بالفعل «بطلًا» ونجح في إظهار المزايا المحتملة لتطبيق الميثاق الدولي للهجرة، فهذا بدوره يمكن أن يؤثر على عملية تأثير الميثاق في المنطقة العربية والأفريقية.

[138] Comparez les initiatives existantes de la société civile, comme l'élaboration de manuels sur la manière d'utiliser le MCG par la société civile, par exemple en Corée, voir, see *Khadria et al.*, note 131. Voir également le séminaire en ligne organisé par l'université de Londres sur le thème suivant 'Using the UN Global Compact for Safe, Orderly and Regular Migration as an Interpretative Tool for legal practitioners' au RU, Queen Mary, University of London, February 12, 2021, <https://cosmopolismigration.com/2021/02/12/webinar-using-the-un-global-compact-for-safe-orderly-and-regular-migration-as-an-interpretative-tool-for-legal-practitioners/> (dernière consultation le 4 Janvier 2022).

الهجرة والبحر في تاريخ وسوسولوجية المغرب الصحراوي دراسة حالة كلميم واد نون

الكبير عطوف^[1]

تقديم عام

تتكون جهة كلميم واد نون من أربعة أقاليم: وهي آسا الزاك وكلميم وسيدي إفني وطانطان؛ وذلك منذ التقسيم الإداري الجديد لعام 2015 الذي قسم المغرب إلى 12 جهة إدارية. وبلغ عدد سكان جهة كلميم واد نون حسب الإحصاء الرسمي للسكان لسنة 2014: «433.757 نسمة؛ أي ما يمثل نسبة 1,30 % من مجموع سكان المغرب؛ أكثر من 64 % منهم حضريون وحوالي 70% يقطنون إقليمي كلميم وسيدي إفني»^[2]. وبلغ عدد الساكنة النشيطة التي لا تشتغل وهي في سن الشغل، رسمياً، حسب المصدر نفسه «120.230 فرداً»^[3]؛ أما عدد السكان النشيطين العاطلين، الذين هم في سن العمل ويبحثون عن شغل مأجور، فقد وصل عددهم «32.431»؛ وبهذا تمثل نسبة العطالة في جهة كلميم واد نون 27%. وبلغت نسبة الذكور-العاطلين-21,3%؛ وهي نسبة منخفضة مقارنة مع النساء التي بلغت نسبة عطالتهن 51,3%^[4]؛ أي أكثر من الضعف.

ولعل هؤلاء العاطلين عن العمل بمختلف أجناسهم، ذكورا وإناثا، هم الذين يمثلون خزاناً لا يجف معينه بالنسبة إلى الهجرة التي تبقى حلاً سحرياً للآلاف منهم؛ بل حلماً أبدياً يجب العمل على تحقيقه، ولو أدى ذلك إلى ركوب أمواج البحر ومغامراته الجهنمية التي غالباً ما تؤدي للغرق عبر ما أصبحت تسميه الصحافة الوطنية بقوارب الموت.

وشكلت واحات واد نون وجبال باني على مدى قرون خلت، في تاريخها السحيق، مجالاً طبيعياً معطاءً لاستقرار آلاف السكان القادمين إليها من كل صوب، والذين كانوا يمارسون زراعات معيشية موسمية، إضافة إلى أنشطة الترحال والرعي وتربية الماشية. و«تمتد واحات جهة كلميم واد نون على مساحة قُدرت بحوالي 1400 هكتار، وتضم أكثر من 143 ألف نخلة»^[5] وفق ما نشرته المندوبية الجهوية للفلاحة بجهة كلميم واد نون.

[1] أستاذ التعليم العالي، تخصص التاريخ والسوسولوجيا، باحث في قضايا الهجرة المعاصرة، كلية الآداب والعلوم الإنسانية، جامعة ابن زهر، أكادير.

[2] -HCP, *Caractéristiques démographiques, socio-économiques et conditions d'habitation des ménages. Recensement Général de la Population et de l'habitat 2014, Région Guelmim – Oued Nou*, Décembre 2016 (rapport de 66 p.), p. 15.

[3] -HCP, *Caractéristiques démographiques, socio-économiques et conditions d'habitation ... Région Guelmim – Oued Nou*, op. cit., p. 28.

[4] -Ibid., pp. 29-30.

[5] -Cf. <https://www.hespress.com> (consulté le 14/10/2021).

وتزخر الجهة بموارد طبيعية متنوعة تسهم لا محالة في تنشيط الحركة الاقتصادية إضافة إلى موقعها الجغرافي كحلقة وصل بين الأقاليم الجنوبية وباقي ربوع المملكة المغربية؛ كما تعتمد المنطقة على موارد طبيعية متنوعة من شأنها أن تشكل دعامة أساسية لترويج وتنشيط الحركة الاقتصادية، وكذا استقطاب الاستثمارات وإحداث مناصب شغل إضافية.

وفي الآونة الأخيرة وللأسف الشديد أصبحت واحات الجهة تعيش ظروفًا صعبة، «إذ تحالفت ضدها عوامل الجفاف وندرة المياه، وتقلبات المناخ والحرائق المتوالية التي أتت على الأخضر واليابس، إضافة إلى الجردان ومرض البيوض»^[6]؛ الشيء الذي دفع أو شجع آلاف السكان إلى الهجرة، سواء منها الداخلية نحو الشمال، أو الخارجية نحو إسبانيا ومنها إلى أوروبا، برا أو بحرا، بطرق قانونية أو غير قانونية.

وحتى تكتمل الصورة فإن الإشكالية العامة تتمحور وفق ثلاث مراحل/محطات تاريخية: مرحلة/محطة الترحال والتنقلات القبلية والهجرة والتهجير والترحيل قبل الحماية، ومرحلي/محطتي فرانكو (1936-1939) وفليكس موغا (1949-1987) ثم المرحلة/المحطة الأخيرة الراهنة المتزامنة مع قوارب الموت، منذ سنوات 1990-2000؛ معتمدين على مراجع ومصادر مختلفة وغزيرة، ولو أن هذه المرحلة الأخيرة هي التي تتوفر فيها المصادر والمراجع المتعلقة بموضوع الهجرة في علاقته بالبحر عكس المرحلتين السابقتين اللتان تنعدم فيهما تيمة البحر بصيغة مباشرة.

أولاً. التنقلات والهجرة والتهجير في سياق المغرب الصحراوي قبل الحماية

كان للحركة الاجتماعية والاقتصادية لذوي حسان المغاربة وهجرتهم بالصحراء الإفريقية الأثار البليغة في نشر الإسلام بطريقة مباشرة أو غير مباشرة وقد تمكن المعقليون المغاربة ومحميوهم الزناتيون «البربر/الأمازيغ» الرحل من الدخول إلى ساحل السودان المتميز بقساوة مناخه، ومع ذلك نجد أن موجة الهجرات بهذه المناطق الصحراوية لم تتوقف منذ انطلاقها. ولعل «ذاكرة المغاربة المثقفين لازالت تحتفظ بذكري ستة عشر معسكرا كان مؤطروه [كل حسب دوره] أسبادا لا ينازعون في الصحراء المغربية لمدة ثلاثمائة سنة. ولازالت أثارهم التاريخية مكتوبة على حافة وأطراف الصحراء، سواء في سوس أو سهل مراكش أو واحات درعة أو في الجنوب، فوق الأرض المحروثة من طرف السود»^[7]، يكتب دو لاشابيل De La Chapelle).

ويجب أن نثير الانتباه إلى كون الحدود الجنوبية للصحراء الموريتانية هي أكثر جاذبية من المغرب النائي؛ حيث يتوفر المهاجرون الجدد على : ماشية غنية، أفارقة سود خاضعون يؤدون إتاوات ويقومون بإنتاج وافر للذرة البيضاء، وهذا ما شجع على تشييد عدة ممالك عبر القرون الماضية، مثل: الطراز (Trarza) والبراكنا (Brakna)، تاكانت (Tagant)، كونتا (Kounta)، وهود (Houdh) ^[8] إلخ. وفي كل هذه المجالات الصحراوية نلاحظ وجود وتمركز الفئات الدينية («ربط»، «زوايا»، وغيرها) عبر الواحات الصحراوية ونقط الماء، وقد أبانت عن قدرتها العالية في تأقلمها مع الظروف المناخية القاسية، وكذا الظروف الجيوسياسية؛ إذ نجدها تمارس الهجرة بصفة مسترسلة في نطاق واسع داخل هذه الإمارات المذكورة؛ وذلك حسب ميزان القوى. علما أنه تحت تأثير السياسة الحربية زيادة على تعاقب السنوات العجاف المرتبطة بالجفاف المستمر يمكن رسم صورة واقعية لكل موريتانيا التي دخلت في حركة هجرية بطيئة؛ بيد أنها تكاد تكون بمثابة الحتمية التي لا تُقاوم والتي تقودها نحو الجنوب.

[6] -Cf. <https://www.hespress.com> (consulté le 14/10/2021).

[7] -De La Chapelle, «Histoire du Sahara Occidental», in *Hespéris*, T. II , 1930, Fasc., I - II, pp. 48-49.

[8] -De La Chapelle, 1930, op. cit., p. 49.

نجد في الجنوب المغربي الكبير بكل امتداداته الصحراوية أنه من الصعب على «الإنسان الأبيض» أن يقاوم قساوة المناخ، خاصة انتشار الأوبئة والأمراض الفتاكة التي عجلت بموت الكثير من النساء والأطفال؛ مما أثر على البنية الاجتماعية والديمغرافية، وكان المغاربة في ميسس الحاجة إلى الاختلاط بالنساء الصحراويات اللاتي يتأقلمن أحسن مع قساوة المناخ. وهذا ما أعطى اختلاطا واندماجا أعيد إنتاجهما بسرعة فائقة حتى أنه بعد عدة أجيال أصبحنا لا نفرق بين كل هذه المجموعات البشرية المتمركزة في الجنوب والتي اندمجت وانصهرت إلى أبعد الحدود. على مستوى آخر، يجب استحضار التجارة التي يتحكم فيها المغاربة؛ حيث خلقت حركة اقتصادية وتجارية واسعة النطاق يتحكم فيها المغرب الصحراوي ويستفيد منها أساسا:

← المهاجرون المتطوعون: المنحدرون من زناكدة وهم متعودون، ولهم دراية بقيادة القوافل التجارية الصحراوية؛ حيث يستقرون غالبا في المدن مثل: سان لويس (Sain – Louis) ودكار (Dakar). وكانوا يستعملون جمالهم من أجل حمل السلع (الحبوب، الفول السوداني، والفسق) أو يتاجرون في المواشي.

← الحرطين: كانوا يعملون كجزارين أو قصابين أو لحامين أو يقومون بحرف يدوية صغيرة؛ ولكن منهم من يمارس التجارة المتنقلة، ومنهم من خلق جمعيات تجارية يسيطر عليها أفراد العائلة الواحدة نفسها أو العشيرة نفسها كما هو الشأن بالنسبة إلى «الشلوح» من سوس إلى طنجة، أو «المزابيين» في مدن التل الجزائري.

← فئة الصيادين: وهي فئة مرتبط بصيد الأسماك والبحر وتقليباته.

كانت الأقليات المهاجرة في الدول الإسلامية، كما هو الشأن بالنسبة إلى كل الأقليات في العالم، حتى لو كانت مغاربة بني حسان، تتعمق في الأمور الدينية-الإسلامية بغية الانتماء العضوي إلى المجموعة البشرية نفسها حتى لا يتم إقصاؤها من الانتماء إلى المجموعة-المهيمنة-الاجتماعية نفسها.

وهنا يجب تفسير العامل الديني كشرط أساس للدخول إلى فضاء «الكرم» و«الشرف» من أجل اكتساب ما نسميه رمز السيادة الدينية والسياسية. ولعل دور التجار القادمين من المغرب لا يقل أهمية على رجال الزوايا في نشر الإسلام في قلب إفريقيا. ومع ذلك يبقى الدور المهم في «أسلمة» إفريقيا - الصحراء هو الاجتياح والغزو الذي قام به عرب بني معقل على يد ذوي حسان الذين عمروا الكثير من المناطق التي كانت شبه خالية من السكان؛ إذ لم نقل خالية؛ حيث كانت أراضيها شاسعة وتفتح آفاقا جديدة بالنسبة إلى النازحين الجدد إليها.

إن ترحيل المجموعات البشرية العربية، في إطار محصور وضيق مفروض عليهم من طرف السلاطين المغاربة لمدة قرون، ترتب عنه عدم وجود توازن في اقتصادهم ونظمهم السياسية، وهذا ما عجل بالاستقرار النهائي لهؤلاء البدويين العرب بشمال إفريقيا والصحراء؛ إذ أنهم حُرِّموا من كل العوامل التي كانت تتيح لهم بالأمس ممارسة الترحال والهجرة البعيدة المدى: قلة الجمال، الملل واليأس، الاجتثاث والاستلاب، تفكيك العلاقات الاجتماعية، انعدام الأمن، فقدان التراث الاجتماعي العربي وغياب التضامن العضوي، إلخ.

ونحن هنا بعيدون كل البعد عن ذلك التضامن العضوي القوي (بمفهوم أيمل دوركهايم) الذي كان سائدا بين عرب بني معقل في القرن الرابع عشر، أما خلال أواخر القرن الخامس عشر فيمكن رصد ملامح التحولات التي لاحت في الأفق والتي همت كل شمال إفريقيا طيلة القرن السادس عشر. ومن هذا المنطلق يمكن أن ننتقل من التاريخ العام إلى التاريخ المحلي؛

حيث ردود الفعل «الاستقلالية»^[9]، على حد تعبير مونطان، المعتمدة على رقعة محدودة وضيقة سمحت بظهور بعض الزعامات والقيادات العربية و«البربرية/الأمازيغية» مثال سوس التي خضعت إلى أمراء تازروالت (Tazeroualt)؛ أما في الجزائر فقد بسطت عائلة بلقدي سلطتها على كل «القبائل» (Kabylie).

2. تحولات ناتجة عن تنقلات وهجرة وتهجير وترحيل القبائل العربية

حاول السلاطين «البربر/الأمازيغ» إدماج القبائل العربية في الجند المخزني وكان بعض هؤلاء البدويين مستقرين في هوامش المدن كجنود نظاميين أو كجنود مساعدين؛ أما البعض الآخر فكان يتعاطى التجارة. لقد شهد التاريخ بتنقيل وترحيل قبائل عربية بأكملها، بقوة السيف، من مكان لآخر قرب المدن الرئيسية بغية تسهيل مراقبة المتمردين منهم واستعمالهم عند الحاجة كقوات عسكرية. هكذا وجد عرب بني هلال وبني معقل أنفسهم يحيطون بأغلب عواصم شمال إفريقيا، وخاصة المغرب الغربي؛ حيث كانوا بمثابة درع واق لحماية وضمان أمن السلاطين المعنيين بالأمر، بالإضافة إلى هذا كانوا يُستعملون كمشاركين ومساعدين في الحركات أو الحملات العسكرية التي تُمكن من إخضاع القبائل المتمردة وجمع الضرائب المختلفة؛ وذلك منذ عهد الدولة الموحدية (1147-1269 م).

ذلك ما عرفه تاريخ المغرب في القرن التاسع عشر: مثال الشبانات (Chabbanat) ومنبها (Menabha) أو المنهيين/المنابهة؛ إذ لعب البدويون العرب دورا أساسيا في مساعدة السلطة المركزية على الاستمرار في الحكم. كانوا وكأنهم في ديارهم، علما بأنهم مهاجرون إلى ديار «بربرية/أمازيغية» في الأصل. وإذا كانت مدن المغرب، وخاصة مدن الجنوب قد أسست من طرف سلاطين «بربر/أمازيغ» قادمين من الجنوب، فإن نظمها وعمارتها يُستمدان من الحضارة العربية التي بقيت راسخة منذ قرون عبر الهجرات المتتالية التي عرفها المغرب (تنقلات الجيوش والتجار).

وهنا يجب أن لا ننس تأثيرات تلك الهجرات العربية التي تتجسد أولا وقبل كل شيء في اللغة العربية التي كانت ولا زالت تُؤطر الفكر، وهي حاضرة في كل تحركات العرب اليومية: تجارة، حركات، تنقلات الجند، ترحيل/تهجير مفروض، إلخ.

وبصفة عامة انتشرت اللغة العربية في كل إفريقيا على الشكل التالي^[10]:

- لهجات عرب بني معقل نجدها في كل من موريتانيا والمغرب والجزائر الغربية.

- لهجات بني سليم نجدها في الجزائر الشرقية وتونس وليبيا.

إننا نجهل تفاصيل كيفية انتشار العربية والتحولات التي فرضتها اللغة بشكل بطيء، ولكنها بقيت قوية وثابتة على حساب «البربرية/الأمازيغية»؛ بيد أن انتشار اللغة العربية لم يكن شاملا لكل المناطق؛ إذ بقيت بعض المواقع الجبلية محصنة: مثل سوس والأطلس المتوسط بالجنوب المغربي. وهذا راجع ربما لوعورة المسالك التي لم يصلها العرب الفاتحون.

وفي هذا المضمار يمكن التأكيد عن آثار انجاز تاريخي صنعه الرعاة الرحل القادمون من المشرق العربي. وهنا يعطينا روبير مونطان نسبة انتشار اللغة العربية في شمال إفريقيا على الشكل التالي^[11]:

- 98% من التونسيين يتحدثون العربية.

[9] Robert Montagne, *La Civilisation du Désert. Nomades d'Orient et d'Afrique*, Ed. Hachette, Paris, 1947, (267p.), p. 264.

[10] Ibid., pp.264-265.

[11] Ibidem.

- وفي الجزائر نجد 65% يتحدثون العربية (بحيث أن قوات الفاتحين الهلاليين والمعلقيين لا تتجاوز 20%).

- أما في المغرب فنجد أن التعريب يشمل 50% من السكان (آنذاك، سنة 1947 تاريخ إصدار كتاب روبر مونطان «حضارة الصحراء» المعتمد في هذه الدراسة). ويشير المؤلف مونطان نفسه إلى أن عرب بني هلال كانوا قليلي العدد في المغرب، لم تتجاوز نسبتهم 10% حسب زعمه، ولسنا ندري كيف حصل روبر مونطان على كل هذه الأرقام القابلة للنقاش والتي تبقى تقريبية أكثر منها علمية مطلقة. ولعل الأدهى من هذا هو ذكره لنسب مائوية تهم «الدم العربي» للسكان المحليين في شمال إفريقيا^[12]: نتساءل عن أي علم هذا يمكن من قياس أو وزن نسبة «الدم العربي» في جسم إنسان أو ساكنة ما؟ إنه الهراء بعينه أو «علم الكولونيالية» العبيثي بذاته.

من خلال الهجرة والتهجير أو الترحال والترحيل نقف على تحولات اجتماعية واقتصادية وسياسة وثقافية من الأهمية بمكان، وهذه التحولات لها علاقة وطيدة مع المعطيات الجغرافية المجالية التي لعبت دورا كبيرا في تحديد وصنع تاريخ المنطقة: الأرض ومن عليها. هكذا نجد أن الجمال التي كانت تسمح للرعاة العرب بممارسة الترحال أو الهجرة البعيدة المدى والنزوح الدائم إلى مناطق أخرى أكثر ملاءمة، قد تقلص عددها بشكل كبير بسبب عدم ملاءمة الظروف وبحكم أنها لم تجد المجال الحيوي المعتادة عليه. تنضاف لذلك التحولات الجيو-سياسية وانعدام الأمن بالنسبة إلى القوافل التجارية: كل هذه العوامل حتمت تفكيك العلاقات الاجتماعية القبلية التي انمحت معها الشخصية العربية - المشرقية لصالح العادات والتقاليد المحلية المغربية. وبقيت فقط الأسماء ودلالاتها العربية تذكرنا برمزية الأصل العربي لبعض القبائل أو الأشخاص.

نستخلص مما سبق بأن العرب البدويين الرحل كان لهم كامل الفضل، سواء منهم الفاتحون أو المتنقلون بالقوة المفروضة من طرف السلاطين المغاربة أو المتطوعون الذين هاجروا بطرق سلمية، في تحقيق الوحدة اللغوية التي نعرفها الآن في مجموع شمال إفريقيا؛ حيث انتشرت الحضارة العربية الإسلامية بسرعة فائقة لا يمكن توقعها، حتى في المناطق الصحراوية التي كانت شبه فارغة من السكان.

لقد عرفت العلاقات المغربية السودانية الصحراوية تطورا مهما ومضطردا (قبل الفترة «الوسطية» بكثير) منذ القرن الحادي عشر الميلادي على الأقل، مروراً بفترة أحمد المنصور السعدي التي كانت فعلا فترة ذهبية استطاعت إدماج بلاد السودان الغربي نسبيا في نسيج المغرب السياسي والاقتصادي والاجتماعي والديني والثقافي (نشر الإسلام والمذهب المالكي والتصوف والفكر المغربي عامة).

ومن جهة أخرى، يمكن الجزم بأن تاريخ إفريقيا ككل وخاصة الجنوب المغربي الكبير بامتداداته الصحراوية، ما هو إلا تاريخ الرحل الطويل، والترحيل والتهجير المفروض من طرف السلطات السياسية المتعاقبة على حكم المغرب. هذا وقد لعبت الهجرات البعيدة المدى بمختلف أشكالها وأنماطها دورا طلائعيا في تحديد أهم المواصفات والخصائص والمميزات التي نعرفها اليوم والتي تفاعلت وتمأسست بالأمس، ما بين القرنين السابع عشر والثامن عشر؛ بحيث تمكن من خلالها مجتمع الرحل من الاستقرار النهائي بمختلف مناطق الصحراء التي عرفت تحولات جذرية طبعت ولازالت تطبع تاريخها الاجتماعي والاقتصادي والديني والسياسي واللغوي.

إن الظروف الايكولوجية (مناخ، ماء/بحر، جغرافية) والاقتصادية والجيو-سياسية والقانونية هي التي تفرض على السكان أن يكونوا رحلا، أو شبه رحل، أو مهاجرين موسميين أو مهاجرين دائمين - قارّين أو مستقرين. ولعل الحدود السياسية ومنطق مفهوم الدولة الحديثة بشكل واسع هو الذي فرض على الرحل منطق نمط العيش المستقر والذي يناقض منطق

[12] Ibid., p. 265.

نمط العيش الترحالي-البدوي (mode de vie nomade). وهذه مرحلة عرفتها الكثير من المجتمعات المعاصرة.

وقد اعتمد سكان المغرب الصحراوي في حياتهم المتنقلة والمستقرة على التجارة وتربية الخيول والجمال بالإضافة إلى الثروات البحرية المتجسدة في صيد الأسماك بالدرجة الأولى.

ثانيا. مرحلتا فرانسيسكو فرانكو (1936/1939) وفليكس موغا (1947/1987)

تمكن فرانكو بعد أن أحكم سيطرته على المستعمرة المغربية في شمال وجنوب المغرب، الشروع في تنفيذ مخططة الانقلابي عن طريق تجنيد آلاف المغاربة، سواء من الشمال أو من «منطقة إيفني أو الصحراء؛ بل وحتى من مناطق النفوذ الفرنسي»^[13]؛ بحيث نجد أن الجنود المنحدرين من ايت باعمران وجهة كلميم واد نون، عموما، شكلوا النواة الصلبة للحرب الأهلية الإسبانية وكانوا في الصفوف الأمامية من المواجهة الحربية الضارية بين الجمهوريين واليمينيين المتطرفين-الانقلابيين.

وبلغ عدد المجندين المغاربة الذين تم تسخيرهم في هذه الحرب الأهلية الإسبانية «ما بين 80000 إلى 87000^[14] مجند مغربي»^[15] على الأقل، وكانت نسبة مهمة من هؤلاء الجنود المغاربة «تنحدر من مناطق الحماية الفرنسية وليس من مناطق الحماية الإسبانية»^[16]، وهي حقيقة تغيب على أغلب الباحثين المغاربة الذين يعتقدون أن أغلب المجندين المغاربة ينحدرون من الريف.

وقد أثر هذا التجنيد العسكري في توجيه الهجرة في مجال أيت باعمران، وما أعقب ذلك من سياسة استعمارية كانت تهدف إلى تجنيس الباعمرانيين بالجنسية الإسبانية (التي تأسست عام 1947) بهدف تمهيدهم للتجنيد أو إلحاقهم بإسبانيا كعمال.

وفي السياق نفسه، يجب أن نذكر فقط، دون الخوض في تفاصيل سبق وأن نشرنا أعمالا علمية حولها^[17]، وبالتالي لا سبيل لتكرارها: هجرة الباعمرانيين، بالأخص، والمهاجرين المنحدرين من كلميم واد نون، على العموم، إلى فرنسا بعد مجيء الفرنسي «فليكس موغا» (Félix Mora) إلى الجنوب المغربي؛ بحيث استطاع هذا الأخير «استقطاب وتشغيل أكثر من 78.000 مهاجرا ما بين 1947 و1987»^[18]؛ أي في ظرف 20 سنة فقط. وكلهم منحدرين من الجنوب المغربي بامتداداته الصحراوية، وعلى الأقل نجد بينهم الثلث من أصول ترجع لمنطقة كلميم واد نون، التي لازالت ذاكرتها الشعبية تحتفظ بأشعار (إزلان^[19]) (izlan) تخلد وتختزل شخصية فليكس موغا^[20] المتناقضة والتي طبعت تاريخ منطقة بأكملها منذ ستينيات القرن الماضي، وما رافق ذلك من تمثيلات ذهنية نُفشت في الذاكرة المحلية والذهنية الجماعية.

ونذكر بأن فليكس موغا كان ضابطا للشؤون الأهلية حين تم استدعائه وتشغيله لحساب الشركة المنجمية الفرنسية الموجودة في شمال فرنسا منذ سنة 1947. وبقي موغا مخلصا لهذه الشركة يتكفل ويدبر كل ما له علاقة باستقطاب وانتقاء

[13] - ماريا روسا دي ماداريغا، مغاربة في خدمة فرانكو، [ترجمة كزرة الغالي، تقديم: محمد العربي المساري]، منشورات الزمن، مطبعة النجاح الجديدة الدار البيضاء، الطبعة الأولى 2006، ص 122.

[14] Elkbir, Atouf, *Aux origines historiques de l'immigration marocaine en France 1910_1963*, Paris, Éd. Connaissances et Savoirs, 2009, p. 51.

[15] - ماريا روسا دي ماداريغا، مغاربة في خدمة فرانكو، مرجع سابق، ص.122.

[16] 122-123. ص، هسفن [16]

[17] Cf. Elkbir Atouf, *L'histoire de l'émigration des mineurs marocains du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais (1917-1987)*, Rabat, Éd. IRCAM, 2011, (145 p.) ; voir notamment pp. 11-54 (et suiv.).

[18] Elkbir Atouf, *L'histoire de l'émigration*, op. cit., pp. 72-73.

[19] Ibid. , pp. 72-73

[20] Sur F. Mora: Ibid., pp. 68-73.

وتشغيل ومراقبة ومصاحبة المنجمين المغاربة حتى سنة 1987، عام بداية نهاية وإغلاق آخر منجم في شمال فرنسا.

إن نسبة مهمة تمثل حصة الأسد من هؤلاء المهاجرين المنجمين هاجروا من أكادير نحو الدار البيضاء برا عبر الحافلة ومن هذه الأخيرة عبر ميناء الدار البيضاء تنقلوا وسافروا بحرا من خلال باخرة نقلتهم حتى ميناء مارسيلية (Marseille) ومنها تمت بقية رحلتهم عبر القطار حتى مدينة ليل؛ حيث تم توزيعهم على أغلب المراكز المنجمية الشمالية للمنطقة/الجهة الإدارية المسماة بنور با دو كالي (Nord-Pas-De-Calais)؛ وهناك كان ينتظرهم تدريب ميداني لمدة ثلاثة أشهر قبل بداية العمل الفعلي في قلب وأحشاء تربة المناجم التي تكتنفها مخاطر عدة على مستويات الحوادث المتكررة والأمراض التي لها علاقة بالتنفس بالإضافة إلى تعرضهم للعنصرية والتمييز الاجتماعي، وكذا التمييز على مستوى الأجور المتدنية مقارنة مع الأجور المخصصة للفرنسيين والأوروبيين.

ثالثا. سواحل المغرب الصحراوي وجهة كلميم واد نون بين الثروة البحرية والهروب نحو رحلات الموت

تمثل سواحل المغرب الصحراوي-الأطلسي، بما فيها جهة كلميم واد نون، سيفاً ذو حدين: ثروة طبيعية ولوجيستكية هائلة، من جهة، ورمزا فعليا للغرق والفرار نحو مقابر جماعية من جهة أخرى.

1. حين يجسد البحر ثروة-طبيعية-لا تُضاهى

إن البحر عموما يحتوي على ثروة هائلة تتمثل في إمكانية وجود النفط والغاز على امتداد الساحل الصحراوي، (المنقّب عنه حاليا)؛ يضاف إلى ذلك «المنابع الضخمة للتيلوريوم والكوبالت الموجودة في جبل تروبيك تحت الماء، على بعد حوالي 250 ميلاً بحرياً، جنوب غرب جزيرة "هييرو". وهذه النقطة، توجد حوالي 50 ميلاً، في الفضاء البحري لمنطقة الصحراء المغربية، التي تضم أكبر احتياطي لـ"الكوبالت والتيلوريوم". وهي المواد الأساس لتصنيع بطاريات السيارات الكهربائية والألواح الشمسية»^[21]؛ ويتوقع الباحثون المختصون أن تشكل هذه الموارد البحرية مواد نادرة وقيمة استراتيجية للعديد من البلدان في العالم. بالإضافة إلى عائدات التجارة والملاحة البحرية على الأصعدة الداخلية-المحلية والوطنية والدولية؛ وهو ما يجسد منفعة اقتصادية لا تُضاهى.

وُندون أن ثروات جبل "تروبيك" البحرية والعائمة تحت الماء، كانت سبباً رئيساً في خلق أزمة دبلوماسية وسياسية بين الرباط والجزر الإسبانية، تزامنت مع أكبر موجة هجرة غير نظامية؛ عرفتها الجزر، تدفقت نحوها عبر سواحل الصحراء المغربية^[22].

وإذا كان البحر ولازال يمثل ثروة سمكية ومائية وهبة ربانية لا تعوض وخاصة بالنسبة إلى ساكنة المغرب الصحراوي التي تعيش في السواحل الأطلسية أو تلك القريبة منها، فأن ذاكرة هذه الساكنة الصحراوية تحتفظ وتخزن ذكريات دراماتكية ومفجعة تحيل حتما على رحلات قوارب الموت التي حصدت الآلاف من أبناءها الذين كانوا ولازالوا يحملون بالهجرة إلى القارة العجوز عبر جزر الكناري أو غيرها.

2. مسارات وطرق جديدة للوصول إلى أوروبا عبر السواحل الأطلسية ما بين الفقر الموت

لقد تغيرت ملامح طرق ومسارات الهجرة بين المغرب الصحراوي وأوروبا؛ إذ «بلغ عدد المهاجرين إلى جزر الكناري في الأشهر القليلة الماضية ستة أضعاف العدد المعتاد مقارنة بالعام السابق»^[23]. وتبقى أزمة كورونا بمثابة سبب واحد فقط من بين

[21] <https://www.raialyoum.com> (consulté le 12/11/2021).

[22] <https://www.raialyoum.com>, op. cit.

[23] <https://www.dw.com/ar> (consulté le 13/11/2021).

أسباب أخرى أدت لصنع هذا الوضع المأساوي.

ولعل أسباب تحول طرق ومسارات الهجرة المسماة بالسرية، أو الفرار نحو الموت عبر إبحار غير آمن البتة، في الآونة الأخيرة لا يرتبط فقط بأزمة جائحة كورونا؛ إذ أبرمت دول الاتحاد لأوروبي اتفاقيات مختلفة مع دول العبور التي يعبر منها المهاجرون مثل النيجر وليبيا، والتي تعمل دائماً وفقاً للنمط نفسه والذي يكمن أساساً في كون: «على الدول الأفريقية أن تفعل المزيد لمنع المهاجرين من المرور قبل فترة طويلة من وصولهم إلى ساحل شمال إفريقيا. وفي المقابل، تقوم أوروبا بتحويل مبالغ كبيرة إلى هذه البلدان مع زيادة التزاماتها بالتنمية في هذه الدول»^[24]؛ ولكن النتائج كانت مخيبة للأمل بحكم استمرار تدفق المهاجرين.

ويلاحظ المهتمون الدوليون بأن المهاجرين المرشحين للهجرة السرية العابرة للقارات أصبحوا، في الظروف الحالية، يعبرون الرحلة انطلاقاً من الجنوب المغربي من خلال السواحل الأطلسية المغربية بفعل ركوب القوارب، متوجهين نحو الجنوب للوصول إلى جزر الكناري بدلاً من البر الرئيسي لإسبانيا^[25].

3. أعداد المهاجرين وسعر أو ثمن رحلة الفرار نحو المجهول

من الصعب الحصول على إحصائيات جيدة تهم ما يسمى بالهجرة السرية؛ ولكن يمكن أن نستغل بعض المؤشرات الرقمية لتكوين فكرة عامة حول الموضوع.

إنه لا يمر يوم ما دون أن تسجل وسائل الإعلام، باختلاف مشاربها، حادثة تهم ما نسميه «فواجع الهجرة السرية في علاقاتها بالبحر الغادر». وعلى سبيل المثال لا الحصر، ندون أنه: «في يوم 7 يناير 2020 لفضت أمواج الشاطئ الأبيض جثتين مجهولتين بالمنطقة الساحلية «أوريورة» بجماعة الشاطئ الأبيض بإقليم كلميم»^[26]. ونذكر كذلك بأنه في يوم 27 يونيو كانت ساكنة سيدي إفني مع موعد القدر الحتمي لفاجعة تحيل على «انقلاب قارب للهجرة السرية بسواحل سيدي إفني كان على متنه 40 مرشحاً للهجرة السرية»^[27] التي تحيل حتماً على ركوب قوارب الموت التي طبعت المنطقة خلال السنوات الأخير بوثيرة متسارعة ومتزايدة بشكل يثير القلق.

وحسب دراسة أجرتها منظمة غير حكومية إسبانية، تدعى «كامينادو فرونتيراس»، في عام 2020، «غرق 2200 مهاجر تقريباً في «المحيط الأطلسي»^[28] أثناء محاولتهم الوصول إلى جزر الكناري، مقابل 893 غريقاً العام الماضي»^[29]. وعرفت هذه السنة ازدياداً كبيراً في عدد المهاجرين الوافدين عبر السواحل الصحراوية المتعددة إلى الأربيل الإسباني، بسبب تشديد المراقبة في البحر الأبيض المتوسط. وبينت الدراسة المعنية أن «ما نسبته 85% من الغرقى سقطوا في 45 حادثة غرق قبالة الكناري»^[30].

وبحسب أرقام وزارة الداخلية الإسبانية، لقي ما «مجموعه 19.566 مهاجراً، من مختلف الجنسيات، حتفهم أثناء

[24] <https://www.dw.com/ar>, op. cit.

[25] <https://www.dw.com/ar> (consulté le 13/11/2021).

[26] <http://noonpost.ma/archives/13807> (consulté le 14/10/2021).

[27] <https://rue20.com/308334.html> (consulté le 14/10/2021).

[28] نفضل مصطلح المحيط الأطلسي.

[29] <https://www.infomigrants.net/ar/post> (consulté le 11/11/2021).

[30] <https://www.infomigrants.net/ar/post>, op. cit.

محاولتهم الوصول إلى الأربيل، في الفترة ما بين 1 يناير و30 نوفمبر من 2020، مقابل 1.993 غريباً في سنة 2019»^[31]. وتفيد هذه الأرقام المهولة بأن أكثر من 1778 مهاجراً كان مصيرهم الموت المحقق شهرياً، وما يناهز 60 مهاجراً ماتوا غرقاً يومياً خلال سنة 2020؛ وكلهم عبروا من خلال قوارب الموت البحرية المتحكمة فيها منظمات مافيوزية تتجر في تهريب البشر عبر السواحل البحرية للمغرب الصحراوي الأطلسي.

وفي سنة 2020 وفي ظرف ستة أشهر فقط «قدرت منظمة الهجرة الدولية عدد الأشخاص المهاجرين المفقودين أو الذين لقوا مصرعهم أو اختفوا أثناء محاولتهم الوصول لجزر الكناري من شمال غرب أفريقيا بحوالي 600 مهاجر غير نظامي، من بينهم 109 مهاجر على الأقل من مدينة الداخلة نفسها»^[32] أو قادمين من مختلف الأقاليم الصحراوية الأخرى (سيدي إفني وكلميم وطانطان بالأخص. علماً أن هناك الكثير من المهاجرين لازالوا في عداد المفقودين، بحكم أن العديد من القوارب المفقودة والغارقة في البحر تطرح إشكالية تحديد هوية المفقودين؛ وتصطدم السلطات المحلية المغربية والاسبانية بصعوبة أو استحالة التشخيص والتحقيق في اختفاء عدة قوارب بالجملة.

ونلاحظ بأن أثمان رحلات العبور، أو «أسعار المهربين على طريق المحيط الأطلسي رخيصة بما يكفي في الوقت الحالي ويشهد أحد «المهاجرين غير النظاميين» بأنه: «يمكنك الحصول على مكان في زورق مطاطي بحوالي 800 يورو، بينما في الماضي كان في بعض الأحيان يصل السعر إلى أكثر من 2000 يورو»^[33]. وعموماً «تستغرق الرحلة من الداخلة إلى جزر الكناري حوالي أربعة أيام، لا يكون بحوزة المهاجرين خلالها سوى قليلاً من الطعام والشراب. وعادة ما يصل المهاجرون لوجهتهم في حالة سيئة، إذا نجحوا في الوصول للشواطئ أحياء. وحتى إن وصل القارب لوجهته، فغالباً ما يعلق المهاجرون هناك بدون أي منفذ للعمل، خاصة إن كانوا يحملون الجنسية المغربية»^[34].

4. تمارست وأغاديس ملتقى طرق ومسارات هجرة دولية غير نظامية وغير آمنة

تعد تمارست، الموجودة على حدود النيجر ومالي، ملتقى الطرق الدولية لرحلات المهاجرين القادمين من موريتانيا إلى مالي عبر غاو (GAO) أو هؤلاء القادمين عبر «أغاديس» (Agadez) وسط النيجر، التي تعد بوابة الصحراء وملتقى طرق المهاجرين من الدول المجاورة أو من عمق أفريقيا، لتتواصل الرحلة في اتجاه المغرب للعبور إلى أوروبا^[35].

وحسب تقرير «فرونتيكس» (Frontex) دفع المهاجرون خلال عام 2017 «ما بين 1000 يورو و2000 يورو كسعر الرحلة من المغرب إلى إسبانيا»^[36]. ووفقاً للمصدر نفسه (أرقام «فرونتيكس») «عبر 7800 مهاجراً غير نظامي إلى أوروبا في أبريل 2021»^[37]؛ هكذا إذن ولأسباب متنوعة، يتناسل المهربون مع تزايد أعداد «المهاجرين غير النظاميين» بحثاً عن فرصة للوصول إلى الناظور-سبتة-مليلية عبر الصحراء أو إلى جزر الكناري عبر المحيط الأطلسي عبر سيدي إفني، الداخلة، جزر الكناري.

[31] <https://www.infomigrants.net/ar/post/33256> (consulté le 12/11/2021).

[32] <https://www.infomigrants.net/ar/post> (consulté le 11/11/2021).

[33] <https://www.dw.com/ar> (consulté le 13/11/2021).

[34] <https://www.infomigrants.net/ar/post>, op. cit.

[35] www.aljazeera.net.author (Enquête de Zouhair Hamdani, Fonds Pascal Decoros, consultée le 13/11/2021).

[36] www.aljazeera.net.author (Enquête de Zouhair Hamdani, Fonds Pascal Decoros), op. cit.

[37] www.aljazeera.net.author, op. cit.

للأسف تحول البحر إلى مقبرة جماعية لمهاجري قوارب الموت، سواء بالنسبة إلى مهاجري إفريقيا جنوب الصحراء أو للمغاربة على حد سواء. وقد لعبت السواحل المغربية الصحراوية انطلاقا من الجنوب المغربي عبر الأطلسي الدور الأساس في رحلات الفرار نحو الموت.

من أجل الحد من مخاطر الهجرة غير النظامية وغير الأمانة يجب العمل على خلق فرص شغل حقيقية مدرة لدخل قار في سياق صيرورة التنمية المستدامة. وهنا نُذكر أن بعض الواحات؛ كما هو الشأن بالنسبة إلى «واحة تيغمرت، أصبحت ملاذا هادئا للكثير من السياح الأجانب في منطقة واد نون، وأضحت مكانا مفضلا للمستثمرين الأجانب في السياحة الإيكولوجية والبيئية التي تعود بالنفع على سكان الواحات بالمنطقة»^[38].

ومن جهته يؤكد جميل لعابد، وهو صاحب متحف تاريخي بواحة تيغمرت، ضواحي كلميم، في تصريح لجريدة هسبريس، إن مشروعه "يهدف إلى الحفاظ على ذاكرة الواحات بالمنطقة والتراث الصحراوي. ولذلك فلا مناص من تشجيع مثل هذه المشاريع التنموية المهمة والهادفة والتي بواسطتها يتم ضرب عصفورين بحجر واحد: خلق فرص شغل يستفيد منها الشباب المحلي داخل الجهة والحفاظ على تراث وذاكرة المنطقة وإعطائها نوعا من الإشعاع التاريخي والسياحي.

[38] <https://www.hespress.com> (24/10/2021).

The Human Rights Abuses of Migrant Workers in Qatar During Construction of FIFA 2022 Infrastructure

Anjali Patel ^[1]

Introduction

After winning the bid for the World Cup in 2010, Qatar launched preparations with a large-scale development program that included the construction of stadiums, green spaces, hotels, highways, and transportation systems. The project extensively utilized migrant workers – who comprise over 90% of Qatar’s national workforce and come primarily from South Asian and African countries, including Bangladesh, India, Sri Lanka, Pakistan, the Philippines, Nepal, Kenya and Sudan – while subjecting them to deplorable working conditions that constitute labor exploitation and human rights violations.

Section 1 of this paper will provide an overview of the situation migrant workers face in Qatar. It will explain how dangerous working conditions, carried out due to a lack of protective labor laws under an institutionalized *kafala* framework, perpetrate a system of exploitation that led to thousands of migrant worker deaths and casualties. Despite Qatar’s commitments to enacting protective reforms for migrants in alignment with international labor standards, inadequate implementation and investigation leaves workers vulnerable to exploitation by their employers with little opportunity for redress.

Section 2 will then examine three international actors – Qatar, FIFA, and Switzerland – in the context of this issue, and why they should be considered complicit in the human rights violations of migrant workers. It will argue that, while all parties have obligations of due diligence under international law to prevent, investigate, and address such abuses, their failure to uphold them makes them collectively responsible for the suffering and deaths that occurred during World Cup construction.

1. The situation of migrant workers in Qatar

The circumstances of migrant workers during World Cup construction can be characterized by the following elements: (1) poor and unsafe working conditions, (2) inadequate labor laws and regulations, and (3) systemic abuse under the *kafala* system. All contribute to the denial of individuals’ basic

[1] Student at the George Washington University, ex-clinical student within Hijra Legal Clinic

human rights, and render workers vulnerable to a system of exploitation and abuse.

1.1. *Poor and unsafe working conditions*

Dangerous working conditions in Qatar pose a consistent threat to migrants' well-being. In particular, long hours combined with exposure to extreme heat and humidity are a major health concern. Despite national labor legislation that limits working hours to 10 hours per day and 6 days per week,^[2] as well as a decision passed in 2021 that prohibits work outdoors between 10am and 3:30pm in the summer,^[3] migrants typically work 14 to 18 hours each day without a day off.^[4] Workers report fainting and experiencing difficulty breathing, and at some construction sites they were not provided with water.^[5] A 2005 study published by doctors at a general hospital in Qatar cited heatstroke as a significant issue among migrant workers unacclimatized to the climate, of which summer shade temperatures are often upwards of 40°C, and found a “strong correlation” between heat stress and death due to cardiovascular issues.^[6] A 2019 study on the impact of heat stress also reported that 120,000 Nepali migrant workers in Qatar had been exposed to occupational hazards including excessive heat, and as many as 200 deaths from 2009-2017 could have been prevented if effective heat protection measures had been implemented.^[7] Meanwhile, a lack of safety equipment and access to health services also puts migrant workers at risk, as many have lost limbs and experienced occupational injuries that left them wholly or partially disabled.^[8]

There is no exact figure on how many migrant worker deaths have occurred during construction of World Cup infrastructure. The Guardian reports that 6,500 migrant workers have died in Qatar between 2010 and 2020, but this includes migrants across all sectors and is not limited to FIFA infrastructure.^[9] The International Trade Organization estimates that as many as 4,000 fatalities could have occurred before the start of the World Cup.^[10] The Qatari government estimated that the number of worker deaths for the tournament was “between 400 and 500.”^[11]

[2] “Regulatory Framework Governing Migrant Workers: Qatar” (International Labor Organization, November 2019), https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---arabstates/---ro-beirut/documents/legaldocument/wcms_728266.pdf.

[3] “Decision of the Minister of Administrative Development, Labour and Social Affairs No. (17) for the Year 2021 Specifying Measures to Protect Workers from Heat Stress” (International Labor Organization, May 24, 2020), https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---arabstates/---ro-beirut/documents/legaldocument/wcms_794551.pdf.

[4] Zeena Saifi and Becky Anderson, “World Cup 2022: Qatar Is Ready as It Strongly Contests Accusations of Workers’ Rights Abuses,” CNN, September 16, 2021, <https://edition.cnn.com/2021/07/09/football/qatar-world-cup-2022-workers-rights-spt-intl/index.html>.

[5] Aimee Lewis, Pramod Acharya, and Sugam Pokharel, “‘Our Dreams Never Came True.’ These Men Helped Build Qatar’s World Cup, Now They Are Struggling to Survive,” CNN, November 21, 2022, <https://edition.cnn.com/2022/11/17/football/qatar-2022-world-cup-migrant-workers-human-rights-spt-intl/index.html>.

[6] F. Y. Khan, A. Kamha, and A. El Hiday, “Study of Patients with Heat Stroke Admitted to the Intensive Care Unit of Hamad General Hospital, Doha, Qatar during Summer 2004,” Qatar Medical Journal (Hamad bin Khalifa University Press, November 1, 2005), <https://www.qscience.com/content/journals/10.5339/qmj.2005.2.14;jsessionid=u8-2gvoWhRegv8SjSTBnF9ELsENzwFOS7kJ0tGhv.hbkuplive-10-240-9-157>.

[7] Bandana Pradhan et al., “Heat Stress Impacts on Cardiac Mortality in Nepali Migrant Workers in Qatar,” Cardiology (Karger Publishers, July 12, 2019), <https://www.karger.com/Article/FullText/500853>.

[8] “In the Prime of Their Lives: Qatar’s Failure to Investigate, Remedy and Prevent Migrant Workers’ Deaths,” Amnesty International, September 28, 2021, <https://www.amnesty.org/en/documents/mde22/4614/2021/en/>, 43

[9] Pete Pattinson and Niamh McIntyre, “Revealed: 6,500 Migrant Workers Have Died in Qatar since World Cup Awarded,” The Guardian (Guardian News and Media, February 23, 2021), <https://www.theguardian.com/global-development/2021/feb/23/revealed-migrant-worker-deaths-qatar-fifa-world-cup-2022>.

[10] “The Case Against Qatar” (International Trade Union Confederation, March 2014), https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/the_case_against_qatar_en_web170314.pdf, 14

[11] Armani Syed, “How Many Migrants Died Erecting the 2022 Qatar World Cup?” (Time , December 2, 2022), <https://time>.

Despite this, Qatari authorities have done little to investigate and prevent worker injuries. Most death certificates do not mention contributing factors such as heat and instead cite vague reasons including “acute heart attack,” “respiratory failure,” or “natural causes” without conclusions as to the underlying cause.^[12] Although many workers received certificates of health before leaving their home countries, Qatar did not treat their sudden deaths with concern or suspicion.^[13] Qatar is obligated by international standards to investigate worker deaths and implement effective measures to protect the lives of others, and Amnesty International estimates that determining exact cause of death should be possible in all but 1% of situations.^[14] Instead, Qatar’s failure to conduct sufficient investigation means that no real connection is being made by the state between workers’ deaths and their working conditions.^[15]

1.2. *Inadequate labor laws and regulations*

Meanwhile, the extent of contract substitution and violation indicates a failure of the state to enforce its labor regulations. Qatar’s Labor Law mandates that a written contract must specify an individual’s terms and conditions of work,^[16] but in many cases migrants were recruited without one. Those who did sign contracts often reported that their labor conditions violated those previously established, with the number of working hours higher and salaries lower than promised.^[17] Many were even forced to work overtime hours for months without being paid.

As a result, the World Cup working conditions constitute forced labor according to the definition from the ILO, which includes restrictions on freedom of movement, the withholding of wages and identity documents, threats and intimidation, and debt bondage.^[18] Other human rights violations include the right to life, right to healthy working and environmental conditions, freedom of movement, freedom of association and collective bargaining, and right to just and favorable conditions of work.^[19]

1.3. *Systemic exploitation under the kafala system*

These abuses stem largely from Qatar’s *kafala* system, in which foreign workers are bound to a local sponsor that also serves as their employer. Sponsors have the ability to renew or withhold workers’ residency visas, and their permission is required for workers to leave employment and enter or exit the country.^[20] Many migrants reported having their passports confiscated upon arrival and being forced to wait months for a residency permit, leaving them in fear of being arrested by Qatari

[com/6237677/qatar-migrant-deaths-world-cup/](https://www.pulitzercenter.org/stories/thousands-migrant-workers-died-qatars-extreme-heat-world-cup-forced-reckoning).

[12] Aryn Baker and Ed Kashi, “Thousands of Migrant Workers Died in Qatar’s Extreme Heat. The World Cup Forced a Reckoning,” Pulitzer Center (Time Magazine, November 3, 2022), <https://pulitzercenter.org/stories/thousands-migrant-workers-died-qatars-extreme-heat-world-cup-forced-reckoning>.

[13] “In the Prime of their Lives,” 101

[14] “In the Prime of Their Lives,” 115

[15] “In the Prime of their Lives,” 5

[16] “Qatar Labour Act No. 3 of 1962,” International Labor Organization, April 2, 1962, <https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/WBTEXT/49369/65107/e87qat01.htm#c3>.

[17] “The Dark Side of Migration: Spotlight on Qatar’s Construction Sector Ahead of the World Cup,” 33

[18] “What Is Forced Labour, Modern Slavery and Human Trafficking (Forced Labour, Modern Slavery and Human Trafficking),” International Labour Organization, accessed February 15, 2023, <https://www.ilo.org/global/topics/forced-labour/definition/lang-en/index.htm>

[19] Raquel Regueiro, “Shared Responsibility and Human Rights Abuse: The 2022 World Cup in Qatar,” *Tilburg Law Review* (Ubiquity Press, June 22, 2020), <https://tilburglawreview.com/articles/10.5334/tlir.191/>.

[20] “The Dark Side of Migration: Spotlight on Qatar’s Construction Sector Ahead of the World Cup,” 15

authorities.^[21] Workers must obtain non-objectification certificates (NOCs) from their employer in order to change jobs, while “absconding,” or leaving an employer without permission, is a crime that often results in the termination of workers’ legal statuses in the country and potentially their imprisonment or deportation.^[22]

The control that private companies and employers exercise over migrant workers’ labor and immigration statuses establishes a power imbalance that makes workers vulnerable to exploitation. Furthermore, because the *kafala* system falls under the jurisdiction of interior ministries rather than labor ministries, workers have almost no protection under Qatar’s labor laws and violations of their rights are often unaddressed.^[23]

In 2017, following investigations from the International Labor Organization and criticism “concerning non-observance by Qatar of the Forced Labor Convention,”^[24] Qatar signed an agreement committing itself to dismantling the *kafala* system and addressing worker exploitation in order to bring its practices in line with international labor standards. Subsequent reforms included laws to establish better working conditions, labor tribunals, a non-discriminatory minimum wage, and stricter penalties for employers who failed to pay workers’ wages, as well a Labor Dispute Resolution Committee through which workers could pursue grievances.^[25] It also abolished its policy requiring foreign workers to obtain exit permits and NOCs.^[26]

Despite these changes, inadequate implementation and oversight of legal provisions means that significant issues remain: workers often go unpaid without substantial wage enforcement mechanisms, absconding still warrants a criminal charge, and although workers are now technically free to change jobs without permission, many reported facing retaliation from employers upon doing so.^[27] Joining labor unions and strikes is still forbidden for migrant workers, which makes it difficult for individuals to advocate for their own rights. The abuse migrant workers face is systemic, and until Qatar makes substantial efforts to end its sponsorship system, it will continue to trap migrant workers in situations of exploitation and abuse.

2. Responsibility of international actors

When it comes to which actors are legally responsible for these human rights violations, three actors stand out: Qatar, FIFA, and Switzerland.

2.1. Qatar

Under international law, Qatar has a due diligence obligation to address human rights abuses that occur within its borders. The UN Guiding Principles on Businesses and Human Rights (UNGPs)

[21] “In The Prime of their Lives” 15

[22] “The Case Against Qatar,” 28

[23] “Qatar: The Dark Side of Migration: Spotlight on Qatar’s Construction Sector Ahead of the World Cup,” 20

[24] “Complaint Concerning Non-Observance by Qatar of the Forced Labour Convention, 1930 (No. 29), and the Labour Inspection Convention, 1947 (No. 81), Made by Delegates to the 103rd Session (2014) of the International Labour Conference under Article 26 of the ILO Constitution,” International Labour Organization, March 17, 2016, https://www.ilo.org/gb/GBSessions/previous-sessions/GB326/WCMS_459148/lang--en/index.htm.

[25] “Reality Check: Migrant Workers’ Rights in Qatar,” Amnesty International, October 20, 2022, <https://www.amnesty.org/en/latest/campaigns/2019/02/reality-check-migrant-workers-rights-with-two-years-to-qatar-2022-world-cup/>.

[26] “Reality Check: Migrant Workers’ Rights in Qatar,”

[27] “Qatar: Significant Labor and Kafala Reforms,” Human Rights Watch, November 4, 2020, <https://www.hrw.org/news/2020/09/24/qatar-significant-labor-and-kafala-reforms>.

declares that “states must protect against human rights abuse within their territory and/or jurisdiction by third parties, including businesses enterprises. This requires taking appropriate steps to prevent, investigate, punish and redress such abuse through effective policies, legislation, regulation, and adjudication.”^[28] Thus while states are not responsible for human rights violations carried out by private actors, they still have a positive obligation to prevent abuses and address them when they occur. The “statement on the obligation of states parties regarding the corporate sector” from the UN Committee on Economic, Social, and Cultural Rights (CESCR) also holds states responsible for taking legislative measures to monitor and investigate corporate activities and to provide judicial or other effective remedies in accordance with the Covenant of Human Rights.^[29]

However, Qatar has failed to meet its obligation of due diligence for several reasons. Firstly, although the state of Qatar is not directly involved in the workers’ abuses, it nevertheless has authority over a system that permits them. The government created the Qatari Supreme Committee for Delivery to supervise the World Cup projects administered to different organizations. For example, the work on the International Khalifa Stadium, the largest of eight new stadiums, is carried out by international subcontractors that report to the Aspire Zone Foundation, which was established by Emiri decree with the ultimate goal of turning Qatar into an international hub for sporting events.^[30] Qatar is responsible for overseeing the contractors that carry out World Cup construction and has the power to terminate any actor’s employment if they violate workers’ rights; it can thus be argued that, because the government has failed to serve as a regulatory body, any wrongful acts committed by the contractors and subcontractors under its supervision should be partly attributed to the state of Qatar.

Furthermore, despite Qatar’s establishment of new labor courts as part of its 2020 reforms, migrant workers still have limited opportunities for recourse. The formal route of redress allows workers to report grievances to the Labor Relations Department of the Ministry of Labor, which attempts to facilitate mediation between workers and employers; if it fails to resolve complaints the case is brought to the Labor Court of the Ministry of Justice.^[31] Workers also have the option to file complaints directly to the Labor Court. Many obstacles exist for workers within this system, including high court fees, the inability to request time off work for months-long proceedings, and a lack of language skills to understand court documents or proceedings that are almost exclusively in Arabic.^[32] Employers often fail to present themselves during the complaints process, leading to many cases being thrown out.^[33] Many workers refrain from even filing complaints in the first place, fearing retaliation from employers that can include facing false criminal charges and loss of accommodation.^[34] One migrant worker said that his employer had intentionally failed to renew his residency permit because he had sought redress for unpaid wages.^[35] In this way, Qatar has failed to create accessible pathways to

[28] “Guiding Principles on Business and Human Rights,” United Nations, 2011, <https://digitallibrary.un.org/record/720245>.

[29] “Statement on the Obligations of State Parties Regarding the Corporate Sector and Economic, Social and Cultural Rights,” United Nations, 2011, <https://digitallibrary.un.org/record/715883?ln=en>.

[30] “The Ugly Side of the Beautiful Game: Exploitation of Migrant Workers on a Qatar 2022 World Cup Site,” Amnesty International, June 1, 2021, <https://www.amnesty.org/en/documents/mde22/3741/2016/en/>, 4

[31] “Qatar: The Dark Side of Migration,” 114

[32] “The Case Against Qatar,” 24

[33] “The Case Against Qatar,” 23

[34] “The Case Against Qatar,” 23

[35] “Qatar: Significant Labor and Kafala Reforms”

justice for those harmed under its labor regime.

Unfortunately, while domestic courts offer migrant workers little legal protection, the absence of a regional Arab human rights court and a regional Asian human rights court also makes it difficult to hold Qatar responsible for the abuses of migrant workers, leaving only the unlikely possibility that workers' home states will exercise diplomatic protection and bring claims before international court.^[36]

2.2. FIFA

FIFA's human rights policy includes its commitment to respect all internationally recognized human rights, including those outlined in the UNGPs, the International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR), and the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights.^[37] Principle 17 of the UNGPs states that "business enterprises should carry out human rights due diligence" in preventing adverse human rights impacts directly linked to themselves or to the third parties with which it has business relationships.^[38]

The Qatari Supreme Committee is responsible for producing infrastructure and selecting contractors for projects, but FIFA establishes technical requirements for stadiums, approves construction plans, and has the ability to conduct stadium inspections – including abilities to investigate and prevent violations of workers' rights in the process.^[39] FIFA thus has the power to ensure that selected World Cup host countries abide by internationally recognized human rights. In 2015, Building and Wood Workers International (BWI) filed a complaint with the National Contact Point (NCP) of Switzerland, claiming that FIFA had "a separate responsibility under [The Organisation for Economic Co-operation and Development Guidelines] to respect the human rights of migrant construction workers" involved in its projects.^[40] It asserted that FIFA "knew, or should have known, at the time of its decision that appointing Qatar as the host country for the FIFA 2022 World Cup would result in adverse human rights impacts on thousands of migrant workers," and had failed to acknowledge human rights in the bidding process or exert due diligence to identify and avoid contributing to adverse human rights impacts.^[41]

However, President of FIFA Sepp Blatter claimed in 2014 that "the workers' rights will be the responsibility of Qatar and the companies — many of them European companies — who work there. ... it is not a direct intervention from FIFA that can change things."^[42] Although he faced criticism for this statement, there is no mechanism that holds FIFA accountable in this situation because only states are the direct holders of international human rights obligations, and as a non-state actor FIFA

[36] Article 29, The Universal Declaration of Human Rights

[37] "FIFA's Human Rights Policy" (FIFA, May 2017), <https://digitalhub.fifa.com/m/1a876c66a3f0498d/original/kr05dqyhwr1uhqy2lh6r-pdf.pdf>.

[38] Regueiro, "Shared Responsibility and Human Rights Abuse: The 2022 World Cup in Qatar"

[39] Regueiro, "Shared Responsibility and Human Rights Abuse: The 2022 World Cup in Qatar"

[40] Brendan Schwab, "Explainer: Human Rights and the 2022 FIFA World Cup in Qatar," Australian Human Rights Institute, accessed February 15, 2023, <https://www.humanrights.unsw.edu.au/research/commentary/explainer-human-rights-fifa-world-cup-qatar>.

[41] Schwab, "Explainer: Human Rights and the 2022 FIFA World Cup in Qatar"

[42] "Sepp Blatter: Qatar World Cup Workers' Welfare Is Not FIFA's Responsibility," The Guardian (=, December 2, 2014), <https://theguardian.com/football/2014/dec/02/sepp-blatter-fifa-responsibility-workers-qatar-world-cup>.

can only be held accountable under domestic law.^[43] This creates a “governance gap” in which the state is unwilling to protect human rights and international law is ineffective because it does not apply to non-state actors.^[44]

2.3. Switzerland

The UN Guiding Principles of Businesses and Human Rights (UNGPs) affirm that “states should set out clearly the expectation that all business enterprises domiciled in their territory and/or jurisdiction respect human rights throughout their operations,” while the Committee on Economic, Social and Cultural Rights asserts that states must “take steps to prevent human rights contraventions abroad by corporations which have their main offices under their jurisdiction.”^[45] As the location of FIFA’s headquarters, Switzerland has a due diligence obligation to address its actions overseas.

However, it is difficult to hold the state legally accountable due to issues of jurisdiction, as illustrated by the case of *Alam v. FIFA* (2017). Nadim Shariful Alam, a Bangladeshi citizen, along with three international trade unions from the Netherlands and Bangladesh, submitted several claims against FIFA to the Commercial Court of Zurich. Alam had his passport confiscated in 2014 by his employer and was housed in terrible living conditions with 2,250 other migrant workers. The plaintiffs alleged that FIFA had committed a wrongful act by selecting Qatar as World Cup host, FIFA had failed to fulfil its obligation of pushing Qatar to protect migrant workers and implement legal reforms, and FIFA had violated Alam’s rights and should pay for resulting damages.^[46] The court dismissed the case on the grounds that it was not a commercial dispute and that the claim was nonspecific and unenforceable, but even beyond this, World Cup migrant workers have no means of redress under a Swiss Labor Tribunal because they are not directly employed by FIFA.^[47]

Conclusion

The treatment migrant workers face in Qatar constitutes violations of their human rights due to an exploitative labor framework and lack of protective labor legislation. They are subject to dangerous working conditions – including long hours, exposure to extreme heat, and lack of health and safety services – that threaten their lives and wellbeing. Meanwhile, the *kafala* system ties foreign workers to their employers, forcing them to accept these terms for unfair wages under threat of imprisonment or deportation. Workers are also often unsuccessful in seeking redress for these abuses due to the difficulty of navigating Qatari labor courts and the absence of regional human rights courts.

While it is hard to legally hold any singular actor accountable for abuses that occurred during the construction of the 2022 World Cup, there still exists a collective responsibility of all members of the international community to ensure that human rights are protected. FIFA granted Qatar the position of World Cup host with no human rights due diligence or established working conditions, Qatar has yet to implement legal reforms to protect migrant workers, and Switzerland has done little to regulate

[43] Regueiro, “Shared Responsibility and Human Rights Abuse: The 2022 World Cup in Qatar”

[44] Regueiro, “Shared Responsibility and Human Rights Abuse: The 2022 World Cup in Qatar”

[45] “Guiding Principles on Business and Human Rights”

[46] “FIFA Lawsuit (Re Migrant Workers, Qatar),” Business & Human Rights Resource Centre, December 8, 2016, <https://www.business-humanrights.org/en/latest-news/fifa-lawsuit-re-migrant-workers-qatar/>.

[47] Patrick Keeler, “No One’s Problem: Lack of Legal Recourse for Human Rights Abuses in Qatar Leave Migrant Workers in Deplorable Working Conditions Prior to the 2022 FIFA World Cup,” McGill Business Law Platform, June 26, 2022, <https://mcgill.ca/business-law/article/no-ones-problem-lack-legal-recourse-human-rights-abuses-qatar-leave-migrant-workers-deplorable>.

the actions of its private entities abroad. There are many obstacles in the pursuit of justice, but it is important for state and non-state actors to share responsibility and work toward substantial redress for victims.

The World Cup brought a lot of international attention to the working conditions of migrants who are living under an unjust and abusive labor regime. Although substantial progress has yet to be made to codify the rights and protections of foreign workers in Qatar, the role of international media, legal, and trade organizations in providing support to victims and pushing the government to start labor reforms indicates there is hope that this will lead to a significant reexamination of international labor systems, not just for those in Qatar but also for underrepresented migrant populations around the world.

Bibliography:

Baker, Aryn, and Ed Kashi. "Thousands of Migrant Workers Died in Qatar's Extreme Heat. The World Cup Forced a Reckoning." Pulitzer Center. Time Magazine, November 3, 2022. <https://pulitzercenter.org/stories/thousands-migrant-workers-died-qatars-extreme-heat-world-cup-forced-reckoning>.

"The Case against Qatar." International Trade Union Confederation, March 2014. https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/the_case_against_qatar_en_web170314.pdf.

"Complaint Concerning Non-Observance by Qatar of the Forced Labour Convention, 1930 (No. 29), and the Labour Inspection Convention, 1947 (No. 81), Made by Delegates to the 103rd Session (2014) of the International Labour Conference under Article 26 of the ILO Constitution." International Labour Organization, March 17, 2016. https://www.ilo.org/gb/GBSessions/previous-sessions/GB326/WCMS_459148/lang--en/index.htm.

"Decision of the Minister of Administrative Development, Labour and Social Affairs No. (17) for the Year 2021 Specifying Measures to Protect Workers from Heat Stress." International Labor Organization, May 24, 2020. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---arabstates/---ro-beirut/documents/legaldocument/wcms_794551.pdf.

"FIFA Lawsuit (Re Migrant Workers, Qatar)." Business & Human Rights Resource Centre, December 8, 2016. <https://www.business-humanrights.org/en/latest-news/fifa-lawsuit-re-migrant-workers-qatar/>.

"FIFA's Human Rights Policy." FIFA, May 2017. <https://digitalhub.fifa.com/m/1a876c66a3f0498d/original/kr05dqyhwr1uhqy2lh6r-pdf.pdf>.

"Guiding Principles on Business and Human Rights." United Nations, 2011. <https://digitallibrary.un.org/record/720245>.

"In the Prime of Their Lives: Qatar's Failure to Investigate, Remedy and Prevent Migrant Workers' Deaths." Amnesty International, September 28, 2021. <https://www.amnesty.org/en/documents/mde22/4614/2021/en/>.

Keeler, Patrick. "No One's Problem: Lack of Legal Recourse for Human Rights Abuses in Qatar Leave Migrant Workers in Deplorable Working Conditions Prior to the 2022 FIFA World Cup." McGill Business Law Platform, June 26, 2022. <https://www.mcgill.ca/business-law/article/no-ones-problem-lack-legal-recourse-human-rights-abuses-qatar-leave-migrant-workers-deplorable>.

- Khan, F. Y., A. Kamha, and A. El Hiday. "Study of Patients with Heat Stroke Admitted to the Intensive Care Unit of Hamad General Hospital, Doha, Qatar during Summer 2004." *Qatar Medical Journal*. Hamad bin Khalifa University Press, November 1, 2005. <https://www.qscience.com/content/journals/10.5339/qmj.2005.2.14.jsessionid=u8-2gvoWhRegv8SjSTBnF9ELsENZwFOS7kJ0tGhv.hbkuplive-10-240-9-157>.
- Lewis, Aimee, Pramod Acharya, and Sugam Pokharel. "'Our Dreams Never Came True.' These Men Helped Build Qatar's World Cup, Now They Are Struggling to Survive." *CNN*, November 21, 2022. <https://edition.cnn.com/2022/11/17/football/qatar-2022-world-cup-migrant-workers-human-rights-spt-intl/index.html>.
- Pattinson, Pete, and Niamh McIntyre. "Revealed: 6,500 Migrant Workers Have Died in Qatar since World Cup Awarded." *The Guardian*. Guardian News and Media, February 23, 2021. <https://www.theguardian.com/global-development/2021/feb/23/revealed-migrant-worker-deaths-qatar-fifa-world-cup-2022>.
- Pradhan, Bandana, Tord Kjellstrom, Dan Atar, Puspa Sharma, Birendra Kayastha, Gita Bhandari, and Pushkar K. Pradhan. "Heat Stress Impacts on Cardiac Mortality in Nepali Migrant Workers in Qatar." *Cardiology*. Karger Publishers, July 12, 2019. <https://www.karger.com/Article/FullText/500853>.
- "Qatar Labour Act No. 3 of 1962." International Labor Organization, April 2, 1962. <https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/WEBTEXT/49369/65107/e87qat01.htm#c3>.
- "Qatar: Significant Labor and Kafala Reforms." Human Rights Watch, November 4, 2020. <https://www.hrw.org/news/2020/09/24/qatar-significant-labor-and-kafala-reforms>.
- "Qatar: The Dark Side of Migration: Spotlight on Qatar's Construction Sector Ahead of the World Cup." Amnesty International, June 2, 2021. <https://www.amnesty.org/en/documents/MDE22/010/2013/en/>.
- "Reality Check: Migrant Workers' Rights in Qatar." Amnesty International, October 20, 2022. <https://www.amnesty.org/en/latest/campaigns/2019/02/reality-check-migrant-workers-rights-with-two-years-to-qatar-2022-world-cup/>.
- Regueiro, Raquel. "Shared Responsibility and Human Rights Abuse: The 2022 World Cup in Qatar." *Tilburg Law Review*. Ubiquity Press, June 22, 2020. <https://tilburglawreview.com/articles/10.5334/tilr.191/>.
- "Regulatory Framework Governing Migrant Workers: Qatar." International Labor Organization, November 2019. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---arabstates/---ro-beirut/documents/legaldocument/wcms_728266.pdf.
- Saifi, Zeena, and Becky Anderson. "World Cup 2022: Qatar Is Ready as It Strongly Contests Accusations of Workers' Rights Abuses." *CNN*, September 16, 2021. <https://edition.cnn.com/2021/07/09/football/qatar-world-cup-2022-workers-rights-spt-intl/index.html>.
- Schwab, Brendan. "Explainer: Human Rights and the 2022 FIFA World Cup in Qatar." Australian Human Rights Institute. Accessed February 15, 2023. <https://www.humanrights.unsw.edu.au/research/commentary/explainer-human-rights-fifa-world-cup-qatar>.
- "Sepp Blatter: Qatar World Cup Workers' Welfare Is Not FIFA's Responsibility." *The Guardian*. =, December 2, 2014. <https://www.theguardian.com/football/2014/dec/02/sepp-blatter-fifa-responsibility-workers-qatar-world-cup>.
- "Statement on the Obligations of State Parties Regarding the Corporate Sector and Economic, Social and Cultural Rights." United Nations, 2011. <https://digitallibrary.un.org/record/715883?ln=en>.

Syed, Armani. "How Many Migrants Died Erecting the 2022 Qatar World Cup?" Time , December 2, 2022.

<https://time.com/6237677/qatar-migrant-deaths-world-cup/>.

"The Ugly Side of the Beautiful Game: Exploitation of Migrant Workers on a Qatar 2022 World Cup Site."

Amnesty International, June 1, 2021. <https://www.amnesty.org/en/documents/mde22/3741/2016/en/>.

"What Is Forced Labour, Modern Slavery and Human Trafficking (Forced Labour, Modern Slavery and Human Trafficking)." International Labour Organization. Accessed February 15, 2023. <https://www.ilo.org/global/topics/forced-labour/definition/lang--en/index.htm>.

Zayadin, Hiba. "Migrant Workers and the Qatar World Cup." Human Rights Watch, November 18, 2022.

<https://www.hrw.org/news/2021/08/02/migrant-workers-and-qatar-world-cup>.

Migrations et politiques migratoires pendant la pandémie du Covid-19 ^[1]

Fabio Perocco, Professeur de sociologie, Università Ca' Foscari Venezia

Introduction

La crise du coronavirus – plus précisément une éco-pan-syndémie (Power, 2021) – a été le symptôme de l'état actuel de l'environnement, du rapport entre l'homme et l'environnement, entre le capitalisme et l'environnement. Elle a été en même temps un test décisif, un miroir, qui met en lumière les problèmes structurels des sociétés contemporaines.

La crise sanitaire de COVID-19 a également été un véritable *accélérateur social* ; en particulier, elle a constitué un puissant facteur d'accélération des tendances et processus sociaux qui préexistaient à la crise. Elle a étendu, généralisé et consolidé de multiples phénomènes sociaux antérieurs à la pandémie, en les enracinant dans les structures sociales et dans la vie quotidienne de nombreux pays du monde : livraison de nourriture à domicile, plateformes numériques, enseignement à distance, crise économique mondiale. La crise sanitaire a particulièrement été un élément d'accélération de processus et de phénomènes sociaux de nature néolibérale : l'individualisation de l'éducation ; l'atomisation sociale, amplifiée par l'utilisation croissante du web et du télétravail ; l'accentuation des inégalités, la polarisation sociale, la précarisation structurelle du travail, les travailleurs pauvres – autant de phénomènes préexistants la crise sanitaire mais qui ont été largement amplifiés et aggravés par celle-ci.

La crise du coronavirus a été, pour le capital, une *occasion* de se réorganiser, de s'étendre, de pénétrer plus profondément toutes les sphères de la vie sociale et naturelle, de soumettre encore plus rigoureusement ses lois à la société. Pour le capital, la crise sanitaire a été l'*opportunité* d'étendre encore plus son champ d'action et de contrôle, d'élargir ses frontières. Dans les moments de crise, le capital se réorganise et, se faisant, réorganise et transforme l'ensemble de la société, en fonction de lui-même. Dans la pratique, cela consiste à redéfinir et à abaisser les conditions de vie de la classe-qui-vit-du-travail, à redélimiter les droits sociaux, à redéfinir le rôle de l'État en fonction

[1] Texte tiré de l'article Migrants and Migration in the Eco-Pan-Syndemic Era, "Two Homelands", 56, 2022.

du marché mondial et de l'accumulation.

La crise sanitaire de COVID-19 a été aussi un *détonateur social*, un facteur de détonation. Elle a fait converger et enchevêtrer les contradictions sociales préexistantes. D'une part, cela a pu alimenter le chaos social, d'où peuvent émerger des solutions négatives ; d'autre part, cela a pu raviver les luttes sociales, en faveur de l'égalité et de la justice sociale, de l'environnement et de la santé publique.

La crise du coronavirus a accentué la polarisation sociale au sein des pays et les inégalités mondiales. Elle a transformé les inégalités et le système des inégalités, en changeant les anciennes, en en générant de nouvelles, en entremêlant l'ancien et le nouveau. Elle a accru les inégalités en matière d'emploi, de revenus, d'éducation, de consommation, d'utilisation du temps, frappant plus durement la classe ouvrière, les femmes, les jeunes et les personnes âgées, les populations racialisées.

Un test de ces processus, en particulier de l'impact différencié de la crise, peut être observé dans les migrations (Perocco, 2021). Tout comme lors de la grande crise économique de 2008, pendant la pandémie les migrants ont subi de lourdes conséquences en raison de leur double peine, de leur double statut de salariés et d'étrangers. Ils ont connu des conditions et des problèmes similaires à ceux de la population autochtone, mais souvent aggravés. Pour de nombreuses raisons, les migrants ont été particulièrement vulnérables à la pandémie et à ses effets économiques et sociaux ; en raison de leur condition spécifique, ils ont un niveau élevé d'exposition et de vulnérabilité face au virus et, comme on le verra, ils ont subi en même temps de graves conséquences au niveau des conditions de séjour, de mobilité, d'obtention de statuts administratifs.

Cet article, qui est basé sur l'étude de la littérature scientifique, vise à analyser les conséquences de la crise du coronavirus sur les mouvements migratoires et les politiques migratoires au niveau international. Ainsi, en matière de mouvements et de politiques migratoires, la crise du coronavirus a engendré de nouvelles problématiques par rapport à l'ère pré-COVID, tout en aggravant les phénomènes pré-existants.

1. Les mouvements migratoires internationaux pendant la pandémie.

En 2020, la pandémie a entraîné une transformation importante du système mondial de mobilité, qui a consisté en une restriction de la mobilité internationale, un *rebordering*, un renforcement des contrôles et de la surveillance des voyageurs, une différenciation du droit à la circulation internationale ou locale en fonction de divers facteurs (nationalité, statut administratif, profession) et d'un système dense de restrictions/exceptions (AA.VV., 2021, 2022).

Entre le 10 mars 2020 et le 4 octobre 2021, 109 519 restrictions de voyage (dont 82 187 conditions d'entrée autorisées et 27 332 restrictions d'entrée) et 998 exceptions sont entrées en vigueur (OIM, 2021). Les restrictions à la mobilité internationale ne sont pas un phénomène nouveau, mais à l'époque du Covid, les restrictions au franchissement des frontières, à la réadmission des citoyens et au départ/transit des étrangers, en raison de leur hétérogénéité et de leur portée, représentaient une nouveauté absolue. Cette transformation de la mobilité a entraîné – avec les fermetures, la crise économique, le chômage, les turbulences des systèmes de production et des marchés du travail – une perturbation des systèmes de migration mondiaux, régionaux et locaux.

Au second semestre 2020, avec la réouverture partielle de plusieurs points d'entrée (ports,

aéroports, frontières terrestres) et l'assouplissement des restrictions à la mobilité terrestre, il y a eu une relative reprise des voyages. En 2021, on a constaté une reprise lente mais progressive des mouvements migratoires le long de certaines routes migratoires importantes : Amérique centrale-Mexique-États-Unis, Colombie-Panama, Golfe, Méditerranée occidentale, Balkans/Europe de l'Est-Europe de l'Ouest; toutefois, ces mouvements n'avaient pas les caractéristiques et les dimensions de la période pré-Covid et, de toute façon, se sont produits sous certaines restrictions et mesures sanitaires en place dans les différents pays.

En raison des différentes vagues de pandémie (troisième et quatrième vagues), des semi-confinements locaux, d'une reprise difficile de l'activité productive et de la crise socio-économique dans diverses parties du monde, les mouvements migratoires ont repris par à-coups et avec des changements de lignes directrices, d'itinéraires et de modalités – par exemple, la refonte de la migration temporaire (pour Balkans voir Lukic et al., 2021), en Europe le détachement international de travailleurs (Geyer et al., 2021, Stefanova-Behlert, Menghi, 2021, Toplak, Lukšič Hacin, 2022; Vah Jevšnik, Milharčič Hladnik, 2022), le travail transfrontalier partout.

Pendant les confinements de 2020, en raison de la perte d'emploi, de la détérioration des conditions de vie et du désir de faire face à la pandémie chez soi, on a assisté à de nombreux retours massifs – vers l'Amérique centrale, le sous-continent indien, les Balkans, l'Europe de l'Est, l'Afrique. Le retour des travailleurs migrants, qu'il soit volontaire ou semi-forcé, a pris des modalités et un volume sans précédent. Outre l'interruption des envois de fonds, qui a aggravé la pauvreté de familles entières et de pays qui en vivent essentiellement, les retours massifs ont «surchargé» les pays d'origine d'une «surpopulation» à aider sur le plan économique, social et sanitaire. Les retours ont alourdi la charge économique des pays d'origine et exacerbé les insécurités, accentuant les facteurs qui sous-tendent l'émigration. Parfois, les rapatriés ont été accusés par les politiciens et les médias d'être une charge sociale gênante et d'être porteurs du virus – (pour le Bangladesh, par exemple, voir Parvez, 2021).

Au fil du temps, une partie des rapatriés sont partis à l'étranger, mais souvent vers de nouvelles destinations et de nouveaux emplois. Une autre partie est restée dans son pays parce qu'ils ne pouvaient pas le quitter (manque de documents, de permis et de ressources pour réémigrer, manque d'opportunités d'emploi et de contacts à l'étranger) ou parce qu'ils ont trouvé quelques opportunités localement.

En 2020 et partiellement en 2021, en raison des restrictions à la mobilité (interne ou internationale), du manque de ressources économiques, de l'absence d'emploi, de documents, de permis, de certificats de santé et de la fermeture des couloirs humanitaires, de nombreux migrants se sont retrouvés échoués, bloqués ou confinés aux frontières du pays de destination ou dans un pays de transit (Sanchez, Achilli, 2020; Ullah et al., 2021). Ce n'est pas non plus un phénomène nouveau, mais avec la pandémie, il a pris une dimension plus large en termes de nombre de personnes et de contextes impliqués.

De nombreux migrants de retour sont également restés bloqués. Les restrictions ont déterminé le blocage temporaire des retours provoqués par la pandémie, et beaucoup de ceux qui ont perdu leur emploi ont eu beaucoup de mal à revenir, se retrouvant enfermés pendant les confinements. Sur l'axe Europe du Sud-Maghreb, Colombie-Venezuela, dans le sous-continent indien, à Singapour,

dans le Golfe, de nombreux travailleurs et familles se sont retrouvés bloqués, parfois confinés dans des dortoirs, des centres d'accueil, des centres de détention.

2. Nouvelles stratifications dans un contexte de renforcement du caractère utilitariste des politiques migratoires : restrictions différenciées et protection sélective.

Au cours de la période 2020-2021, un système de restrictions et d'exemptions a été mis en place en plus de celui existant, caractérisé par de nouveaux mécanismes de sélection des migrants (Luconi, 2021; Piccoli, 2021; Triandafyllidou, 2022).

Les nouvelles et multiples restrictions (auto-isolement, quarantaine, *screening* et tests de santé, certificats médicaux, visa, interdiction d'entrée) varient selon le contexte et la période, et touchaient différemment les personnes selon leur nationalité, le lieu de résidence des voyageurs résidant légalement dans un pays touché par la pandémie, la présence des voyageurs dans un pays touché par la pandémie. Divers filtres sanitaires (tests médicaux, certificats de vaccination, passe sanitaire en Europe) ont été ajoutés aux documents de voyage traditionnels. Au même temps respect aux restrictions de nombreuses exceptions ont été mises en place, selon le contexte géographique et la période : citoyens, résidents, passagers en transit, membres de la famille, personnel de transport, personnel sanitaire et humanitaire, personnel militaire, délégations officielles, diplomates, personnes ayant une résidence temporaire, étudiants internationaux (Piccoli et al., 2021).

Ce système d'interdictions, de restrictions et d'exemptions – basé sur la nationalité (parfois sans tenir compte de la résidence ou de l'origine réelle), la résidence, la zone d'origine (risque sanitaire), le statut juridique, la profession, l'état de santé – a touché la population de manière différenciée. Les demandeurs d'asile, les mineurs non accompagnés, les travailleurs «non essentiels», les travailleurs temporaires (pour l'Australie, par exemple, voir Ricatti, 2021), ont subi les conséquences les plus lourdes, également dans le domaine des droits sociaux. Ce système de restrictions est venu s'ajouter à la guerre aux migrants qui dure depuis des années. Ces groupes sociaux, considérés comme « indésirables », ont parfois été confinés dans des zones tampons, des zones liminaires, dans des conditions difficiles et avec des risques sanitaires. Cela a renforcé la rhétorique, le discours public et les images publiques qui ont distingué et divisé les travailleurs migrants entre « désirables » et « indésirables ».

Les exigences nouvelles et multiples qui sous-tendent les restrictions et les exemptions ont accru la fragmentation des figures sociales et la différenciation des statuts juridico-administratifs, reconfigurant et augmentant la stratification civique. Les nouveaux critères d'admission dans les pays ont redessiné la stratification interne des populations immigrées ; les travailleurs migrants ont été soumis à des mesures différenciées, de sorte que de nouvelles stratifications et différenciations s'ajoutent aux anciennes existant sur le marché mondial du travail. Entre elles, la figure des « travailleurs essentiels » de l'époque de la pandémie, qui ont été employés grâce à une entrée prioritaire et à des mesures ad hoc (permis spéciaux, transport spécial, régularisations, etc.) dans des secteurs de production spécifiques (agriculture, soins, services de santé, services de première ligne). Les travailleurs agricoles saisonniers (Della Puppa, Sanò, 2021, Kukreja, 2021; Küppers, 2021), les travailleurs de l'agroalimentaire et des abattoirs (par exemple en Allemagne), les chauffeurs routiers, ont été cooptés dans un système d'entrée préférentielle pour les travailleurs étrangers, dans lequel le passeport a été temporairement remplacé par le besoin du travailleur

étranger (Macklin, 2022, 24). De toute façon, ces travailleurs «essentiels» ont dû faire preuve de leur «disponibilité» et, à un moment donné, ont été remis en ordre une fois la normalité revenue (Olayo-Mendez et al., 2021).

Or, pouvons-nous parler de politiques migratoires exceptionnelles ? De politiques d'un état d'exception ? Probablement pas : la pandémie n'a fait que mettre en évidence le caractère sélectif et utilitariste des politiques migratoires - qui sont en fait des politiques de contrôle de la main-d'œuvre étrangère et presque toujours des politiques contre les immigrés. Ce n'est pas la pandémie qui a généré des mécanismes d'hyper-sélection et de stratification : c'est l'orientation des politiques publiques et l'utilisation politique de la pandémie qui ont produit de nouvelles stratifications qui se sont ajoutées aux anciennes sans les éliminer. À l'ère de la pandémie, de nombreux gouvernements ont opté pour des politiques migratoires encore plus sélectives et répressives ; les nouvelles stratifications découlent du type de politiques migratoires mises en place à l'ère de la Covid-19, qui n'a fait que souligner la condition de la migration à l'ère néolibérale : la précarisation et la criminalisation des migrants.

3. Discrimination pandémique ? Les deux ans terribles de l'asile dans un contexte de renforcement du caractère répressif des politiques migratoires.

La période 2020-2021 a été le *biennium horribilis* de l'asile. De la Grèce au Bangladesh, de l'Amérique du Sud au Moyen-Orient, la pandémie s'est abattue sur des camps et des centres d'accueil déjà surpeuplés, dans des conditions déplorables, où les pratiques dégradantes et inhumaines ne manquent pas. Même après la première vague, plusieurs pays ont intensifié les mesures contre l'arrivée des demandeurs d'asile (refoulement, retours forcés, confinement), limitant l'accès à l'asile et à la protection des réfugiés^[2]. Les services et programmes destinés aux migrants et aux réfugiés, qui avaient été suspendus lors du premier confinement, n'ont pas toujours repris complètement. Mais il faut souligner que la pandémie n'a fait qu'exacerber un processus de restriction du droit d'asile en cours depuis plusieurs années dans de nombreuses régions du monde ; en Europe, le Nouveau Pacte européen sur les Migrations et l'Asile 2020 a partiellement mis fin à l'asile.

Mais, au-delà de l'asile, il y a souvent eu une utilisation politique de la pandémie, qui a servi à renforcer les politiques migratoires punitives et les discours anti-migrants, à restreindre leurs droits, à construire des agendas politiques xénophobes (Adamski, 2020). Plus d'une fois, les médias ont utilisé le virus pour renforcer les attitudes négatives envers les migrants et diffusé de fausses nouvelles.

Aux États-Unis, les mesures draconiennes de l'administration américaine en matière d'immigration et d'asile (Luconi, 2021) ont entraîné un traitement discriminatoire concernant l'entrée et séjour, des arrestations, des expulsions, des déportations massives de sans-papiers, de travailleurs temporaires, de demandeurs d'asile ; elles ont immobilisé à la frontière entre le Mexique et les États-Unis, mais aussi au Guatemala, au Honduras, au Salvador, des dizaines de milliers de personnes demandant l'asile aux États-Unis ; elles ont exacerbé le *welfare racism*.

L'interprétation discrétionnaire et l'application arbitraire de l'ordonnance du Center for Disease Control and Prevention (omettant la référence à l'immigration pour éviter une éventuelle dénonciation de

[2] Pour le Canada voir: Abu Alrob, Shields, 2022; Macklin, 2022; pour la Norvège: Skrobanek, Jobst, 2021; pour l'Italie: Ferrero, Roverso, 2021; Spada, 2021; pour l'Afrique du Sud: Moyo et al. 2021.

discrimination) par le US Department of Homeland Security, ont entraîné la fermeture de la frontière entre le Mexique et les États-Unis et la déportation de 204 000 personnes au cours des six premiers mois de 2020 (Vilches Hinojosa et al. 2021). Cependant, les expulsions massives sous la bannière de la pandémie se sont poursuivies tout au long de l'année 2021. Échouée aux frontières ou dans les États de départ ou de transit, cette population s'entasse dans des logements et des conditions d'hygiène précaires.

Conclusion

En conclusion on peut dire que, ici comme ailleurs, les frontières et les limites ont trouvé un renforcement et de nouvelles fonctions au nom de la lutte contre le virus ; en ce sens, la pandémie a mis en lumière la nature répressive des politiques migratoires contemporaines. Pendant la pandémie, de nouvelles formes de contrôle et de restrictions des migrations et des frontières ont été testées.

Bibliographie

- AA.VV. (2021). The Coronavirus Crisis and Migration. Special Issue. *Two Homelands*, 54, http://twohomelands.zrc-sazu.si/en/issues/articles_list/54/2021
- AA.VV. (2022). Migration and Covid-19. Special Issue. *Two Homelands*, 56, http://twohomelands.zrc-sazu.si/en/issues/articles_list/56/2022
- Abu Alrob, Zainab, Shields, John (2022). A COVID-19 State of Exception and the Bordering of Canada's Immigration System: Assessing the Uneven Impacts on Refugees, Asylum Seekers and Migrant Workers. *Studies in Social Justice*, 16/1, 54–77. <https://doi.org/10.26522/ssj.v16i1.2691>
- Adamski, Jakub (2020). COVID-19 and its Impacts on Migration. The Politics-Work-Violence Nexus. *Władza Sądzenia*, 18, 41–60, <https://wladzasadzenia.pl/2020/18/covid-19-and-its-impacts-on-migration-the-politics-work-violence-nexus.pdf>
- Della Puppa, Francesco, Sanò, Giuliana (eds) (2021). *Stuck and Exploited. Refugees and Asylum Seekers in Italy Between Exclusion, Discrimination, and Struggles*. Venice: ECF. <http://doi.org/10.30687/978-88-6969-532-2>
- Ferrero, Marco, Roverso, Chiara (2021). Asylum Seekers Excluded from the Reception System in the COVID-19 Emergency. *Stuck and Exploited* (eds Francesco Della Puppa, Giuliana Sanò). Venice: ECF, 301–319. <http://doi.org/10.30687/978-88-6969-532-2/013>
- Geyer, Leonard et al. (2021). *The Impact of COVID-19 on The Posting of Workers and Their Workplace Safety*, European Centre for Social Welfare Policy and Research. <https://www.euro.centre.org/webitem/3752>
- Kukreja, Reena (2021). COVID-19, Racial Capitalism, and Undocumented Bangladeshi Agricultural Workers in Manolada, Greece. *Two Homelands* 54, 89–101. <https://doi.org/10.3986/dd.2021.2.07>
- Küppers, Carolin (2021). Media Discourses on Migrant Contract Workers and Worker's Rights in German Agriculture in Times of the Covid-19-Pandemic. *Academia Letters*, <https://doi.org/10.20935/AL2416>
- Luconi, Stefano (2021). Stretti tra xenofobia e pandemia: gli immigrati e il coronavirus negli Stati Uniti. *Studi emigrazione*, 58, 114–123.

- Lukic, Vesna et al. (2021). How Is COVID-19 Reshaping Temporary and Circular Labour Migration: Serbia and North Macedonia Perspectives. *Forum Geografic*, 20/1, 55–65. <https://doi.org/10.5775/fg.2021.051.i>
- Macklin, Audrey (2022). (In)Essential Bordering: Canada, COVID, and Mobility. *Migration and Pandemics* (ed. Anna Triandafyllidou). Cham: Springer, 23–43. https://doi.org/10.1007/978-3-030-81210-2_2.
- Moyo, Khangelani, Sebba, Kalyango Ronald, Zanker, Franzisca (2021). Who Is Watching? Refugee Protection During a Pandemic. Responses From Uganda and South Africa. *CMS* 9/37. <https://doi.org/10.1186/s40878-021-00243-3>
- Moyo, Khangelani et al. (2021). Who Is Watching? Refugee Protection During a Pandemic. Responses From Uganda and South Africa. *CMS*, 9/37, <https://doi.org/10.1186/s40878-021-00243-3>.
- OIM (2021). *COVID-19 Travel Restrictions Output 4 October 2021*, <https://migration.iom.int/reports/covid-19-travel-restrictions-output-%E2%80%944-october-2021?close=true>
- Olayo-Méndez, Alejandro et al. (2021). Essential, Disposable, and Excluded: The Experience of Latino Immigrant Workers in the US during COVID-19. *Journal of Poverty*, 25(7), 612–628, <https://doi.org/10.1080/10875549.2021.1985034>
- Parvez, Mohammad (2021). Social Stigma and COVID-19: The Experiences of Bangladeshi Returnees from Italy. *Two Homelands*, 54, 63–75. <https://doi.org/10.3986/dd.2021.2.05>
- Perocco, Fabio (2021). *Coronavirus crisis and migration: the pan-syndemic and its impact on migrants*, “Two Homelands”, 54, 13-29. <https://dx.doi.org/10.3986/dd.2021.2.02>
- Piccoli, Lorenzo (2021). La trasformazione del regime globale di mobilità durante la pandemia di COVID-19. *Mondi migranti* 1, 45–60. <https://doi.org/10.3280/MM2021-001003>
- Piccoli, Lorenzo, Dzankic, Jelena, Ruedin, Didier (2021). Citizenship, Migration and Mobility in a Pandemic (CMMP): A Global Dataset of COVID-19 Restrictions on Human Movement. *PLoS One*, 16/3, <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0248066>
- Powers, Martha et alii (2021). COVID-19 as Eco-Pandemic Injustice: Opportunities for Collective and Antiracist Approaches to Environmental Health. *Journal of Health and Social Behavior*. 62(2), 222-29. <https://doi.org/10.1177/00221465211005704>
- Ricatti, Francesco (2021). Migrazione e pandemia in Australia. *Studi Emigrazione*, 58, 107–113.
- Sanchez, Gabriella, Achilli, Luigi (2020). *Stranded: The Impacts Of COVID-19 On Irregular Migration and Migrant Smuggling*, Policy Briefs 20, Migration Policy Centre, <https://doi.org/10.2870/42411>
- Skrobanek, Jan, Jobst, Solveig (2021). The Impact of COVID-19 on Immigration: The Transformation of Norwegian Migration Policy on Asylum Seekers. *Baltic Region*, 13/2, 129–145, <https://doi.org/10.5922/2079-8555-2021-2-7>
- Stefanova-Behlert, Sanchka, Menghi, Martina (2021). The impact of Covid-19 on posted workers: the new ‘posting framework’. *European Issues*, 591, Fondation Robert Schuman, <https://www.robert-schuman.eu/en/doc/questions-d-europe/qe-591-en.pdf>
- Toplak, Kristina, Lukšič-Hacin, Marina (2022). International Mobile Workers Caught between Restrictive Measures and Freedom of Movement during the COVID-19 Pandemic: The Case of Slovenia. *Two Homelands*, 56, 107–24. <https://doi.org/10.3986/dd.2022.2.08>

- Triandafyllidou Anna (2021). *Migration and Pandemics* Cham: Springer, <https://www.imiscoe.org/publications/library/2-imiscoe-research-series/166-migration-and-pandemics>
- Ullah, Akm Ahsan et al. (2021). Locked Up Under Lockdown: The COVID-19 Pandemic and The Migrant Population. *Social Sciences & Humanities Open*, 3/1, <https://doi.org/10.1016/j.ssaho.2021.100126>
- Vah Jevšnik, Mojca, Milharčič Hladnik, Mirjam (2022). Repatriation of Slovenian Nationals During Mobility Lockdowns Due to the COVID-19 Pandemic. *Two Homelands*, 56, 89-106, <https://doi.org/10.3986/dd.2022.2.07>
- Vilches, Hinojosa, Rivas Castillo, Miguel, Vidal, Jaime, De Haymes, María (2021). International Migration in the Central and North American Regions in the COVID-19 Pandemic Context. *Journal of Poverty*, 25/7, 582–597, <https://doi.org/10.1080/10875549.2021.1978609>

Gand Prix Hijra

Clinique Juridique Hijra

Dans le cadre de sa mission de promotion de la recherche académique autour du droit de la migration et de l'asile parmi les étudiants au Maroc, la Clinique Juridique Hijra a organisé la 1^{ère} édition du « **Grand Prix HIJRA** », un concours visant à sélectionner les meilleurs mémoires universitaires traitant la question de la migration au Maroc. L'objectif de cette compétition était d'encourager la recherche académique sur ce sujet.^[1] Un appel à candidatures a été ouvert à tous les étudiants universitaires marocains ou étrangers ayant consacré leur recherche à la problématique de la migration et ayant soutenu leur mémoire de master dans une université marocaine, entre septembre 2020 et juillet 2022.



« GRAND PRIX HIJRA »

CONCOURS DU MEILLEUR MÉMOIRE AUTOUR DE LA MIGRATION ET L'ASILE AU MAROC ET EN AFRIQUE

La date limite pour l'envoi des candidatures est au plus tard
le 31 juillet 2022 à minuit

[1] CJH. « «Grand Prix HIJRA» : Concours du meilleur mémoire autour de la migration et l'asile au Maroc et en Afrique ». Consulté le 22 Octobre 2023. <https://www.cjhm.org/grandprix>.

Le mémoire devait être lié au domaine du droit de la migration et de l'asile marocain et/ou africain. Au total, 17 mémoires ont concouru au Grand Prix HIJRA. Un jury de professeurs et chercheurs universitaires a ensuite sélectionné quatre mémoires pour la phase finale du concours. Lors de la finale, les étudiants sélectionnés ont présenté leur mémoire et ont répondu aux questions complémentaires du jury.

Classement et témoignages

Les lauréats ont exprimé une grande satisfaction face à l'opportunité qui leur a été donnée de partager leurs recherches et leurs idées. Le concours a été, selon eux, une expérience enrichissante qui a stimulé leur intérêt pour le droit de la migration et de l'asile. Voici la classification des mémoires par ordre de mérite lors de la cérémonie d'attribution des prix. Deux mémoires sont ex-aequo à la deuxième place.

Mémoire 1 : « La migration féminine irrégulière ouest africaine au Maroc »

par Mohamed TRAORÉ



« Mon mémoire portait sur la migration féminine irrégulière ouest-africaine au Maroc. Les axes abordés consistaient à mettre en exergue les différentes causes de cette migration qui se féminise et comment se font leur inclusion ici au Maroc après l'échec de l'objectif de départ (rejoindre l'Europe). Ce prix a été pour moi une très belle expérience d'échange. Merci à la Clinique et à toute l'équipe ». [\[Téléchargeable ici\]](#)

Mémoire 2 : « La Question Migratoire au prisme de la Diplomatie Publique. Avec une étude de cas sur le Maroc – Espagne »

par Andy Julien ANDRIAMAHAZO



« Mon mémoire portait sur la recherche d'une approche humaniste de la question migratoire, notamment, par le biais de la Diplomatie Publique. Le Grand Prix HIJRA fut pour moi une compétition intellectuelle, s'inscrivant dans la mise en valeur des recherches académiques sur le sujet de la migration et de l'asile. » [\[Téléchargeable ici\]](#)

Mémoire 3 : « Le rôle des médias dans le processus de formation des stéréotypes sur les migrants subsahariens chez les jeunes marocains scolarisés »

par Khalid OUADIRROU



« Ce fut une expérience riche avec la participation de candidats de différents pays, avec des travaux sur la question migratoire issus de champs académiques diverses. Le fait de se défendre face aux remarques du jury font du Grand prix Hijra un challenge qui mérite d'en faire partie. » [\[Téléchargeable ici\]](#)

Mémoire 4 : « La protection des droits économiques et sociaux des migrants : l'expérience des migrants nigériens au Maroc »

par OLADIMEJI Damilare Mujeeb



« Mon projet vise à mettre en avant la protection des droits économiques et sociaux des migrants au Maroc. Ma participation au concours Grand Prix Hijra demeure mémorable car elle souligne l'importance de la recherche académique sur la migration au Maroc et met en lumière la lutte continue des migrants pour la protection de leurs droits »

[\[Téléchargeable ici\]](#)

Remerciements

La Clinique Juridique Hijra tient à adresser ses sincères remerciements à la **Fondation Heinrich Böll** pour son soutien inestimable dans la réalisation de ce concours et et la publication de ce deuxième numéro de la revue Hijra

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Revue Hijra:

La Revue Marocaine du Droit d'Asile et Migration - Revue Hijra - est une publication de la Clinique Juridique Hijra, association de droit marocain basée à Tanger, Maroc. La revue Hijra **naît en 2016** en tant que première revue marocaine dans le domaine. L'idée émerge du fondateur de la Clinique Juridique Hijra (CJH), Younous Arbaoui, dans le but de promouvoir la recherche académique sur le droit de la migration et d'asile au Maroc. La présente édition est 'officielle' dans le sens qu'elle aura un numéro ISBN (2737-8810). La revue Hijra a déjà publié **cinq éditions sans ISBN**.

Responsabilité:

La Clinique Juridique Hijra n'entend donner aucune approbation, ni improbation dans les articles et autre contribution dans ce numéro. Les opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs. La Clinique Juridique Hijra, l'équipe de rédaction de la revue ainsi que les auteurs se déchargent de toute responsabilité pour des fautes ou manquements éventuels dans cette publication.

Contact:

Pour s'abonner, vous pouvez remplir le formulaire d'abonnement sur le site de la revue Hijra: <https://www.cjhm.org/a-propos-de-revue/>.

Pour toute question, veuillez nous contacter via revue.hijra@gmail.com.

Partenaires :



Revue HIJRA

La Revue Marocaine de
Droit d'Asile et Migration

N° 02 - DÉCEMBRE 2023



Revue Hijra est une publication de l'association Clinique Juridique Hijra



Cjhm.org

ISBN : 2737-8810